

NOTE: Ceci est une traduction française du document original écrit en anglais à titre d'information seulement. En cas de divergence, l'original anglais prévaudra.



Les Droits Humains et L'État du Droit en Haïti : Développement Clés Récents **décembre 2021 à mai 2022**

Depuis la dernière mise à jour sur Les Droits Humains et L'État du Droit en Haïti publiée par l'IJDH en décembre 2021,¹ la détérioration des droits humains continue. Les vagues croissantes de violence des gangs entravent encore plus tous les aspects de la vie, les incidents de violence de masse et les enlèvements se multiplient au milieu d'allégations persistantes de complicité du gouvernement.² L'impunité chronique, qui est à la fois un facteur et une conséquence de la crise de l'insécurité, persiste, alors que le gouvernement de facto sape le système judiciaire, démantèle les mécanismes de responsabilité et préside à un rétrécissement de l'espace civique qui menace les droits civils et politiques des Haïtiens.³ Des millions d'Haïtiens sont sans nourriture ni eau adéquates.⁴ L'accès à d'autres droits humains fondamentaux tels que les soins de santé, l'éducation et un salaire de subsistance est extrêmement et de plus en plus limité.⁵ Des conditions invivables et une insécurité omniprésente poussent les Haïtiens à émigrer ; ceux qui ont cherché refuge aux États-Unis et à d'autres pays américains ont été victimes d'expulsions massives à cause de politiques racistes⁶ et illégales qui violent le droit de demander l'asile.⁷ La société civile, les fonctionnaires du gouvernement et d'autres observateurs continuent d'attirer l'attention sur l'incapacité du gouvernement de facto à assurer la sécurité, à garantir les services de base ou à protéger ou revendiquer les droits des Haïtiens.⁸ Des préoccupations équivalentes ont été soulevées lors du troisième Examen Périodique Universel (EPU) d'Haïti en janvier,⁹ le gouvernement de facto minimisant certains des défis auxquels le pays est confronté.¹⁰

Cette mise à jour détaille ci-dessous (a) les violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne ; (b) les abus du gouvernement, notamment la violence institutionnalisée et la corruption ; (c) le manque d'accès à la justice et l'impunité chronique ; (d) l'absence de protections égales pour les individus socialement vulnérables, en particulier les femmes et les filles ; (e) l'effondrement des droits économiques et sociaux ; et (f) les pressions à l'émigration.

Ces défis et ces abus sont avant tout l'héritage de politiques et d'ingérences étrangères persistantes en matière d'extraction - qualifiées de pratiques néocoloniales partout dans la mise à jour.¹¹ La crise aiguë à laquelle Haïti est confronté aujourd'hui a été directement précipitée par dix années de mauvaise gouvernance par le *Pati Ayisyen Tèt Kale (PHTK)* corrompu, dont le Premier ministre Ariel Henry est un membre actif et un héritier politique de longue date.¹² Par conséquent, aucun de ces défis ne peut être compris ou affronté sans s'attaquer à la crise de gouvernance provoquée par le PHTK, qui a laissé Haïti sans gouvernement légitime ni institutions démocratiques opérationnelles,¹³ ou même des élus.¹⁴

La communauté internationale, dirigée par le gouvernement des États-Unis, a continué à soutenir Henry après l'avoir installé comme Premier ministre de facto en juillet 2021, malgré le manque de soutien constitutionnel et populaire pour son règne.¹⁵ Les Haïtiens eux-mêmes ne cessent de se mobiliser en faveur de la réforme du gouvernement et de protester contre sa mauvaise administration, malgré les risques omniprésents pour leur vie et les graves difficultés économiques.¹⁶ Un exemple de cette mobilisation est « l'Accord de Montana »,¹⁷ un mouvement de consensus politique avec un large soutien

de la société civile et des groupes politiques qui étaient historiquement en désaccord, mais qui se sont réunis pour proposer un mécanisme de transition gouvernementale et de lutte contre les injustices structurelles. Au cours de la période considérée, le groupe de Montana a pris des mesures concrètes pour concrétiser cette transition.¹⁸ Dans le même temps, le groupe a été critiqué pour ne pas avoir suffisamment inclus les voix marginalisées et pour avoir fait des concessions excessives au régime de facto.¹⁹

Le soutien international à Henry, en particulier l'insistance du département d'État américain sur le fait que tout accord doit inclure son gouvernement, mine l'autodétermination des Haïtiens et empêche les initiatives de la société civile. Ce soutien confère à Henry un droit de veto effectif, réduisant ses incitations à négocier de bonne foi ou à céder le pouvoir par des élections.²⁰ Le soutien américain permet également d'éviter des discussions potentiellement contre-productives sur le partage du pouvoir avec le PHTK, malgré son rôle dans la crise actuelle.²¹ La diaspora et les groupes de la société civile, ainsi que les législateurs, ont fait pression sur l'administration Biden pour mettre fin à cette ingérence.²² Pour parvenir à une véritable démocratie et à la réconciliation, il faudra aussi que la majorité marginalisée d'Haïti ait un droit sur son gouvernement : un compact social de droits, de protections et de participation qui n'existe pas actuellement.

Les violations des droits à la vie et à la sécurité de la personne

La crise catastrophique de l'insécurité en Haïti s'est aggravée depuis la dernière mise à jour de l'IJDH sur les droits humains. Les gangs contrôlent toujours la majeure partie de Port-au-Prince et bloquent les principales artères de circulation du pays.²³ Certains rapports décrivent un véritable état de siège dans certaines parties de la capitale.²⁴ La violence de masse, qui résulte souvent de la guerre entre gangs, est répandue et a entraîné des décès et des déplacements à grande échelle.²⁵ Les gangs continuent d'utiliser les enlèvements comme moyen de contrôle et comme méthode pour acquérir des fonds importants.²⁶ La menace ubiquitaire de violence qui en résulte réduit tous les aspects de la vie en Haïti, obligeant à fermer des infrastructures sociales essentielles comme les hôpitaux, les écoles et les tribunaux, et empêchant les Haïtiens d'accéder à leurs droits les plus fondamentaux comme la nourriture et l'eau.²⁷ De plus en plus de rapports font mention du recrutement d'enfants par les gangs, parfois par la force. Un facteur structurel important de l'augmentation du nombre de gangs en Haïti est le manque d'opportunités pour les enfants et les jeunes dans les régions pauvres²⁸ - une conséquence de la stagnation de l'économie haïtienne et des échecs néocoloniaux à investir dans l'éducation et les moyens de subsistance qui sont encore exacerbés par la crise actuelle.²⁹ Le régime Henry ne peut ou ne veut pas s'attaquer à l'insécurité et à ses conséquences.³⁰ La police ne possède pas les ressources nécessaires pour lutter efficacement contre les gangs.³¹ Des indications régulières et crédibles de collusion du gouvernement avec les membres des gangs persistent.³² Or, malgré les conditions dangereuses et la répression brutale du gouvernement à l'encontre des manifestants,³³ les Haïtiens continuent à défendre leurs droits par des manifestations et à demander au gouvernement de protéger leur droit à la vie et à la sécurité.³⁴

Violence et déplacements causés par la violence des gangs

- Selon l'organisation Gardiens des Droits Humains, les gangs ont été responsables d'au moins 295 décès de civils au cours du premier quart de 2022.³⁵ Port-au-Prince est l'épicentre de la violence - au moins 250 personnes ont été tuées, de janvier à mars, dans le département de l'Ouest, qui comprend Port-au-Prince,³⁶ et la Commission Episcopale Nationale Justice et Paix a rapporté 112 décès causés par la violence à Port-au-Prince pour le seul mois de février 2022.³⁷
- Le gang *400 Mawozo* et, dans une moindre mesure, l'alliance du gang *G-9 an Fanmi (G-9)*, ont dominé les récits d'attaques brutales contre des civils pendant la période considérée.³⁸ Un conflit territorial entre *400 Mawozo* et *Chen Mechan*, membre du G-9,³⁹ à Croix-des-Bouquets,⁴⁰ a entraîné des combats intenses qui ont duré au moins deux semaines⁴¹ et tué au moins 188 personnes.⁴² Les membres des gangs employaient des méthodes particulièrement horribles, les survivants parlant de décapitations, de personnes incendiées, de mutilations et de viols.⁴³ Les gangs ont aussi détruit des infrastructures, bloqué des routes - dont des voies d'évacuation

essentielles - et brûlé des maisons.⁴⁴ La violence a déplacé plus de 9 000 résidents.⁴⁵ Ceux qui ont été déplacés par la violence vivent maintenant dans des abris de fortune avec accès limité à l'aide humanitaire et sont vulnérables à l'exploitation.⁴⁶

- Un rapport du Réseau National de Défense de Droits Humains (RNDDH) sur les violences a révélé que les autorités ne sont pas intervenues à temps ou de manière efficace.⁴⁷ Les résidents et les défenseurs des droits humains ont souligné que la réponse tardive des autorités était la preuve de l'incapacité du gouvernement à réagir efficacement ou même à prendre le carnage au sérieux.⁴⁸
- La violence à Croix-des-Bouquets rappelle le massacre qui a eu lieu à Martissant en juin 2021 et qui a déplacé environ 19 000 personnes.⁴⁹ Beaucoup de ces personnes déplacées vivent encore aujourd'hui dans des camps de fortune, avec un accès limité aux produits de première nécessité et un risque élevé de violence sexuelle et autre.⁵⁰ La réponse tardive du gouvernement au massacre de Martissant et l'absence d'obligation de rendre des comptes sont un autre exemple de son incapacité à donner la priorité aux droits à la vie et à la sécurité des Haïtiens.⁵¹
- Les gangs se disputent de plus en plus de territoires dans le but d'étendre leur influence politique.⁵² Une autre dispute territoriale entre membres de gangs armés à Cité Soleil, du 2 au 5 mai, a fait au moins 20 morts.⁵³ Dix autres personnes ont été tuées lors d'un autre conflit territorial à Mariani le 4 mars.⁵⁴
- L'insécurité plane sur la vie de la plupart des Haïtiens, les privant de l'accès aux droits fondamentaux et à la qualité de vie.⁵ La violence a conduit à la fermeture d'un nombre de centres de santé, ce qui a eu un impact sur le droit des Haïtiens aux soins de santé.⁵⁶ Cet impact est ressenti de manière disproportionnée par les femmes, qui sont particulièrement vulnérables à la violence des gangs et n'ont déjà pas accès aux soins de santé spécialisés.⁵⁷ Les gangs maintiennent toujours un contrôle effectif sur Martissant⁵⁸ et ont coupé un accès essentiel entre Port-au-Prince et le sud d'Haïti,⁵⁹ ce qui a un impact considérable sur la circulation des personnes et des biens essentiels comme le carburant et la nourriture.⁶⁰ Les civils ont dû prendre l'avion ou la mer pour éviter d'être ciblés par les membres des gangs sur les routes, ce qui fait courir un risque encore plus grand à ceux qui n'ont pas les moyens de le faire - c'est-à-dire la grande majorité des Haïtiens - ou les empêche d'exercer le droit à la liberté de mouvement.⁶¹ Les droits des Haïtiens à la nourriture, à l'eau et à l'éducation sont également affectés : L'UNICEF a signalé près de 1 700 fermetures d'écoles dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince à cause de la violence des gangs fin avril,⁶² et l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) a signalé des fermetures additionnelles d'hôpitaux et de marchés à Croix-des-Bouquets début mai.⁶³ Les personnes qui ont été déplacées à l'intérieur du pays en raison de la violence ont encore plus de difficultés à accéder aux produits de première nécessité comme la nourriture, l'eau et le logement.⁶⁴
- L'insécurité contribue également de manière significative au ralentissement économique d'Haïti,⁶⁵ car le contrôle par les gangs des voies de transport et des infrastructures essentielles autour de Port-au-Prince⁶⁶ entrave le commerce et la liberté de mouvement.⁶⁷
- La détérioration du paysage économique haïtien est l'un des principaux facteurs de la violence des gangs, car les jeunes hommes et les garçons qui n'ont pas d'opportunités économiques considèrent l'adhésion à un gang comme leur seule option de survie.⁶⁸
- Le régime Henry ne veut pas et ne peut pas faire face à la violence omniprésente et à ses conséquences, ou offrir des protections significatives à la population affectée.⁶⁹ Les rapports des droits humains et des médias documentent la collusion du gouvernement avec les membres des gangs ;⁷⁰ de plus, l'État haïtien serait « le plus grand fournisseur d'armes et de munitions » aux gangs armés.⁷¹ Le directeur exécutif du RNDDH, Pierre Espérance, a spécifiquement accusé le Premier ministre de facto Henry d'entretenir des relations étroites avec des membres de gangs et même de les financer.⁷²
- La police manque cruellement de ressources, notamment en comparaison avec les gangs haïtiens, ce qui ne lui permet pas de lutter efficacement contre la violence des gangs.⁷³ Le porte-parole du Syndicat de la Police Nationale D'Haïti a mis en doute la capacité de la police à répondre à la violence des gangs et a critiqué l'incapacité du gouvernement à armer et former les officiers de manière adéquate.⁷⁴ Bien que le directeur général par intérim de la Police Nationale d'Haïti

(PNH), Frantz Elbé, ait affirmé avoir réalisé des progrès significatifs en termes de sécurité au cours des six derniers mois,⁷⁵ les rapports du Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme (CARDH) indiquent que le nombre d'enlèvements a en fait augmenté au cours de cette période.⁷⁶ Parallèlement, les fonctionnaires de l'ONU citent l'incapacité de la PNH à juguler la violence comme un obstacle majeur à l'établissement de la sécurité dans le pays.⁷⁷

- L'insécurité systématique a provoqué des manifestations contre la complicité du gouvernement et ses manquements en matière de protection.⁷⁸ Outre les manifestations générales, des syndicats et des travailleurs hospitaliers manifestent depuis mars pour dénoncer l'incapacité du gouvernement à protéger les travailleurs contre les enlèvements et autres violences.⁷⁹

L'épidémie d'enlèvements persiste

- Haïti continue d'avoir le taux le plus élevé d'enlèvements par habitant au monde.⁸⁰ CARDH a rapporté 225 enlèvements durant le premier quart de 2022, soit près de 100 de plus que durant la même période en 2021.⁸¹ Dans cette même mise à jour, CARDH a rapporté qu'il y a eu 1 009 enlèvements en 2021 ; le mois de décembre a connu le taux le plus élevé, avec 166 enlèvements.⁸²
- Des gangs continuent de kidnapper des civils de différents secteurs de la population.⁸³ Par exemple, en l'espace d'une semaine, entre fin avril et début mai, des gangs ont enlevé douze personnes, dont des hommes d'affaires, des enfants, des fonctionnaires, des étudiants et un fonctionnaire de l'ambassade dominicaine.⁸⁴ Les enlèvements de plusieurs professionnels de la santé ont entraîné des fermetures d'hôpitaux et des grèves du personnel soignant, ce qui a eu un impact critique sur l'accès aux soins.⁸⁵ Les kidnappeurs s'en prennent de plus en plus aux transports privés et publics, notamment aux bus et aux voitures personnelles, ce qui nuit à la liberté de mouvement des personnes.⁸⁶ Les gangs exigent souvent d'énormes sommes d'argent en guise de rançon, faisant de l'enlèvement un moyen principal de générer des revenus qui leur permettent de poursuivre leurs activités.⁸⁷
- La grande majorité des personnes enlevées sont des Haïtiens.⁸⁸ Les médias internationaux ont néanmoins consacré une attention disproportionnée aux enlèvements de citoyens étrangers.⁸⁹
- Le gouvernement ne peut et ne veut pas endiguer l'épidémie d'enlèvements,⁹⁰ malgré ses promesses constantes de rétablir la sécurité.⁹¹ Des allégations crédibles de complicité du gouvernement dans des enlèvements persistent - par exemple, en janvier, trois officiers de police ont été arrêtés pour leur implication dans l'enlèvement d'un homme à La Victoire.⁹²

L'abus du gouvernement et son échec à protéger les défenseurs des droits humains, dont les journalistes

- Le gouvernement ne protège toujours pas les défenseurs des droits humains, notamment les journalistes, contre les menaces des membres de gangs,⁹³ et il est lui-même souvent complice de ces menaces.⁹⁴ Plusieurs défenseurs des droits humains ont été en conséquence forcés de fuir Haïti.
- En février, le RNDDH a documenté des menaces de mort proférées par l'ancien président Michel Martelly contre son directeur exécutif, Pierre Espérance.⁹⁵ Espérance et ses collègues ont aussi déclaré avoir reçu des menaces de mort de la part de l'ancien directeur général du Ministère de l'Intérieur, Fednel Monchéry,⁹⁶ ainsi que de membres des gangs *Eskwad Demokratik* et *Krache Dife* en mars.⁹⁷
- Comme indiqué précédemment, les défenseurs des droits humains Emmanuela Douyon et Pascale Solages ont fui Haïti pour les États-Unis en 2021. En raison de menaces persistantes, ils ne peuvent toujours pas retourner en Haïti pour des raisons de risques personnels.⁹⁸ Solages et son équipe de l'organisation féministe Nègès Mawon continuent de recevoir des menaces, ce qui a paralysé leur travail en faveur des femmes et des filles en Haïti. Solages doit aussi reloger sa famille. La police ne l'a pas aidée. Ces expériences sont représentatives des risques auxquels sont confrontés les défenseurs des droits humains. La combinaison de ces risques et de l'incapacité du gouvernement à protéger ses citoyens conduit à un rétrécissement systématique de l'espace civique en Haïti et à de graves obstacles à la protection et à la promotion des droits humains.
- La liberté de la presse en Haïti reste en péril.⁹⁹ En mai, le Comité pour la protection des

journalistes et l'Association interaméricaine de la presse ont tous deux désigné Haïti comme le pays le plus dangereux pour les journalistes dans l'hémisphère occidental.¹⁰⁰

- Le 6 janvier 2022, des membres de gangs ont brutalement tué deux journalistes, John Wesley Amady et Wilguens Louissaint, qui enquêtaient sur le meurtre d'un inspecteur divisionnaire de la PNH par des hommes armés.¹⁰¹ Wilmann Vil, journaliste et seul survivant du massacre qui a tué Amady et Louissaint, a été forcé de fuir Haïti à cause des menaces contre sa vie.¹⁰² Il s'agit d'un nouvel exemple de l'incapacité ou du manque de volonté du régime Henry de protéger les défenseurs des droits humains et d'une illustration de la manière dont l'insécurité étouffe les libertés d'expression et l'accès aux informations publiques essentielles des Haïtiens. Le gouvernement est aussi parfois directement responsable : des policiers ont tué un troisième journaliste, Maxiben Lazarre, le 23 février, alors qu'il couvrait une manifestation de travailleurs de l'habillement à Port-au-Prince.¹⁰³
- Les gangs visent aussi les acteurs judiciaires, notamment les avocats et les juges¹⁰⁴ - au moins sept avocats ont été enlevés par des gangs armés au cours du seul mois de février 2022,¹⁰⁵ et les juges font l'objet de menaces et d'intimidations persistantes.¹⁰⁶ L'incapacité systématique du gouvernement à protéger les acteurs judiciaires des menaces et des violences a profondément contribué au dysfonctionnement du secteur de la justice.¹⁰⁷
- L'impunité persiste pour les personnes qui attaquent et menacent les défenseurs des droits humains, et aucune avancée n'est connue dans les enquêtes sur la mort de plusieurs militants des droits humains et journalistes de premier plan, dont Diego Charles, Antoinette Duclair et Vladimir Legagneur.¹⁰⁸

La mauvaise conduite du gouvernement, notamment la violence et la corruption institutionnalisées

La corruption gouvernementale au plus haut niveau reste un pilier du régime du Premier Ministre de facto Henry, qui a conservé la tendance du PHTK à utiliser l'accès au pouvoir pour extraire les ressources des Haïtiens.¹⁰⁹ Le gouvernement de facto, qui n'a pas de mandat constitutionnel pour gouverner,¹¹⁰ a continué à violer les droits des Haïtiens en entravant les processus démocratiques. Comme indiqué plus haut, le gouvernement ne parvient pas à protéger les citoyens de la violence et de l'insécurité. Au contraire, il utilise parfois la police comme une arme et collabore avec des gangs pour supprimer la dissidence et consolider le pouvoir.¹¹¹ Les manifestations antigouvernementales sont systématiquement confrontées à la brutalité et à la force excessive de la police, ce qui ne permet pas aux civils de trouver de protection.¹¹²

- Henry, dont le gouvernement de facto fonctionne en l'absence des institutions nécessaires à la gouvernance démocratique, a poursuivi sa campagne, entamée en octobre 2021, pour rétablir le Collège Électoral Provisoire (CEP) - qu'il a démantelé en septembre 2021¹¹³ - même si les conditions décrites ci-dessus sur le terrain rendent impossible la tenue d'élections libres, justes, crédibles et sûres.¹¹⁴ En même temps, il a entravé le progrès démocratique en refusant à plusieurs reprises de s'engager avec la société civile et le Sénat haïtien pour travailler à une solution à la crise politique.¹¹⁵
- Des exemples particulièrement notables de l'abus du gouvernement qui imprègne l'administration de Henry sont les allégations de sa propre implication dans l'assassinat de l'ancien Président Jovenel Moïse et ses efforts pour entraver l'enquête (voir ci-dessous), tous laissés sans réponse adéquate.¹¹⁶
- Des hauts fonctionnaires du gouvernement continuent d'être impliqués dans des allégations crédibles de corruption et de détournement de fonds. Deux anciens directeurs généraux du Conseil National des Télécommunications, Léon Jean Marie Guillaume et Jean Marie Altéma, font l'objet d'une enquête pour avoir détourné, au début des années 2010, des fonds du Programme de Scolarisation Universelle Gratuite et Obligatoire (PSUGO), qui subventionne les frais de scolarité des élèves de première et deuxième année.¹¹⁷ Les anciens présidents Michel Martelly et Jocelerme Privert sont actuellement poursuivis devant un tribunal fédéral des États-Unis pour leur implication dans un autre système de détournement de fonds du PSUGO.¹¹⁸ Un scandale de vol et de détournement de fonds a éclaboussé l'Office National d'Identification sous le gouvernement Henry.¹¹⁹

- Deux consulats haïtiens aux États-Unis ont été audités cette année à la suite d'allégations selon lesquelles des employés de l'ambassade et du consulat auraient détourné des millions de dollars en frais de passeport.¹²⁰
- Comme indiqué ci-dessus, il existe de nombreuses allégations selon lesquelles le gouvernement financerait et armerait des membres de gangs.¹²¹ Les observateurs sur le terrain rapportent de même une collusion entre les gangs et l'élite économique haïtienne, qui détient un pouvoir politique significatif. De plus, les enquêtes sur l'assassinat de l'ancien président Moïse ont mis en lumière l'implication de longue date du Ministre de la Justice Berto Dorcé, de l'ancien Président Michel Martelly et de l'éminent homme d'affaires Charles Saint-Rémy dans le trafic de drogue en Haïti.¹²²
- La police continue de pratiquer un usage excessif de la force contre les civils, notamment dans le cadre de manifestations antigouvernementales, en utilisant des gaz lacrymogènes, en lançant des pierres et en tirant sur les manifestants.¹²³ L'insécurité générale et l'incapacité du gouvernement à protéger les manifestants font qu'il est extrêmement difficile pour les Haïtiens d'exercer leurs droits civils ; la brutalité de la police et la répression des manifestants par le gouvernement ont encore réduit cet espace civique.

La manque d'accès à la justice et impunité chronique

L'administration Henry poursuit le démantèlement du système judiciaire haïtien et des mécanismes de responsabilité, ce qui rend le système judiciaire incapable d'assurer la justice, la responsabilité et l'application régulière de la loi aux Haïtiens.¹²⁴ Cette interférence exécutive, ainsi que la corruption, ont entraîné une impunité persistante pour les graves violations des droits humains et les crimes violents,¹²⁵ qui alimentent l'insécurité - et donc de nouvelles perturbations de la gouvernance. Les échecs de l'enquête Moïse, notamment au vu d'allégations crédibles de complicité de la part de responsables gouvernementaux, dont Henry lui-même, en sont une illustration frappante.¹²⁶ La résolution de ces problèmes dépend fondamentalement du rétablissement d'un gouvernement légitime et démocratique qui garantisse les droits des Haïtiens.

Dysfonctionnement du secteur de la justice et déni de procédure judiciaire

- Les tribunaux fonctionnent à peine. La plus haute cour d'Haïti n'a pas atteint le quorum depuis février, et seuls trois juges sur les douze prévus sont actuellement sur le banc.¹²⁷ Entre-temps, il est devenu si dangereux d'aller au tribunal en raison de l'insécurité générale que dans un tribunal, aucune affaire n'a été entendue pendant des mois.¹²⁸ En mars, le barreau de Port-au-Prince a demandé au gouvernement de déplacer le palais de justice de Port-au-Prince vers un lieu plus sûr après plusieurs attaques dans la région au cours des dernières années, notamment le meurtre d'un huissier par des hommes armés en 2019.¹²⁹ Le personnel judiciaire, notamment les avocats, les greffiers et les juges, ont exprimé à plusieurs reprises leurs inquiétudes quant à leur sécurité compte tenu de l'insécurité générale à Port-au-Prince et ont critiqué l'incapacité du régime Henry à les protéger.¹³⁰
- Le renouvellement par Henry de 58 mandats judiciaires le 18 mars a suscité l'inquiétude des acteurs du monde judiciaire et des organisations de défense des droits humains, qui ont estimé que ces renouvellements étaient extraconstitutionnels.¹³¹
- Le vol de preuves dans les palais de justice et autres bureaux gouvernementaux continue d'être un problème grave et non résolu. Le 10 mai, des objets ont été volés dans les bureaux d'au moins cinq juges d'instruction et six commissaires adjoints du gouvernement.¹³² Cela se produit moins d'un mois après que le Sénat - situé dans le même quartier - ait été cambriolé par des individus non identifiés, qui ont volé des armes, des ordinateurs, des documents et d'autres articles.¹³³
- Le gouvernement haïtien continue de priver le système judiciaire des ressources dont il a tant besoin. Une étude du RNDDH, publiée pour la première fois en octobre 2021¹³⁴ et mise à jour en avril 2022, a révélé que le système judiciaire souffre d'un manque chronique de ressources, plus de 77 % des tribunaux ne disposant pas des éléments de base nécessaires à leur bon fonctionnement, notamment l'électricité, les toilettes, les ordinateurs et d'autres équipements

essentiels.¹³⁵

- Le fonctionnement du secteur de la justice est de plus entravé par des grèves fréquentes, alors que les greffiers réclament de meilleures conditions de travail et une augmentation des salaires et des avantages.¹³⁶ Les greffiers ont appelé à la grève le 12 avril pour protester contre la discrimination, les salaires insuffisants, le manque d'avantages sociaux et les conditions de travail dangereuses¹³⁷ et, depuis le 31 mai, les greffiers de tout le pays sont en grève pour une durée indéterminée.¹³⁸
- Les taux élevés de détention provisoire prolongée demeurent une violation grave des droits humains résultant du dysfonctionnement du système judiciaire haïtien¹³⁹ La police arrête plus d'individus que le système judiciaire ne peut en traiter, tandis que la politisation du système judiciaire signifie que certaines affaires sont traitées alors que d'autres languissent.¹⁴⁰ Dans sa réponse aux recommandations formulées lors de l'EPU d'Haïti en janvier, le gouvernement de facto a affirmé avoir pris des mesures pour améliorer les taux de détention provisoire,¹⁴¹ mais les rapports indiquent qu'au moins 85 % de la population carcérale est en détention provisoire ;¹⁴² le chiffre réel est probablement encore plus élevé.¹⁴³
- Les conditions de détention restent déplorables et très inférieures aux normes minimales en matière de droits humains. Les prisons haïtiennes sont gravement surpeuplées.¹⁴⁴ Les détenus n'ont pas accès à la nourriture, aux services sanitaires et aux soins de santé, ce qui entraîne la malnutrition et la propagation de maladies.¹⁴⁵ Ces dernières semaines, la crise alimentaire s'est intensifiée, des détenus déclarant qu'ils n'avaient pas reçu de nourriture ou n'avaient pas pu sortir de leur cellule depuis 72 heures.¹⁴⁶ Dans une lettre adressée le 14 avril au directeur de l'administration pénitentiaire, le RNDDH a indiqué que les détenus de la prison ne recevaient de la nourriture qu'une fois par jour et étaient maintenus dans leurs cellules toute la journée sans accès à une douche, en violation de leurs droits en vertu du règlement interne des prisons d'Haïti, et que la prison elle-même n'était pas alimentée en électricité.¹⁴⁷ Le RNDDH a aussi rapporté que la prison de Croix-des-Bouquets manque cruellement de personnel et de ressources,¹⁴⁸ ce qui facilite l'entrée d'armes et de drogues illicites dans la prison et augmente la vulnérabilité des détenus à la violence.¹⁴⁹ Les organisations de défense des droits de l'homme craignent que ces conditions horribles n'entraînent une révolte des détenus.¹⁵⁰

Impunité pour les violations des droits humains et autres crimes

- L'impunité chronique en Haïti est en grande partie causée par le manque de volonté politique d'enquêter sur les cas et par un système judiciaire politisé.¹⁵¹ Le dysfonctionnement du ministère public joue également un rôle, avec des bureaux fonctionnant « dans un désordre complet et total », selon Rosy Auguste Ducena du RNDDH.¹⁵²
- Les meurtres de plusieurs défenseurs des droits humains et journalistes ne sont toujours pas élucidés. Aucune avancée n'a été réalisée dans les affaires du journaliste Diego Charles et de la militante des droits humains Antoinette Duclair, qui ont été assassinés par des hommes armés en juillet 2021.¹⁵³ La disparition de Vladimir Legagneur reste également non élucidée quatre ans après.¹⁵⁴
- Près de cinq ans plus tard, il n'y a toujours pas eu de comptes à rendre pour le massacre de La Saline de 2018,¹⁵⁵ malgré les appels des Haïtiens¹⁵⁶ et de la communauté internationale¹⁵⁷ à la justice. Les comptes ne sont toujours pas rendus pour les 17 autres massacres qui ont eu lieu entre 2018 et 2021.¹⁵⁸ L'incapacité du gouvernement à répondre de manière adéquate aux massacres de cette année à Croix-des-Bouquets suggère une poursuite inquiétante de cette tendance.¹⁵⁹
- L'impunité persiste aussi pour les fonctionnaires du gouvernement haïtien impliqués dans le scandale de corruption PetroCaribe,¹⁶⁰ qui ont détourné plus de 2 milliards de dollars - initialement destinés à des dépenses sociales - du projet PetroCaribe du Venezuela entre 2008 et 2016.¹⁶¹
- Les avocats du barreau de Port-au-Prince demandent toujours justice pour Monferrier Dorval, l'ancien président du barreau de Port-au-Prince qui a été assassiné en août 2020.¹⁶² L'enquête, comme beaucoup d'autres, a été entravée par des vols de preuves et des actes d'intimidation judiciaire.¹⁶³ Au moment de la rédaction de ce rapport, la Direction Centrale de la Police

Judiciaire (DCPJ) n'a pas réussi à nommer un nouveau juge après que le précédent se soit retiré en raison de menaces sur sa sécurité, et l'enquête est en suspens.¹⁶⁴

- Le manque de progrès dans l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Président Jovenel Moïse en juillet 2021 est emblématique de l'impunité chronique dont bénéficient les perpétrateurs de toutes les formes de violations des droits humains et autres crimes en Haïti.¹⁶⁵
 - Plusieurs hauts fonctionnaires ont été impliqués dans l'assassinat, notamment le Premier Ministre de facto Henry.¹⁶⁶ En août 2021, le procureur principal, Bed-Ford Claude, a publié un rapport officiel révélant des liens entre Henry et un suspect principal dans l'affaire et a demandé qu'Henry se présente pour être interrogé.¹⁶⁷ Quelques jours plus tard, Henry démet Claude de ses fonctions.¹⁶⁸ Ces allégations ont été reprises par le juge Orélien, qui avait supervisé l'enquête en 2021.¹⁶⁹ Parmi les autres responsables impliqués figurent l'ancien Président Michel Martelly, le Ministre de la Justice de Henry, Berto Dorcée¹⁷⁰ - tous deux proches alliés de Henry¹⁷¹ - et l'ancienne juge de la Cour Suprême d'Haïti, Wendelle Coq-Thelot.¹⁷²
 - Malgré l'arrestation de plus de 40 personnes,¹⁷³ ces arrestations, ainsi que l'enquête en Haïti,¹⁷⁴ n'ont pas progressé.¹⁷⁵ L'enquête a été suspendue du 25 avril au 31 mai parce que le gouvernement n'a pas renouvelé le mandat du dernier juge d'instruction, Merlan Belabre, qui a expiré le 25 avril,¹⁷⁶ et n'a pas nommé le nouveau juge, le juge Walter Wesser Voltaire, avant le 31 mai.¹⁷⁷ Cela reflète l'absence totale de volonté politique d'enquêter sur l'assassinat, les hauts fonctionnaires, dont le Premier Ministre de facto Henry, étant accusés d'entraver l'enquête par de nombreux responsables de l'application de la loi en Haïti.¹⁷⁸
 - Les allégations de corruption de l'ancien Juge d'instruction Garry Orélien et de l'administration, ainsi que le vol de preuves et la mauvaise administration,¹⁷⁹ ont entravé encore plus l'enquête.¹⁸⁰ Le gouvernement a aussi fondamentalement échoué à protéger les acteurs judiciaires engagés dans l'enquête contre les menaces¹⁸¹ - deux précédents juges d'instruction se sont retirés de l'affaire en invoquant des problèmes de sécurité.¹⁸² Le RNDDH a rapporté aussi qu'une trentaine d'enquêteurs de la DCPJ affectés à l'affaire ont quitté Haïti depuis 2021, invoquant des persécutions.¹⁸³
 - L'assassinat et l'absence de responsabilité qui s'ensuit, tels que décrits ci-dessus, incarnent et résultent de la combinaison des facteurs décrits dans ce rapport, et sont essentiels pour comprendre comment la corruption et l'ingérence du gouvernement fonctionnent dans cet environnement.

L'absence d'égalité des droits et de protection pour les personnes socialement vulnérables, en particulier les femmes et les filles

Les populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles, continuent d'être marginalisées dans tous les aspects de la vie en Haïti.¹⁸⁴ Le gouvernement a échoué à garantir la participation des femmes à la vie politique et publique, en particulier en tant que décideurs, et les femmes et les filles restent extrêmement désavantagées en ce qui concerne leurs droits économiques, sociaux et politiques.¹⁸⁵ Le gouvernement n'a jamais accordé la priorité à la sécurité des femmes, notamment par le biais de réformes législatives et de la mise à disposition de ressources juridiques et sociales.¹⁸⁶ En conséquence, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les crises intersectées d'Haïti et fuient de plus en plus souvent seules, un activiste qualifiant ce phénomène de « féminisation de la migration ». ¹⁸⁷ La violence basée sur le genre (VBG)¹ reste omniprésente et ses auteurs agissent en toute impunité.¹⁸⁸ La pratique consistant à utiliser des enfants - principalement des filles - comme travailleurs domestiques, connus sous le nom de « restavèks », persiste, ce qui accroît leur vulnérabilité aux abus sexuels et autres formes d'abus et de violations des droits.¹⁸⁹ Les individus ayant d'autres identités intersectées soumises à des désavantages sociaux, notamment les individus handicapés¹⁹⁰ et les individus LGBTQIA+,¹⁹¹ sont

¹ The UN defines GBV as “harmful acts directed at an individual based on their gender,” and notes that GBV “is rooted in gender inequality, the abuse of power and harmful norms.” *Gender-based Violence*, UN REFUGEE AGENCY, <https://www.unhcr.org/en-us/gender-based-violence.html> (last visited Jun. 4, 2022).

également très vulnérables aux crises sécuritaire, politique et économique d'Haïti. Malgré ces défis, les femmes et les autres groupes marginalisés en Haïti continuent de souligner l'importance du leadership des femmes et la nécessité d'un engagement inclusif et d'une solidarité autour de ces questions.¹⁹²

- Malgré les efforts de certains groupes politiques, dont la Commission pour la Recherche d'une Solution Haïtienne à la Crise¹⁹³ et un nouveau parti politique appelé « En Avant »,¹⁹⁴ pour donner la priorité à la parité des sexes dans la sphère politique,¹⁹⁵ la participation des femmes demeure abyssalement faible¹⁹⁶ - bien en deçà du quota de 30 % prévu par la Constitution Haïtienne.¹⁹⁷ Elles sont également systématiquement exclues des décisions concernant le développement d'Haïti, alors qu'elles offrent des perspectives critiques pour la gestion des crises du pays.¹⁹⁸
- Les femmes sont confrontées à des taux de pauvreté plus élevés que les hommes et ne bénéficient pas de l'égalité d'accès à l'éducation et aux possibilités de travail formel, ce qui creuse le fossé entre les sexes à long terme.¹⁹⁹ Les femmes rurales sont particulièrement touchées.²⁰⁰
- Le statut inégal des femmes dans la société²⁰¹ et leurs droits juridiques limités²⁰² les rendent particulièrement vulnérables à la VBG.²⁰³ La sous-déclaration chronique - largement due à la stigmatisation sociale et au manque de recours²⁰⁴ - rend difficile la quantification de l'incidence de la VBG. En janvier 2022, Global Protection Cluster a rapporté qu'il y avait en moyenne 75 victimes de violences sexuelles et de VBG par mois entre juin et novembre 2021.²⁰⁵ L'enquête nationale la plus récente, réalisée en octobre 2020, a révélé que plus d'une femme sur trois a subi des violences de la part de son partenaire intime et que 29 % des femmes et des adolescentes sont victimes de violences physiques.²⁰⁶ Les femmes rurales et pauvres sont particulièrement exposées, les observateurs des droits de l'homme citant la pauvreté comme l'un des principaux facteurs conduisant aux abus sexuels et sexistes.²⁰⁷ Les taux réels de VBG sont presque certainement plus élevés que ceux rapportés.
- Les gangs ciblent les femmes et les filles pour leur infliger des violences sexuelles.²⁰⁸ Selon un rapport du Bureau intégré des Nations unies en Haïti (**BINUH**) datant de février 2022, les gangs ont recours à « la violence sexuelle, [aux] viols et à l'esclavage sexuel...comme moyens de terroriser et d'affirmer leur contrôle sur la population locale ». ²⁰⁹ Les femmes qui sont déplacées à l'intérieur du pays en raison de la violence des gangs sont directement exposées aux abus et à l'exploitation sexuels.²¹⁰
- La police et les acteurs judiciaires échouent dans leur devoir de protection des femmes et des filles.²¹¹ Les avocats de l'organisation de défense des droits humains *Bureau des Avocats Internationaux*²¹² ont rapporté que la réponse judiciaire aux rapports de VBG a diminué,²¹³ et que la corruption et la stigmatisation étaient des phénomènes fréquents, les juges accusant souvent les victimes.²¹⁴
- Les ressources de soutien médical et social pour les femmes font gravement défaut, seuls quelques centres de santé offrant des soins spécialisés aux survivantes de violences sexuelles et de VBG.²¹⁵ De nombreuses fermetures d'hôpitaux - dont une maternité - dues à l'insécurité et à la pénurie de carburant ont encore limité l'accès des femmes aux soins de santé et aux soins liés aux traumatismes.²¹⁶ La fermeture de l'établissement de Médecins sans Frontières (**MSF**) à Cité Soleil²¹⁷ a également affecté l'accès des femmes aux ressources juridiques - les avocats de BAI ont indiqué que les survivantes leur étaient adressées par des organisations telles que MSF.²¹⁸
- Les taux de mortalité maternelle en Haïti sont les plus élevés de l'hémisphère occidental.²¹⁹ Les soins reproductifs restent extrêmement difficiles d'accès,²²⁰ en grande partie à cause de l'incapacité chronique du gouvernement à investir des ressources dans les soins maternels et reproductifs, et de ce que les Nations Unies appellent une « grave pénurie de sages-femmes ». ²²¹ La sécurité a également un impact sur l'accès.²²² Haïti continue de maintenir une interdiction totale des avortements.²²³ Les femmes haïtiennes enceintes en République Dominicaine, dont beaucoup sont sans papiers et risquent donc d'être arrêtées et expulsées arbitrairement, sont exposées à un risque disproportionné - les femmes haïtiennes constituaient 56 % des décès maternels en République Dominicaine en 2022, alors qu'elles ne représentaient que 30,8 % du total des naissances.²²⁴

- Un rapport de l'IJDH, de Nègès Mawon et de la Global Justice Clinic (GJC) de la Faculté de droit de l'Université de New York décrit comment la crise climatique a un impact disproportionné sur les femmes en Haïti en raison de leur statut inégal dans la société, de leur dépendance à l'égard de l'agriculture à petite échelle et de leur exclusion de la planification et des réponses en matière de résilience et de rétablissement, alors qu'elles constituent une ressource puissante.²²⁵ Le changement climatique et les catastrophes naturelles augmentent aussi la vulnérabilité des femmes à la violence sexiste - les femmes et les filles qui sont déplacées ou dont les moyens de subsistance sont détruits par des catastrophes naturelles sont exponentiellement plus vulnérables à la violence domestique et aux abus et à l'exploitation sexuels.²²⁶ Un autre rapport de *Solidarite Fanm Ayisyèn* (Solidarité des Femmes Haïtiennes), GJC et IJDH a déterminé que les accaparements de terres par le gouvernement - par exemple, l'expropriation de terres agricoles pour la création de zones de libre-échange - ont également eu un impact disproportionné sur les femmes, les privant de leurs moyens de subsistance et contribuant à la fois à leur marginalisation économique et à leur vulnérabilité aux impacts du changement climatique.²²⁷

L'effondrement des droits économiques et sociaux

Le déclin du paysage social et économique est le plus significatif depuis notre dernière mise à jour. Le coût de la vie est monté en flèche,²²⁸ compliquant l'accès déjà limité à la nourriture et à l'eau²²⁹ et suscitant des manifestations partout en Haïti.²³⁰ Les secteurs de la santé et de l'éducation sont toujours confrontés à d'énormes problèmes en raison du manque de ressources et de l'insécurité.²³¹ Haïti reste aussi vulnérable aux catastrophes naturelles et aux phénomènes climatiques extrêmes,²³² auxquels le gouvernement n'a pas su répondre de manière adéquate ni se préparer.²³³ Les préoccupations concernant la qualité de l'aide internationale et de la réponse humanitaire persistent également, les Haïtiens réclamant plus d'autonomie et d'implication dans la prise de décision.²³⁴ Le Réseau de Solutions de Développement Durable des Nations Unies a trouvé qu'Haïti est le septième pays le plus malheureux du monde, en grande partie sur la base d'une évaluation du paysage socio-économique.²³⁵

Économie en déclin

- L'inflation, qui était de 15,94 % en 2021, a fortement augmenté pour atteindre 25,49 % jusqu'à présent en 2022.²³⁶ La gourde s'est dépréciée de 13 % depuis notre dernière mise à jour.²³⁷ La hausse des prix à la consommation sur le marché mondial a aggravé le problème.²³⁸ Les produits de consommation courante - notamment les produits de base comme le riz,²³⁹ la farine,²⁴⁰ le sucre,²⁴¹ le lait en poudre et l'huile de cuisson - sont devenus inabordable pour beaucoup.²⁴² Cette situation a eu un impact profond sur les Haïtiens, dont les salaires n'ont pas augmenté pour faire face à la hausse du coût de la vie.²⁴³ La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire prévient que les prix pourraient encore augmenter pendant l'été.²⁴⁴
- L'invasion de l'Ukraine par la Russie a un impact négatif sur le prix des produits de base, tels que le pétrole, le propane et la nourriture.²⁴⁵ CARDH souligne que la crise mondiale du carburant va probablement provoquer un deuxième choc économique en Haïti.²⁴⁶
- L'insécurité a profondément impacté l'économie haïtienne, avec des incidents violents prolongés interrompant pratiquement toute activité économique pendant des jours ou des semaines.²⁴⁷ Le contrôle des gangs sur les infrastructures essentielles de carburant, aggravé par l'incapacité du gouvernement à régler ses dettes massives auprès des compagnies pétrolières, a prolongé la pénurie de carburant en Haïti et a un impact sur la circulation des biens dans tout le pays et sur les services et infrastructures essentiels.²⁴⁸
- Le manque d'opportunités économiques pour les jeunes est l'un des principaux facteurs structurels de la violence des gangs - ces derniers recrutant des jeunes hommes et des garçons sans alternatives économiques²⁴⁹ - et de l'émigration.²⁵⁰

Violations des droits des travailleurs

- Le *Conseil Supérieur des Salaires*, l'entité chargée d'analyser annuellement la situation socio-économique en Haïti et de réviser le salaire minimum en proportion, n'a pas augmenté le salaire

minimum depuis juillet 2019, malgré l'augmentation du coût de la vie.²⁵¹ Au début de l'année 2022, le salaire minimum n'était que de 4,50 USD par journée de travail de huit heures ;²⁵² en revanche, l'estimation la plus récente du salaire de subsistance des travailleurs de l'habillement en Haïti, réalisée par Solidarity Center en avril 2019, l'évaluait à environ 15,50 USD par jour.²⁵³ Après des mois de manifestations de travailleurs réclamant une augmentation des salaires à environ 13 USD par journée de travail de huit heures,²⁵⁴ le 21 février, le gouvernement a finalement accordé aux travailleurs de l'habillement une augmentation de salaire de 37 % - toujours moins de la moitié de ce que les manifestants demandaient, et loin d'un salaire vital.²⁵⁵ Les travailleurs manifestent encore depuis mai.²⁵⁶

- Les manifestants se sont heurtés à des représailles de leurs employeurs, qui ont licencié des syndicalistes,²⁵⁷ et à une répression brutale de la police, qui a tiré des gaz lacrymogènes, jeté des pierres et même tiré sur les manifestants, violant ainsi davantage les droits des travailleurs à se syndiquer et à manifester.²⁵⁸
- La communauté internationale porte une grande part de responsabilité dans ces violations des droits. Par exemple, le Parc Industriel de Caracol, où les manifestations pour les augmentations de salaires ont commencé,²⁵⁹ a été conçu et financé par les Etats-Unis et la Banque Interaméricaine de Développement.²⁶⁰ Nombre des usines qui commettent des violations des droits des travailleurs appartiennent à des sociétés étrangères ou les approvisionnent - 62 sociétés américaines font fabriquer leurs vêtements en Haïti, dans des usines dont il a été démontré année après année qu'elles ne respectent pas les normes internationales du travail.²⁶¹

Accès à l'eau

- Selon l'Action Internationale pour les Droits Humains, Haïti est le pire pays des Caraïbes pour l'accès à l'eau.²⁶² Quelque 3,3 millions d'Haïtiens n'ont pas accès à l'eau potable,²⁶³ et les groupes de pression mettent en garde contre une crise de l'eau imminente en Haïti.²⁶⁴
- L'affaiblissement de la démocratie en Haïti - en particulier l'incapacité du gouvernement à fournir les services de base²⁶⁵ - et les défaillances de l'approche de la communauté internationale en matière d'aide sont largement responsables de la crise. Par exemple, la violence des gangs à Croix-des-Bouquets en avril et mai, qui a été exacerbée par l'incapacité du gouvernement à réagir efficacement,²⁶⁶ a compliqué l'accès à l'eau potable en interrompant l'accès aux stations d'épuration et aux livraisons à domicile.²⁶⁷ Le fait que les Nations Unies n'aient pas tenu leur promesse d'améliorer les infrastructures d'eau, d'assainissement et de santé après que les casques bleus aient introduit le choléra en Haïti en 2010²⁶⁸ - ce qui est particulièrement flagrant compte tenu de leur obligation légale de fournir des réparations aux victimes de l'épidémie - a aggravé le problème et constitue un exemple frappant de la manière dont la communauté internationale a failli à ses engagements envers Haïti.²⁶⁹
- Le manque d'accès à l'eau a de graves conséquences pour les Haïtiens. Les Haïtiens de la classe ouvrière sont particulièrement touchés, et les habitants de la ville de Jérémie, dans le sud du pays - dont certaines parties sont privées d'eau potable depuis trois ans - accusent la Direction Nationale de l'Eau Potable de discrimination envers les personnes issues des quartiers pauvres.²⁷⁰ Les agriculteurs ont perdu leur bétail et leurs récoltes à cause de la sécheresse,²⁷¹ et la vulnérabilité des Haïtiens aux maladies d'origine hydrique s'est accrue.²⁷²

Accès à la nourriture

- Haïti se classe parmi les dix pires crises de la faim dans le monde.²⁷³ Selon le Programme Alimentaire Mondial, 4,5 millions d'Haïtiens, soit près de la moitié de la population, souffrent d'insécurité alimentaire.²⁷⁴ Le nombre global devrait passer à 4,6 millions d'ici juin 2022, dont 1,3 million sont confrontés à une insécurité alimentaire extrême.²⁷⁵ L'UNICEF a indiqué qu'en 2021, plus de 325 000 enfants haïtiens souffraient de malnutrition.²⁷⁶
- La crise alimentaire aiguë actuelle est le résultat direct de l'inflation, de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, et de l'intensité croissante des phénomènes climatiques extrêmes, qui détruisent les cultures et tuent le bétail.²⁷⁷ La guerre en Ukraine a eu un impact

profond sur la sécurité alimentaire mondiale, en particulier en Haïti, qui importe au moins 70 % de ses produits.²⁷⁸ Ces dernières années, le gouvernement haïtien a exacerbé la crise en expropriant des terres utilisées pour l'agriculture de subsistance et en les donnant à des entreprises pour la production de biens d'exportation.²⁷⁹

- Cependant, l'insécurité alimentaire chronique d'Haïti est en grande partie le résultat de décennies de prêts étrangers irresponsables qui ont décimé la souveraineté alimentaire du pays.²⁸⁰ En réponse à cette situation, les Haïtiens continuent d'appeler à la responsabilité internationale et à un investissement accru dans l'agriculture de subsistance afin de revigorer le secteur agricole.²⁸¹ Anse Rouge, une commune du département de l'Artibonite dont les habitants vivent essentiellement de l'agriculture de subsistance, est un exemple particulièrement frappant de l'urgence pour le gouvernement et la communauté internationale d'investir en priorité dans l'agriculture et les petits exploitants agricoles - c'est l'une des zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire, et ses habitants fuient ou meurent.²⁸²

Accès aux soins de santé

- Plusieurs hôpitaux ont été forcés de fermer en raison de la violence des gangs, dont deux à Port-au-Prince²⁸³ et le centre MSF de Cité Soleil.²⁸⁴ En conséquence, le chef de mission de MSF, Thierry Goffeau, a noté que « l'accès [aux soins] sera drastiquement réduit alors que les besoins ne font qu'augmenter ». ²⁸⁵ MSF a pris en charge plus de 15 000 cas de traumatismes rien qu'en 2021 - une indication claire du besoin urgent de soins médicaux et d'une amélioration des investissements dans le secteur de la santé.²⁸⁶ L'accès des femmes aux soins a été particulièrement affecté par les fermetures : les deux hôpitaux qui ont fermé en mai fournissaient des services de santé reproductive essentiels, et une maternité dans la région sud d'Haïti a dû fermer pendant une semaine en janvier après que des membres de gangs aient volé son générateur, sans lequel elle ne pouvait pas traiter les femmes enceintes et les nouveau-nés.²⁸⁷
- Les hôpitaux d'Haïti manquent chroniquement de ressources, en grande partie à cause de l'incapacité du gouvernement à donner la priorité aux dépenses de santé.²⁸⁸ Les conditions sanitaires dans les hôpitaux se sont détériorées, les patients étant contraints de payer pour avoir accès à des gants en latex et à d'autres fournitures.²⁸⁹ Des rapports indiquent que les lits de l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti à Port-au-Prince sont troués et remplis de punaises de lit, et que les patients doivent souvent utiliser des sacs en plastique en l'absence de toilettes.²⁹⁰
- Le personnel médical est en grève de façon intermittente depuis février pour protester contre l'insécurité²⁹¹ et demander de meilleures conditions de travail et une augmentation des salaires.²⁹² Les grèves ont eu un impact sur l'accès aux soins des Haïtiens,²⁹³ déjà difficile en raison de l'insécurité qui empêche de nombreuses personnes de quitter leur domicile pour se faire soigner.²⁹⁴
- Haïti et le reste des Caraïbes restent vulnérables au COVID-19,²⁹⁵ les professionnels de la santé s'inquiétant des conséquences physiques et mentales de la pandémie sur les Haïtiens.²⁹⁶ Haïti a le pire taux de vaccination des Caraïbes et d'Amérique Latine ;²⁹⁷ au 10 mars 2022, moins de deux pour cent de la population était vaccinée.²⁹⁸ L'impact de la crise du COVID-19 a été amplifié par les déficiences institutionnelles préexistantes d'Haïti, notamment la crise politique, la méfiance généralisée envers le gouvernement et l'incapacité de ce dernier à investir dans le système de santé.²⁹⁹

Accès à l'éducation

- Le gouvernement n'a pas investi suffisamment de ressources dans la reconstruction du secteur de l'éducation dans le Sud d'Haïti après le tremblement de terre d'août 2021.³⁰⁰ Plus de 300 000 enfants en Haïti ne peuvent toujours pas aller à l'école car les bâtiments ont été détruits lors du tremblement de terre et n'ont pas encore été reconstruits.³⁰¹
- L'insécurité a rendu l'accès à l'éducation incroyablement difficile pour beaucoup - environ 500 000 enfants n'ont actuellement pas accès à l'éducation en raison de la violence des gangs.³⁰² En mai, le Ministère de L'Education Nationale et de la Formation Professionnelle a rapporté que 772

écoles étaient fermées à Croix-des-Bouquets, 446 à Tabarre, 274 à Cité Soleil, et 200 à Martissant, Fontamara, Centre-Ville, et Bas-Delmas à cause de la violence.³⁰³ Pendant ce temps, les étudiants universitaires ont dû dormir à l'école pour éviter d'avoir à traverser les zones contrôlées par les gangs.³⁰⁴

- Les écoles publiques du nord-est d'Haïti sont presque dysfonctionnelles, en grande partie à cause du manque d'investissement du gouvernement.³⁰⁵ Les écoles fonctionnent dans des conditions déplorables, les cours se déroulant dans des abris et les enseignants ne recevant régulièrement qu'un mois de salaire tous les trois mois.³⁰⁶ Les écoles privées, quant à elles, continuent de fonctionner, accentuant les inégalités et creusant le fossé entre ceux qui peuvent se permettre de payer les frais exorbitants des écoles privées et ceux qui ne le peuvent pas.³⁰⁷

Pressions de l'émigration

- Les crises politiques, économiques et sécuritaires actuelles d'Haïti, alimentées par l'incapacité du gouvernement haïtien à fournir des services et à lutter contre la violence des gangs, continuent de forcer les Haïtiens à chercher la sécurité ailleurs.³⁰⁸ Les Haïtiens ont de plus en plus recours au dangereux voyage en mer ;³⁰⁹ depuis octobre 2021, les garde-côtes américains ont intercepté environ 4 500 migrants haïtiens en mer.³¹⁰
- Les migrants haïtiens qui réussissent à arriver dans des lieux où ils espèrent être en sécurité continuent de faire l'objet d'expulsions³¹¹ massives et de politiques racistes.³¹² Plus de 27 000 migrants haïtiens ont été renvoyés en Haïti depuis janvier 2021.³¹³ Beaucoup de ceux qui sont expulsés de pays comme les États-Unis émigraient à l'origine au Brésil ou au Chili, mais ont été contraints de chercher refuge ailleurs ces dernières années à cause du racisme et de graves ralentissements économiques, exacerbés par l'impossibilité d'obtenir des documents d'immigration et des permis de travail.³¹⁴
- La plupart des expulsions des États-Unis - qui sont à l'origine d'environ 80 % des retours de migrants haïtiens³¹⁵ - ont été effectuées sur la base de la politique raciste et illégale du Titre 42,³¹⁶ que les experts considèrent comme une « violation manifeste » du droit des Haïtiens à demander l'asile.³¹⁷
- L'armée dominicaine continue d'employer des mesures cruelles pour intercepter les individus haïtiens à leur frontière,³¹⁸ notamment en construisant une clôture frontalière.³¹⁹ L'armée dominicaine a continué à cibler les femmes haïtiennes enceintes sans papiers - entre novembre 2021 et janvier 2022, 200 à 300 Haïtiennes enceintes ont été poursuivies, arrêtées et expulsées de la République Dominicaine.³²⁰
- Les Haïtiens sont renvoyés dans un « cauchemar humanitaire ».³²¹ Les rapatriés sont particulièrement vulnérables à la violence et à l'extorsion car ils sont souvent dépourvus de réseaux de soutien social ou familial, et sont explicitement ciblés parce que les membres des gangs pensent que leurs amis ou leur famille à l'étranger sont en mesure de payer une rançon substantielle.³²² Les observateurs humanitaires ont souligné que les rapatriés qui arrivent par avion à Port-au-Prince sont exposés à des risques particuliers en raison de la proximité de l'aéroport avec les zones contrôlées par les gangs, comme Tabarre, Croix-des-Bouquets, La Plaine et Croix-des-Missions. En conséquence, des enquêtes récentes indiquent que la plupart des rapatriés sont susceptibles de fuir encore Haïti.³²³
- Les femmes fuient de plus en plus souvent Haïti seules,³²⁴ et sont confrontées à des risques additionnels à chaque étape. Pendant le voyage, elles sont vulnérables aux agressions sexuelles des passeurs.³²⁵ Après avoir été expulsées vers Haïti, les femmes et les filles ont un besoin disproportionné de services spécialisés dans les traumatismes, qui sont extrêmement difficiles d'accès.³²⁶

L'échec de la communauté internationale à respecter les droits des Haïtiens

La communauté internationale a une responsabilité considérable dans les défis décrits dans cette mise à jour.³²⁷ L'intervention étrangère dans la gouvernance d'Haïti³²⁸ et les politiques d'aide qui n'ont pas respecté les droits des Haïtiens³²⁹ ont fait entrer Haïti dans un cycle néocolonial de dépendance à la dette

et à l'aide et ont jeté les bases de la crise actuelle.³³⁰ Un exemple particulièrement flagrant, dont les rapports récents concluent qu'il a coûté à Haïti entre 21 et 115 milliards de dollars de croissance et d'investissement social, est une immense « dette » imposée de force par la France pour la liberté gagnée par les Haïtiens contre l'esclavage et le colonialisme.³³¹

Lorsque l'aide étrangère est fournie en collaboration avec les Haïtiens et d'une manière qui est responsable, transparente et durable, l'engagement étranger peut être positif - mais la présomption de savoir mieux que les Haïtiens ne l'est pas. La mesure dans laquelle l'aide passée a reflété une approche profondément défectueuse est évidente dans le peu qu'elle a accompli : malgré 13 milliards de dollars d'aide étrangère depuis 2010,³³² de nombreux Haïtiens touchés par le tremblement de terre de 2010 n'ont toujours pas de logement permanent et sûr.³³³ Une autre illustration frappante de l'ingérence internationale déguisée en bonnes intentions est le soutien persistant au Premier Ministre de facto Henry et au régime PHTK de la part des États-Unis et de la communauté internationale plus large.³³⁴ Les Haïtiens et leurs alliés ne demandent pas à la communauté internationale d'approuver un parti ou une initiative en particulier ou de s'y opposer ; ils demandent plutôt aux acteurs extérieurs de cesser d'essayer de diriger la transition politique d'Haïti et de centrer plutôt les perspectives de la majorité haïtienne dans les dialogues sur l'avenir d'Haïti.³³⁵ Dans le même temps, les solutions proposées qui se concentrent sur la sécurité indépendamment de la gouvernance ne tiennent pas compte de la complexité des crises intersectées d'Haïti et ne peuvent espérer les résoudre.³³⁶ La communauté internationale doit donc faire très attention à la manière dont elle choisit d'aider et s'assurer qu'elle le fait d'une manière qui centre les droits des Haïtiens, les perspectives de la société civile et les meilleures pratiques.

Deux législations américaines récentes permettent d'espérer une évolution vers un cadre fondé sur les droits. Le 2022 U.S. Appropriations Act,³³⁷ qui insiste sur la nécessité d'organiser soit des élections véritablement libres et équitables, soit l'installation d'un gouvernement de transition largement représentatif, est un reflet important de l'opinion bipartisane du Congrès selon laquelle l'administration Biden doit cesser de soutenir le gouvernement Henry de facto. Le rapport sur l'enquête Moïse exigé par la loi sur les crédits, qui doit être remis le 13 juin, sera un bon test décisif.³³⁸ L'inclusion, le 1er avril, d'Haïti comme pays partenaire dans le U.S. Global Fragility Act³³⁹ - qui met l'accent sur les solutions politiques participatives et la promotion des perspectives locales plutôt que sur les pressions extérieures - est une autre occasion importante pour l'administration Biden de mettre fin aux politiques néocolonialistes.³⁴⁰

Enfin, la communauté internationale, dont les politiques extractives et interventionnistes sont à l'origine de tant de problèmes en Haïti, doit elle-même accepter la responsabilité des violations des droits humains des Haïtiens et prendre des mesures pour garantir la réparation des victimes. Les Nations Unies ont l'obligation d'assumer la responsabilité des préjudices perpétrés par les soldats de la paix de l'ONU, notamment l'épidémie de choléra de 2010³⁴¹ et l'exploitation et les abus sexuels dont sont victimes les femmes et les filles, et d'offrir des réparations.³⁴² De même, la France a l'obligation de restituer à Haïti la dette immense et illégale qu'elle lui a imposée au moment de son indépendance chèrement acquise.³⁴³ Le BINUH, dont le mandat expire le 15 juillet 2022 et fait actuellement l'objet d'une révision,³⁴⁴ a persisté à soutenir le Premier Ministre de facto Henry, même s'il refuse de critiquer la répression et la corruption endémiques de son régime.³⁴⁵ Le renouvellement du mandat du BINUH ne sera utile aux Haïtiens que si la mission respecte ses propres obligations en matière de droits humains et est dirigée par des professionnels des droits humains isolés des pressions politiques du gouvernement américain et du régime Henry.³⁴⁶ En tant que mécanisme de l'ONU chargé de soutenir les droits humains en Haïti, le BINUH devrait adopter une approche fondée sur les droits qui considère les Haïtiens comme des détenteurs de droits plutôt que des cas de charité. Ce faisant, il devrait s'attaquer sérieusement au manque de responsabilité de l'ONU - et de la communauté internationale en général - pour les préjudices qu'elle cause.

¹ Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments June through November 2021 (2021), <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/12/IJDH-Human-Rights-Update-November-2021.pdf> (*hereinafter* **IJDH December 2021 Update**); *see also* Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments

November 2020 through May 2021 (2021), <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/06/June-2021-Human-Rights-Update-IJDH.pdf> (hereinafter **IJDH June 2021 Update**); IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments February 2020 (2020), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2020/02/Update-on-Human-Rights-and-Rule-of-Law-Situation_Feb-19-2020.pdf; IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments March to October 2020 (2020), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2020/11/Update-on-Human-Rights-and-Rule-of-Law-Situation_Mar-Oct-2020-FINAL.pdf; IJDH, Haiti at a Crossroads: An Analysis of the Drivers Behind Haiti's Political Crisis (May 2019), <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2019/05/IJDH-Report-Haiti-at-a-Crossroads-May-2019.pdf>.

² See, e.g., *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, HUMAN RIGHTS WATCH, (Mar. 24, 2022), <https://www.hrw.org/news/2022/03/24/haitians-being-returned-country-chaos> (reporting that “Haiti is experiencing a dire security situation, including loss of government control over strategic areas to the hands of dangerous armed gangs, widely believed to be financed by politicians and to have police officers on their payroll”); *What Is Behind the Rise in Gang Activity in Haiti?*, The Dialogue (May 17, 2022) (concluding that “the current Ariel Henry interim regime has only emboldened gangs into quasi-politicized networks – more extortion and even less governance”); see *infra* section *Violations of the rights to life and security of the person*.

³ See e.g., *Lawyers fed up with paralyzed judicial system in Haiti*, FRANCE24 (Apr. 9, 2022), <https://www.france24.com/en/live-news/20220409-lawyers-fed-up-with-paralyzed-judicial-system-in-haiti>; Emmanuel Marino Bruno, *Justice: Nouvelle mise en garde contre toute tentative de nomination incostitutionnelle et illégale de juges à la Cour de Cassation en Haïti*, ALTERPRESSE (Apr. 27, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28234>; *What Is Behind the Rise in Gang Activity in Haiti?*, *supra* note 2 (concluding that “[i]f impunity continues to thrive, the justice system is still corrupt and there are no economic opportunities for young people, gangs will continue to flourish in Haiti”); see *infra* section *Lack of access to justice and chronic impunity*.

⁴ See e.g., IPC, HAITI: Integrated Food Security Phase Classification Snapshot | March - June 2022 (2022), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-integrated-food-security-phase-classification-snapshot-march-june-2022-projection>; *UNICEF warns that 3.3 million Haitians have no access to safe drinking water*, Radio HC (Dec. 29, 2021), <https://www.radiohc.cu/en/noticias/internacionales/281230-unicef-warns-that-33-million-haitians-have-no-access-to-safe-drinking-water>; see *infra* sections *Access to water* and *Access to food*.

⁵ See generally Global Protection Cluster, *Protection Analysis Update: Gang-controlled areas of Port-au-Prince*, (Feb. 2022), https://www.globalprotectioncluster.org/wp-content/uploads/Haiti_Protection-Analysis-Update_February-2022-1.pdf; see *infra* section *Collapse of economic and social rights*.

⁶ The disparate treatment at the United States’ southern border of white Ukrainian refugees – who immediately received Temporary Protected Status and were exempt from deportations – and Black Haitian refugees – who have been subject to mass deportations and rounded up on horseback – is a salient example. See Elizabeth Sweet, *The U.S. is trying to do right by Ukrainian refugees. What about Afghans? Haitians?*, WBUR (Apr. 12, 2022), <https://www.wbur.org/cognoscenti/2022/04/12/ukraine-refugee-crisis-title-42-elizabeth-sweet>; Alexandra Hunter, *U.S. Criticized for Welcoming Ukrainians as Haitians Face Deportation*, NEWSWEEK (Mar. 24, 2022) <https://www.newsweek.com/us-criticized-welcoming-ukrainians-haitians-face-deportation-1691620>.

⁷ See Jacqueline Charles & Gérard Maxineau, *Coast Guard Returned to Haiti Most of the 356 Haitians Who Arrived in Keys this Week*, MIAMI HERALD (Mar. 11, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article259307034.html>; Duncan Tucker & Taisha Saintil, *Haiti, The US must stop deportations and abuse against Haitians*, AMNESTY INTERNATIONAL (Dec. 15, 2021) <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/12/haiti-us-must-stop-deportations-abuse-against-haitians/>; Refugees International, *Pushed into the Shadows: Mexico’s Reception of Haitian Migrants* (2022), <https://www.refugeesinternational.org/reports/2022/4/25/pushed-into-the-shadows-mexicos-reception-of-haitian-migrants>; Carvens Adelson, *Avec Joe Biden, la deportation massive des Haïtiens continue*, AYIBOPOST (May 1, 2022) <https://ayibopost.com/photos-avec-joe-biden-la-deportation-massive-des-haitiens-continue/>. In a meeting with stakeholders on January 26, U.S. Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs Brian Nichols acknowledged the State Department’s travel advisory to U.S. citizens, urging them not to travel to Haiti due to pervasive gang violence and insecurity, even as he defended the continued expulsions of Haitian asylum-seekers. *Way Forward in Haiti Meeting with Assistant Secretary of State Brian Nichols*, FAITH IN ACTION (Jan. 26, 2022), https://faithinaction.zoom.us/rec/play/13X7rPD-B6AiseK4KQz7PzbjCZTuN0VHDx_OciGD9UhOr9UVv2DlcDmyvHJbhXK5kAM0Tu4eWzwN9vw4.eJ2yOBIXji

[f3uywO?continueMode=true& x_zm_rtaid=b5j6ILCMQ1S3UaGOCG6BJA.1653413865902.b8764499692c6995be c2a6ead96e6a08& x_zm_rhtaid=308](https://www.rhinews.com/actualites/la-fjkl-plaide-pour-le-respect-systematique-des-droits-des-femmes-haitiennes/); see *infra* section *Emigration pressures*.

⁸ See Francklyn B Geffard, *La FJKL plaide pour le respect systématique des droits des femmes Haïtiennes*, RHINEWS (Mar. 8, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/la-fjkl-plaide-pour-le-respect-systematique-des-droits-des-femmes-haitiennes/>; Francklyn B Geffard, *L'UNNOH appelle à l'action collective des secteurs progressistes pour stopper les dérives d'Ariel Henry*, RHINEWS (Mar. 21, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/lunnoh-appelle-a-laction-collective-des-secteurs-progressistes-pour-stopper-les-derives-de-dr-ariel-henry/>; Ritzamarum Zetrénne, « *Le Premier ministre Ariel Henry mène le pays au bord du précipice* » *dixit Joseph Lambert*, LE NOUVELLISTE (Apr. 4, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235010/le-premier-ministre-ariel-henry-mene-le-pays-au-bord-du-precipice-dixit-joseph-lambert> (reporting that, according to Joseph Lambert, president of Haiti's senate, "Prime Minister Henry is leading the country to the edge of the precipice"); see *infra* section *Collapse of economic and social rights*.

⁹ See UN General Assembly (UNGA), Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Haiti, A/HRC/50/15 (Mar. 30, 2022), <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FHRC%2F50%2F15&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>; see also U.S. Department of State, 2021 Country Reports on Human Rights Practices: Haiti (2022), <https://www.state.gov/reports/2021-country-reports-on-human-rights-practices/haiti/>; Human Rights Watch, Haiti Events of 2021 (2022), <https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/haiti>.

¹⁰ See *Webinar: Haiti's Latest Universal Periodic Review & the Human Rights Situation in Haiti*, IJDH (Feb. 9, 2022), http://www.ijdh.org/ijdh_events/webinar-haitis-latest-universal-periodic-review-the-human-rights-situation-in-haiti/.

¹¹ See generally Catherine Porter et al., *The Ransom, The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers*, NY TIMES (May 20, 2022), <https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/haiti-history-colonized-france.html>; see also Jenée Osterheldt, *We should all celebrate Haitian Flag Day*, BOSTON GLOBE (May 17, 2022), <https://www.bostonglobe.com/2022/05/17/metro/we-should-all-celebrate-haitian-flag-day/#:~:text=We%20should%20all%20celebrate%20Haitian%20Flag%20Day..slave%20revolt%2C%E2%80%9D%20Louijeune%20said> (concluding that "America worked hard to disempower Haiti and put them in poverty.... In 2022, America is still struggling to do right by Haiti in lasting and meaningful ways"); Onz Chéry, *Activists: We're fed up with international calls for Haitian-led political accord*, HAITIAN TIMES (Apr. 29, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/29/activists-were-fed-up-with-international-calls-for-haitian-led-political-accord/>; Vladimir Predvil, *Insecurity and high cost of living in Haiti: trade unionists announce two days of strike*, LE NATIONAL (May 5, 2022), https://lenational.org/post_article.php?pol=2224; Francklyn B Geffard, *L'UNNOH rend le Core Group et le gouvernement en place responsable des violences meurtrières dans la région métropolitaine*, RHINEWS (May 6, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/lunnoh-rend-le-core-group-et-le-gouvernement-en-place-responsable-des-violences-meurtrieres-dans-la-region-metropolitaine/>; Sandra C. Wisner, *Starved for Justice: International Complicity in Systematic Violations of the Right to Food in Haiti* (2022), <https://blogs.law.columbia.edu/hrlr/files/2022/05/Wisner-Ready-to-Publish-.pdf>; Kristina Fried, *New promises from Washington for Haiti as the term for its assassinated president ends Monday*, MIAMI HERALD (Feb. 6, 2022), <https://www.miamiherald.com/opinion/article258104658.html>; see *infra* section *Failure of the international community to respect the rights of Haitians*.

¹² See Fried, *supra* note 11 (describing Henry as "a key official in previous PHTK governments"); *HFAC Members Briefing with Ambassador Daniel L. Foote*, House Foreign Affairs Committee (Oct. 7, 2021), <https://foreignaffairs.house.gov/2021/10/hfac-members-briefing-with-ambassador-daniel-l-foote> (testimony of former U.S. Special Envoy to Haiti Daniel Foote to the U.S. House Foreign Affairs Committee that Henry's regime "is seen as an extension of the Moïse [PHTK] government").

¹³ See Brian Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, Responsible Statecraft (Nov. 12, 2021), <https://responsiblestatecraft.org/2021/11/12/how-biden-can-support-democracy-in-haiti/>; Fried, *supra* note 11, (reporting that Henry "Henry has presided over the continued dismantling of Haiti's democratic structures" since being installed by the U.S.-led Core Group in July).

¹⁴ Haiti's Senate has been reduced to one-third of its capacity; there is no electoral council; the Supreme Court is currently nonfunctional; de facto Prime Minister Henry himself was installed unconstitutionally; and many of his appointed officials, including judges, were either appointed extra-constitutionally or as part of an effort to consolidate his own power. See *The Senate of Haiti meets, for Lambert the PM is de facto*, HAITI LIBRE (Jan. 11, 2022) <https://www.haitilibre.com/en/news-35685-haiti-politic-the-senate-of-haiti-meets-for-lambert-the-pm-is-de-facto-speech.html>; *Haiti's Outgoing Senate Chief to Continue Holding Sessions as Term Expires*, U.S. NEWS &

WORLD REPORT (Jan. 10, 2022), <https://www.usnews.com/news/world/articles/2022-01-10/haitis-outgoing-senate-chief-to-continue-holding-sessions-as-term-expires>; Evens Sanon, *Haiti's Senate reconvenes after 1 year amid instability*, ABC NEWS (Jan. 10, 2022), <https://abcnews.go.com/International/wireStory/haitis-senate-reconvenes-year-amid-instability-82183514>; Francklyn B Geffrard, *Paraison décline l'invitation du gouvernement à participer à la formation d'un nouveau CEP*, RHINEWS (Feb. 6, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/edwin-paraison-decline-linvitation-du-gouvernement-a-participer-a-la-formation-dun-nouveau-cep/>; Monique Clesca, *Haiti's Fight for Democracy, Why the Country Must Rebuild Before It Votes*, FOREIGN AFFAIRS (Feb. 1, 2022), <https://www.foreignaffairs.com/articles/haiti/2022-02-01/haitis-fight-democracy> (concluding that “[u]ntil it is safe enough for people to vote freely and democratic institutions are strengthened, Haiti would only be going through the motions of democracy, rather than putting in place a government elected by the people...With only ten democratically elected officials in the entire country and in the presence of a near-total constitutional void, someone needs to decide when and how elections will happen and who will oversee them.”); Concannon, *supra* note 13 (reporting in November that “[t]here is no electoral council, the judiciary has been cowed by illegal arrests and firings of judges, and government anti-corruption agencies were neutralized”); *see also infra* sections *Government misconduct, including institutionalized violence and corruption and Lack of access to justice and chronic impunity*.

¹⁵ *See generally* Fried, *supra* note 11; *see also* *Communiqué du Core Group*, BUREAU INTÉGRÉ DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (BINUH) (July 17, 2021), <https://binuh.unmissions.org/fr/communiqu%C3%A9-du-core-group-4> (the Core group – composed of ambassadors from Germany, Brazil, Canada, Spain, the United States, France, the European Union, the Organization of American States, and the UN – effectively installed Ariel Henry as Prime Minister through a press release after the assassination of Jovenel Moïse in July 2021); IJDH December 2021 Update, *supra* note 1; Evan Dyer, *Haitian commission sends message to Canada, U.S. – stop meddling in our government*, CBC News (Dec. 8, 2021), <https://www.cbc.ca/news/politics/haiti-canada-u-s-diplomats-core-group-1.6277103>; *Canada announces \$50.4 million in support for Haiti*, Government of Canada (Jan. 21, 2022), <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2022/01/canada-announces-504-million-in-support-for-haiti.html> (the Canadian government held a high-level briefing on Haiti on January 21, 2022, in which it dialogued with Henry and pledged support for his government).

¹⁶ *See* Onz Chéry, *On 35th anniversary of Haiti's constitution, marches planned to demand change*, HAITIAN TIMES (Mar. 29, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/29/on-35th-anniversary-of-haitis-constitution-marches-planned-to-demand-change/>; *Protests over Labour Rights, Insecurity and Political Crisis in Haiti*, MONITOR (Apr. 4, 2022), <https://monitor.civicus.org/updates/2022/04/04/protests-over-labour-rights-insecurity-and-political-crisis-haiti/>.

¹⁷ The Montana Accord – named for the hotel in Port-au-Prince where the idea was conceived – is a political agreement that establishes a broadly representative National Transitional Council and five-seat Presidential College, which on January 30 elected a President and Prime Minister. *See* Gessika Thomas & Brian Ellsworth, *Leader of Haitian advocacy group urges two-year transition government*, REUTERS (Feb. 4, 2022), <https://www.reuters.com/world/americas/leader-haitian-advocacy-group-urges-two-year-transition-government-2022-02-04/>; Cliff Coulanges & Liz Tillias, *A Haitian-led Solution Moves Forward*, HAITI WATCH (Dec. 14, 2021), <https://www.haitiwatch.org/home/haitian-led-solution-moves-forward/>; Fried, *supra* note 11.

¹⁸ On January 31, the Montana Accord's National Transitional Council elected a President and Prime Minister to lead the country through the transition. *See* Elsy Fors Garzon, *Economist Fritz Jean elected interim president of Haiti*, PRENZA LATINA, (Jan. 31, 2022), <https://www.plenglish.com/news/2022/01/31/economist-fritz-jean-elected-interim-president-of-haiti/>; Sam Bojarski & Onz Chéry, *Montana group names transitional leadership for Haiti, with Fritz Jean as president*, HAITIAN TIMES (Jan. 31, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/01/31/montana-group-names-transitional-leadership-for-haiti-with-fritz-jean-as-president/>; Fried, *supra* note 11; *see also* Robenson Geffrard, *Défection dans les rangs de l'accord de la Primature*, LE NOUVELLISTE (Apr. 12, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235178/defection-dans-les-rangs-de-laccord-de-la-primature> (reporting that Henry's own political agreement are distancing themselves from him, some in favor of the Montana Accord).

¹⁹ *See US Hands Off Haiti's Democracy – A unified advocacy campaign for Haiti – April 21- May 18, 2022*, HAITI RESPONSE (Apr. 2022) <https://www.haitiresponse.org/hands-off>.

²⁰ *See* Francklyn B Geffrard, *Daniel Foote : « Ariel Henry doit démissionner immédiatement s'il veut du bien pour son pays et faciliter une sortie de crise en Haïti »*, RHINEWS (Mar. 21, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/daniel-foote-ariel-henry-doit-demissionner-immEDIATEMENT-sil-veut-du-bien-pour-son-pays-et-faciliter-une-sortie-de-crise-en-haiti/> (former U.S. Special Envoy to Haiti Daniel Foote “again insisted that the Biden administration withdraw its support for the de facto government of Dr. Ariel Henry, which he said had done nothing to seek a broad consensus with the various sectors present to solve the crisis, pointing out that the situation has worsened further in the last eight months”); Fried, *supra* note 11 (U.S. support “effectively hands

Henry and the PHTK a veto over any transitional agreement or government, allowing them to make unreasonable demands that would upset the Accord's balance, with the assurance that civil society must satisfy them or risk the United States scuttling the process"); Valéry Daudier, *Sylvie Tabesse : « Croyez-vous que si les gens voulaient vraiment se parler, trouver une solution, ils n'auraient pas pu le faire »*, LE NOUVELLISTE (May 10, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235702/sylvie-tabesse-croyez-vous-que-si-les-gens-voulaient-vraiment-se-parler-trouver-une-solution-ils-nauraient-pas-pu-le-faire> (EU Ambassador to Haiti Sylvie Tabesse notes the lack of political will by Henry to resolve the crisis); Robenson Geffrard, *Joseph Lambert demande à la population de prendre note du refus d'Ariel Henry de dialoguer*, LE NOUVELLISTE (Mar. 18, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234761/joseph-lambert-demande-a-la-population-de-prendre-note-du-refus-dariel-henry-de-dialoguer> (Joseph Lambert, president of Haiti's Senate, criticizes Henry's refusal to engage with opposition groups to resolve the political impasse).

²¹ Evidence of this comes from the decision of Fanmi Lavalas to suspend participation in Accord activities, and of MOLEGHAF to withdraw from the Accord. See Kim Ives, *MOLEGHAF se retire de l'accord de Montana*, LES MANCHETTES (May 18, 2022), <https://haitiliberte.com/moleghaf-se-retire-de-laccord-de-montana/>; *Fanmi Lavalas withdraws from the National Transition Committee of the Montana Agreement*, HAITI LIBRE (Jan. 30, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35838-haiti-politic-famni-lavalas-withdraws-from-the-national-transition-committee-of-the-montana-agreement.html>.

²² See Fried, *supra* note 11; Clesca, *Haiti's Fight for Democracy, Why the Country Must Rebuild Before It Votes*, *supra* note 14; Monique Clesca, *My Group Can Save Haiti, Biden Is Standing in Our Way*, NY TIMES (Dec. 1, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/12/01/opinion/haiti-commission-government.html>; Chéry, *supra* note 11; Haiti Response, *supra* note 19; Maria Abi-Habib & Natalie Kitroeff, *Haiti Opposition Group Calls on U.S. to End Support for Current Government*, NY TIMES (Feb. 6, 2022), <https://www.nytimes.com/2022/02/06/world/americas/haiti-opposition-group-montana-accord.html>; Brian Ellsworth, *Seven U.S. members of Congress call on Biden to withdraw support for Haiti's Henry*, REUTERS (Mar. 17, 2022), <https://www.reuters.com/world/americas/seven-us-members-congress-call-biden-withdraw-support-haitis-henry-2022-03-17/>; Francklyn B Geffrard, *Sheila Cherfilus McCormick insiste pour que l'administration Biden retire son soutien au Dr. Ariel Henry*, RHINEWS (Mar. 20, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/sheila-cherfilus-mccormick-insiste-pour-que-ladministration-biden-retire-son-soutien-au-dr-ariel-henry/>; Geffrard, *Daniel Foote : « Ariel Henry doit démissionner immédiatement s'il veut du bien pour son pays et faciliter une sortie de crise en Haïti »*, *supra* note 20; Francklyn B Geffrard, *Andy Levin : « L'Accord de Montana est la bonne décision pour Haïti »*, RHINEWS, (Apr. 17, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/andy-levin-laccord-de-montana-est-la-bonne-decision-pour-haiti/>.

²³ See, e.g., *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, *supra* note 2; Global Protection Cluster, *supra* note 5 (reporting that “[a]ccording to local analysts, gangs control territories which account for more than 3.5 million potential electors”).

²⁴ Jacqueline Charles, *Chaos, gang violence erupt again in Haiti. Even human rights advocates are targets*, MIAMI HERALD (Apr. 27, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article260775917.html>; see also Renata Segura, *Haiti's State of Paralysis: How to Break the Deadly Relationship Between Politics and Crime*, FOREIGN AFFAIRS (Apr. 20, 2022), <https://www.foreignaffairs.com/articles/haiti/2022-04-20/haitis-state-paralysis> (reporting that “it is everyday insecurity that most Haitians see as their top concern.... Rampant kidnappings have reshaped daily life.”); UNGA, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Haiti, *supra* note 9 (eleven out of 47 member states of the Human Rights Council (HRC) issued recommendations during Haiti's third UPR in January that the government take urgent steps to address insecurity); Evens Sanon & Dánica Coto, *Gangs strangle Haiti's capital as deaths, kidnappings soar*, ABC NEWS (May 22, 2022), <https://abcnews.go.com/International/wireStory/gangs-strangle-haitis-capital-deaths-kidnappings-soar-84892283>. At least some observers on the ground point out that gangs have a complicated – and not always negative – relationship with the communities in which they operate, sometimes advocating or providing for them in the absence of government services. They also note that reporting on gangs often fails to consider these nuances and misses important context, instead blankly criminalizing gangs and consequently ignoring opportunities for reintegration and reconciliation.

²⁵ United Nations Security Council (UNSC), United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General, S/2022/117 (Feb.15, 2022), https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/binuh_report_of_the_un_sg_-_15_february_2022.pdf (reporting “a rise in both kidnappings for ransom and intentional homicide”); National Network for the Defense of Human Rights (RNDDH), *Violent Clashes Between armed gangs: RNDDH demands*

protection of the Haitian Population (2022), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/05/6-Rap-Plaine-du-Cul-de-Sac-10Mai2022-ENG.pdf>.

²⁶ See Center for Analysis and Research in Human Rights (CARDH), Kidnapping Bulletin #7 (March 30, 2022), <https://cardh.org/archives/3678>.

²⁷ See UN agencies warn of 'unabated' rise in hunger, UN NEWS (Mar. 22, 2022), <https://news.un.org/en/story/2022/03/1114422>; Jacqueline Charles, *Doctors Without Borders forced to suspend Haiti medical care again due to gang violence*, MIAMI HERALD (Apr. 2, 2022) <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article260043540.html>; *Gang Violence Leaves Haiti's Health System in Hardship*, TELESUR (May 13, 2022), <https://www.telesurenglish.net/news/Gang-Violence-Leaves-Haitis-Health-System-in-Hardship-20220513-0026.html> (quoting Doctors Without Borders as stating that "Recurrent and widespread violence is crippling Port-au-Prince's healthcare system. Distressed medical facilities are overburdened by the needs of a large number of injured patients, with less capacity to treat other new and existing patients."); Melissa Beralus, *La Guerre des gangs menace la disponibilité de l'eau à Port-au Prince*, AYIBO POST (May 12, 2022), <https://ayibopost.com/la-guerre-des-gangs-menace-la-disponibilite-de-leau-a-port-au-prince/>; Global Protection Cluster, *supra* note 5, at 7; Press Release, UNICEF, *Haiti: Gang violence pushes half a million children out of the classroom in Port-au-Prince*, (May 5, 2022), <https://www.unicef.org/lac/en/press-releases/haiti-gang-violence-pushes-half-a-million-children-out-classroom-in-port-au-prince>.

²⁸ See UN raises concern over Haitian gangs' recruitment of children, AL JAZEERA (May 4, 2022), <https://www.aljazeera.com/news/2022/5/4/un-raises-concern-over-haitian-gangs-recruitment-of-children>; UNICEF, *supra* note 27 ("UNICEF has received credible information that children who are at risk of dropping out of school are reportedly recruited by gangs and paid weekly wages."); Jacques Kolo, *Enrôlement de garçons dans des groupes de gangs à Port-au-Prince*, RHINEWS, (Apr. 27, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/enrolement-de-garconnets-dans-des-groupes-de-gangs-a-port-au-prince-2/>. Haitians' dissatisfaction with their quality of life and lack of opportunities is evidenced by Haiti's status as the seventh unhappiest country in the world. See *Haiti - Social: Haiti in the TOP 10 of the least happy countries in the world*, HAITI LIBRE (Mar. 20, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36223-haiti-social-haiti-in-the-top-10-of-the-least-happy-countries-in-the-world.html> (the UN Sustainable Development Solutions Network evaluated countries' happiness based on their "1. Gross Domestic Product (GDP) per capita; 2. Healthy life expectancy; 3. Social support (individual and collective); 4. The freedom to make life choices; 5. The generosity of individuals; 6. Levels of internal and external corruption; 7. Positive affect in a person's life; 8. Negative affect in a person's life.").

²⁹ See Wisner, *Starved for Justice*, *supra* note 11.

³⁰ See e.g., Francklyn B Geffard, « *La population doit se soulever contre ceux qui alimentent les gangs armés pour mettre fin à l'insécurité* », selon Pierre Espérance, RHINEWS, (Apr. 27, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/la-population-doit-se-soulever-contre-ceux-qui-alimentent-les-gangs-armes-pour-mettre-fin-a-linsecurite-selon-pierre-esperance/>; Joe Parkin Daniels, *'Incredible Cruelty': gang battles leave 150 dead in Haitian capital*, GUARDIAN (May 13, 2022), <https://www.theguardian.com/global-development/2022/may/13/haiti-gang-battles-dead-wounded-displaced>.

³¹ Global Protection Cluster, *supra* note 5, at 7 (reporting that "generally under-resourced and unremunerated, police officers and magistrates have also been widely accused of corruption").

³² See, e.g., *Haitians Being Returned to a Country in Chaos*, *supra* note 23 (reporting that gangs are "widely believed to be financed by politicians and to have police officers on their payroll"); RNDDH, *supra* note 25 (concluding that "successive state authorities...supply arms and ammunition to armed gangs, and they practice and promote smuggling to facilitate the entry of illegal weapons into the national territory"); *Haiti-Justice : Le Rnddh indexe des proches d'Ariel Henry dans la libération de membres du gang 400 Mawozo arrêtés par la police*, ALTERPRESSE (Mar. 21, 2022) <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28106> (reporting that according to RNDDH executive director Pierre Espérance, "[m]embers of the cabinet of de facto Prime Minister Ariel Henry are reportedly involved in the release of members of the 400 Mawozo armed gang"); see also IJDH December 2021 Update, *supra* note 1 (IJDH's previous update in December 2021 also reported prevalent government collusion with gang members).

³³ See, e.g., Ralph Tedy Erol & Gessika Thomas, *Haiti police open fire on demonstrators, one journalist killed*, REUTERS (Feb. 23, 2022) <https://www.reuters.com/world/americas/haiti-police-open-fire-demonstrators-one-journalist-killed-2022-02-23/>; Press Release, RNDDH, *Revendication de revision du salaire minimum : le RNDDH appuie la classe ouvrière et condamne les brutalités policières* (Feb. 21, 2022), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/02/1-CP-Manifestations-salaire-minimum-FR-21Fev2022-1.pdf>.

³⁴ See, e.g., *Protests over Labour Rights, Insecurity and Political Crisis in Haiti*, *supra* note 16.

³⁵ Marie Farah Fortuné, *Criminalité : Une bonne partie du territoire d'Haïti sous l'emprise des gangs armés. 295 personnes, dont 250 à Port-au-Prince, mortes de violences, de Janvier à mars 2022 en Haïti*, ALTERPRESSE (Apr. 25, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28230>; see also RNDDH, Systematic violation of human rights in Haiti: RNDDH urges the state to recognize the seriousness of the situation (2022), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/02/3-Rap-Droit-Humains-EPU-et-Janvier-2022-03Fev2022-ENG.pdf> (reporting that at least 50 people, including five police officers and two journalists, were murdered in January 2021).

³⁶ Fortuné, *supra* note 35.

³⁷ Marie Farah Fortuné, *Haïti-Criminalité : 112 personnes tuées dans des actes de violences, en un mois à Port-au-Prince*, ALTERPRESSE (Mar. 14, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28082>.

³⁸ 400 Mawozo controls large parts of Port-au-Prince and was also responsible for the majority of kidnappings in 2021. See *De Yonyon à Lanmò Sanjou, l'histoire du célèbre et puissant gang des « 400 Mawozo » retracée par le RNDDH*, REZO NODWES (May 12, 2022), <https://rezonodwes.com/?p=277896>; Daniels, 'Incredible Cruelty', *supra* note 30. The G-9 an Fanmi (G9 and Family) is a criminal federation of nine gangs that was founded in June 2020. See IJDH December 2021 Update, *supra* note 1 (discussing G-9's criminal activities in 2021).

³⁹ See RNDDH, *supra* note 25, at ¶¶ 1, 23 (reporting that *Chen Mechan* joined G-9 in 2020).

⁴⁰ Croix-des-Bouquets is a commune approximately eight miles northeast of Port-au-Prince, which "is highly strategic for the gangs because it allows control of road access to the northern half of the country as well as between the Haitian capital and the Dominican Republic." See *Haiti - FLASH: At least 20 civilians killed in gang fighting zones*, HAITI LIBRE (Apr. 28, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36528-haiti-flash-at-least-20-civilians-killed-in-gang-fighting-zones.html>.

⁴¹ Intense fighting began on April 24 and continued until at least May 7 and as late to May 16. See Press Release, Doctors Without Borders, *Haiti: A wave of violence strikes Port-au-Prince: 96 people with gunshot wounds received by MSF* (May 12, 2022), <https://www.doctorswithoutborders.org/latest/haiti-wave-violence-strikes-port-au-prince> (Doctors without Borders (MSF) reporting that fighting lasted until May 7); Press Release, OHCHR, *Haiti: Bachelet deeply disturbed by human rights impact of deteriorating security situation in Port-au-Prince* (May 17, 2022), <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/haiti-bachelet-deeply-disturbed-human-rights-impact-deteriorating-security> (the UN High Commissioner for Human Rights reported that the violence lasted until May 16).

⁴² See OCHA, *Haiti: Violence in the Port-au-Prince metropolitan area, Situation Report #3, As of 26 May 2022* (May 30, 2022), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-violence-port-au-prince-metropolitan-area-situation-report-3-26-may-2022>. Earlier reports indicated approximately 150 deaths. See RNDDH, *supra* note 25; Daniels, 'Incredible Cruelty', *supra* note 30.

⁴³ See Melissa Belarus, *Ils ont « coupé la tête d'un de mes voisins », témoigne une victime de la violence des gangs*, AYIBO POST (Apr. 28, 2022), <https://ayibopost.com/ils-ont-coupe-la-tete-dun-de-mes-voisins-temoigne-une-victime-de-la-violence-des-gangs/>; *Haïti-Criminalité : De nombreuses familles aux abois dans la Plaine du Cul-de-sac assiégée par des gangs armés*, ALTERPRESSE (May 2, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28253>; Gessika Thomas & Brian Ellsworth, *Haiti gangs raped women, burned people alive during turf wars - rights group*, REUTERS (May 11, 2022) <https://www.reuters.com/world/americas/haiti-gangs-raped-women-burned-people-alive-during-turf-wars-rights-group-2022-05-11/>; RNDDH, *supra* note 25, at ¶¶ 46, 51; Daniels, 'Incredible Cruelty', *supra* note 30 ("During a bloody fortnight of battle, gang members raped women and girls and burned people alive. In one neighbourhood, gangs killed 47 people before burning 17 of the bodies and burying the rest in mass graves."); OHCHR, *supra* note 41 ("Extreme violence has been reported, including beheadings, chopping and burning of bodies, and the killing of minors accused of being informants for a rival gang. Sexual violence, including gang rape of children as young as 10, has also been used by armed gang members to terrorize and punish people living in areas controlled by rival gangs.").

⁴⁴ See Robenson Geffrard & Jean Junior R. Célestin, *Le gang « 400 Mawozo » se replie, mais la violence continue*, LE NOUVELLISTE (May 5, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235600/le-gang-400-mawozo-se-replie-mais-la-violence-continue>; *Haiti-Violence: At least 20 civilians killed in 3 days in clashes between gangs, including 8 from the same family*, ALTERPRESSE (Apr. 28, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28241>.

⁴⁵ *Haiti : l'inquiétude monte chez les déplacés, de plus en plus nombreux dû aux gangs*, RFI (May 6, 2022), <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20220506-ha%C3%A0fti-l-inqui%C3%A9tude-monte-chez-les-d%C3%A9plac%C3%A9s-de-plus-en-plus-nombreux-%C3%A0-cause-des-gangs?ref=tw>; *June 2022 Monthly Forecast*, SECURITY COUNCIL REPORT (May 31, 2022), <https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2022-06/haiti-16.php>.

⁴⁶ See Daniels, *'Incredible Cruelty'*, *supra* note 30.

⁴⁷ RNDDH, *supra* note 25, at ¶ 48.

⁴⁸ See *Guerre des gangs : 11 mois à Martissant, 11 jours en Plaine du Cul-de-Sac*, LE NOUVELLISTE (May 3, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235536/guerre-des-gangs-11-mois-a-martissant-11-jours-en-plaine-du-cul-de-sac> (discussing the government's delayed response to violence in both Croix-des-Bouquets in April and May 2022 and in Martissant in June 2021, which residents said "prove[s] the authorities' inability to respond, giving gangs control over citizens' lives"). Criticism followed de facto Prime Minister Henry's silence on the violence suffered by civilians in Croix-des-Bouquets, even as he condemned gang violence in Havana, Cuba. See Amélie Baron, TWITTER (May 8, 2022), <https://twitter.com/Ameliebaron/status/1523289830515691521>.

⁴⁹ See IJDH December 2021 Update, *supra* note 1; IJDH June 2021 Update, *supra* note 1; Security Council Report, *Haiti: Meeting under "Any Other Business,"* (May 16, 2022), <https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2022/05/haiti-meeting-under-any-other-business.php?>.

⁵⁰ Kri Fanm Ayiti, *Situation des personnes déplacées de Martissant/Fontamara au centre sportif de Carrefour* (Jan. 2022) (on file with author).

⁵¹ See *Guerre des gangs : 11 mois à Martissant, 11 jours en Plaine du Cul-de-Sac*, *supra* note 48; Geffrard, « *La population doit se soulever contre ceux qui alimentent les gangs armés pour mettre fin à l'insécurité* », selon Pierre Espérance, *supra* note 30 (RNDDH's Pierre Espérance called the gang war in Croix-des-Bouquets "the repetition of what has been happening for almost a year in Martissant").

⁵² See Daniels, *'Incredible Cruelty'*, *supra* note 30; BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, Security Council Session (Feb. 18, 2022), <https://binuh.unmissions.org/en/security-council-session-united-nations-integrated-office-haiti-binuh-18-february-2022> (UN Special Representative Helen La Lime called gangs' "indiscriminate use of abduction, murder, as well as sexual and gender-based violence as a means to terrorize local populations in the fight to extend their territorial control...particularly abhorrent.").

⁵³ *Haiti - Territory war in Cité Soleil, at least 20 dead and 40 injured*, HAITI LIBRE (May 8, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36608-haiti-territory-war-in-cite-soleil-at-least-20-dead-and-40-injured.html>; *Haitian families flee homes as violence flares in Port-au-Prince*, REUTERS (May 2, 2022), <https://www.reuters.com/world/americas/haitian-families-flee-homes-violence-flares-port-au-prince-2022-05-03/>; *Haiti kidnapping: Diplomat Carlos Guillén 'safe and sound'*, BBC (May 4, 2022), <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-61315533> (reporting that the clashes were between 400 Mawozo and Chen Mechan).

⁵⁴ *Dix morts à Mariani, dont un policier, lors d'une attaque de gangs pour contrôler la zone*, LE NOUVELLISTE (Mar. 7, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234555/dix-morts-a-mariani-dont-un-policier-lors-dune-attaque-de-gangs-pour-controler-la-zone> (reporting that six civilians, one police officer, and three bandits were killed in the exchange of fire between the armed groups and the police).

⁵⁵ See *Haiti-Droits humains : « Un enfer sous le joug des gangs armés »*, selon le Binuh, ALTERPRESSE (Dec. 10, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27752>; BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, *supra* note 52; Press Release, OHCHR, *Haiti: Bachelet deeply disturbed by human rights impact of deteriorating security situation in Port-au-Prince*, *supra* note 41 (the UN High Commissioner for Human Rights noted that "[g]ang violence has had a severe impact on the most basic human rights of people. Dozens of schools, medical centres, businesses and markets remain closed, and many people are struggling to find basic products including food, water and medicines").

⁵⁶ See *NOTICE: Bernard Mevs Hospital closes its doors*, ICI HAITI (May 20, 2022), <https://www.icihaiti.com/en/news-36706-icihaiti-notice-bernard-mevs-hospital-closes-its-doors.html> (reporting that Bernard Mevs Hospital, one of the main hospitals in Haiti, closed from May 19 to 21 to protest the kidnapping of pediatrician Benetty Augustin on May 5, saying "[w]e are tired of being preyed on by kidnappers, while we risk our lives to save others"); Marie Laurette Numa, *Insécurité : deux hôpitaux ferment leurs portes!*, HAITI LIBERTE (May 18, 2022), <https://haitiliberte.com/insecurite-deux-hopitaux-ferment-leurs-portes/> (reporting that Saint Luc and St. Damien hospitals closed their doors completely, even to emergencies, following Dr. Augustin's kidnapping); Jacqueline Charles, *Twelve days after one of their doctors was abducted, these Haiti hospitals are still closed*, MIAMI HERALD (May 16, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article261494997.html> (reporting that the MSF facility in Cité Soleil closed on April 1 due to gang violence, but "[a]fter violence flared up on the eastern edge of Port-au-Prince 21 days later, the charity said it had no choice but to hastily reopen the emergency center in Cité Soleil"); *Haiti - Insecurity: Doctors Without Borders worried about the temporary closure of hospitals*, HAITI LIBRE (May 23, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36733-haiti-insecurity-doctors-without-borders-worried-about-the-temporary->

[closure-of-hospitals.html](#); Daniels, 'Incredible Cruelty', *supra* note 30 (discussing the impact of hospital closures on access to health, MSF mission head noted that “[t]he number of trauma admissions received per week tripled compared to mid-April, and most of them are very serious gunshot wounds that require extensive care”); *see also infra* notes 216-17, 283-87.

⁵⁷ *See* Global Protection Cluster, *Haiti under Gang Control: The Uprising of Sexual Violence*, at 9 (Jan. 2022), https://www.globalprotectioncluster.org/wp-content/uploads/GPC_Article_Haiti-Under-Gang-Control-The-Uprising-of-Sexual-Violence_Final-1.pdf; Charles, *Twelve days after one of their doctors was abducted, these Haiti hospitals are still closed*, *supra* note 56; *see also infra* notes 216-17, 287. Even as gendered vulnerabilities affect women’s safety, men are more likely to face recruitment pressures. *See infra* note 68.

⁵⁸ *See* *Guerre des gangs : 11 mois à Martissant, 11 jours en Plaine du Cul-de-Sac*, *supra* note 48; Jacqueline Charles, *He survived a gang ambush in Haiti that killed two reporters. Now this journalist is in exile*, MIAMI HERALD (May 3, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article260991462.html>; *Depuis 10 mois, Martissant contrôlé par les gangs, les autorités tenues en échec*, LE NOUVELLISTE (Apr. 1, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235003/depuis-10-mois-martissant-controle-par-les-gangs-les-autorites-tenues-en-echec>.

⁵⁹ *See* *Haiti’s deadly gang violence spikes, families caught in crossfire*, FRANCE24 (Apr. 28, 2022), <https://www.france24.com/en/americas/20220428-haiti-s-deadly-gang-violence-spikes-families-caught-in-crossfire>; Juhakenson Blaise, *Commuters turn to travel by air or sea to avoid Martissant gangs*, HAITIAN TIMES (May 2, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/05/02/commuters-turn-to-travel-by-air-or-sea-to-avoid-martissant-gangs/>.

⁶⁰ This also includes aid supplies which remain critical even nine months after the earthquake that devastated Haiti’s South in August 2021. *See* Jess DiPierro Obert & Paula Dupraz-Dobias, *In Haiti, gang violence strains aid operations and demands new approaches*, NEW HUMANITARIAN (Feb. 7, 2022), <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2022/2/7/Haiti-gang-violence-strains-aid-operations-demands-new-approaches>.

⁶¹ *See* Blaise, *supra* note 59.

⁶² *See* *En Haïti, l’avenir des enfants est menacé par les gangs, selon l’Unicef*, ALTERPRESSE (May 6, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28270>; *see also infra* notes 302-04.

⁶³ *See* Vladimir Predvil, *Insécurité : le BAI interpelle les autorités*, LE NATIONAL (May 6, 2022), https://lenational.org/post_article.php?pol=2229; Charles, *Doctors Without Borders forced to suspend Haiti medical care again due to gang violence*, *supra* note 27; *Les kidnappeurs frappent, rendent « ordinaire » la terreur*, LE NOUVELLISTE (May 9, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235662/les-kidnappeurs-frappent-rendent-ordinaire-la-terreur>; Emmanuel Marino Bruno, *Haïti-Kidnapping : Suspension des activités des hôpitaux St Damien et Saint Luc, pour dénoncer l’enlèvement de la pédiatre Benetty Augustin*, ALTERPRESSE (May 10, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28281>; *see also infra* notes 216-17, 283-85.

⁶⁴ *See* *Haïti-Criminalité : De nombreuses familles aux abois dans la Plaine du Cul-de-sac assiégée par des gangs armés*, *supra* note 43; Molière Adely, *Cet entrepreneur a refusé de collaborer avec les bandits à Pernier*, AYIBO POST (May 26, 2022), <https://ayibopost.com/cet-entrepreneur-refuse-de-collaborer-avec-les-bandits-a-pernier/> (reporting that gang violence in Pernier, a district of Pétiion-Ville, displaced “dozens of families” in mid-May, “creat[ing] an enormous humanitarian challenge, the destruction of cultural heritage and systematic violations of human rights”).

⁶⁵ *See* Roberson Alphonse, *Carlos Felipe Jaramillo : l’insécurité, principal obstacle pour l’économie d’Haïti*, LE NOUVELLISTE (May 5, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235595/carlos-felipe-jaramillo-linsecurite-principal-obstacle-pour-leconomie-dhaiti>; Economic Commission for Latin America and the Caribbean, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean: Haiti* (2021), https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47193/80/EI2021_Haiti_en.pdf.

⁶⁶ For example, gang members have targeted fuel transport trucks, exacerbating problems caused by Haiti’s chronic fuel shortage. *See* *Six camions-citernes transportant du carburant détournés à Varreux par des bandits*, LE NOUVELLISTE (May 3, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235542/six-camions-citernes-transportant-du-carburant-detournes-a-varreux-par-des-bandits>; IJDH December 2021 Update, *supra* note 1 (reporting that the fuel shortage in 2021 had a profound effect on Haitians’ access to critical services and infrastructure as a result of “Haiti’s unreliable electric grid” and its consequent reliance on fuel-powered generators); *see also* *Les Cayes residents, cut off by gang blockades, demand access*, HAITIAN TIMES (Apr. 8, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/08/les-cayes-residents-cut-off-by-gang-blockades-demand-access/>; Obert & Dupraz-Dobias, *supra* note 60; Daniels, 'Incredible Cruelty', *supra* note 30 (MSF reported that due to roadblocks by gang members “some patients they saw could only reach a hospital after delays of 24 hours”).

⁶⁷ See *Les Cayes residents, cut off by gang blockades, demand access*, supra note 66; Daniels, 'Incredible Cruelty', supra note 30; *First Person: Visions of hell, in Haiti*, UN NEWS (Apr. 3, 2022), <https://news.un.org/en/story/2022/04/1115382>; Press Release, OHCHR, *Haiti: Bachelet deeply disturbed by human rights impact of deteriorating security situation in Port-au-Prince*, supra note 41 (reporting that “[m]ovement along the two main national roads connecting the capital to the rest of the country has been seriously compromised as gangs have controlled access to areas under their influence. Such restrictions on the movement of people and goods could also have long-term devastating impacts on the already difficult economic situation in Haiti.”); Melissa Belarus, *Le clairin de Léogâne est en grand danger à cause de la rareté du sirop de canne*, AYIBOPOST (Apr. 16, 2022), <https://ayibopost.com/le-clairin-de-leogane-est-en-grand-danger-a-cause-de-la-rarete-du-sirop-de-canne/>.

⁶⁸ See *UN denounces Haitian gang's recruitment of children*, FRANCE24 (May 5, 2022), <https://www.france24.com/en/americas/20220504-un-denounces-haitian-gang-s-recruitment-of-children?ref=tw>; Kolo, *Enrôlement de garçons dans des groupes de gangs à Port-au-Prince*, supra note 28 (reporting that gangs prey on young boys in poor neighborhoods, some of whom join willingly and some of whom are recruited by force); Charles, *He survived a gang ambush in Haiti that killed two reporters. Now this journalist is in exile*, supra note 58.

⁶⁹ See Emmanuel Marino Bruno, *Haiti-Criminalité : L'organisme de droits humains Fjkl pointe du doigt l'irresponsabilité de l'État dans les violences armées à Port-au-Prince*, ALTERPRESSE (May 2, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28249>; *Vivre l'effondrement de l'Etat*, LE NOUVELLISTE (May 2, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235529/vivre-leffondrement-de-letat> (reporting that “in their public statements, gangs acknowledge they are replacing existent authorities”); Marie Farah Fortuné, *Haiti : L'Apch critique l'absence de volonté politique des autorités pour freiner la criminalité*, ALTERPRESSE (Mar. 21, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28107>; *Haiti - Politic: Fed up of Civil Society, petition sent to the PM*, HAITILIBRE (Mar. 29, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36291-haiti-politic-fed-up-of-civil-society-petition-sent-to-the-pm.html>.

⁷⁰ See, e.g., *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, supra note 2; Geffrard, « *La population doit se soulever contre ceux qui alimentent les gangs armés pour mettre fin à l'insécurité* », selon Pierre Espérance, supra note 30. Individuals displaced by the violence have expressed the belief that the government's lack of response and contempt for their plight is indicative of government complicity with gang members. Predvil, *Insécurité : le BAI interpelle les autorités*, supra note 63.

⁷¹ RNDDH, supra note 25, at ¶¶ 71-72.

⁷² Pierre Espérance, RNDDH's executive director, alleged that customs officials “facilitate the routing of illegal weapons and ammunition to criminal gangs who kidnap, rob, rape and murder with impunity.” He also alleged that Henry placed pressure on the Central Directorate of the Judicial Police to release gang members from prison, and that he paid “large sums of money” to 400 Mawozo members “to facilitate resumption of activities in the Croix-des-Bouquets market and on the road leading to Malpasse.” Francklyn B. Geffrard, « *Des organisations criminelles dont « 400 Mawozo » et le « G-9 an Fanmi e Aye » financés par la prémature* », révèle Pierre Espérance..., RHINEWS (Mar. 21, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/des-organisations-criminelles-dont-400-mawozo-et-le-g-9-an-fanmi-e-aye-finances-par-la-primature/>; see also *Haiti-Justice : Le Rnddh indexe des proches d'Ariel Henry dans la libération de membres du gang 400 Mawozo arrêtés par la police*, supra note 32 (Espérance also accused members of Henry's cabinet of “interven[ing] to free members of the 400 Mawozo gang arrested during police operations during the months of January and February [2002]”); Francklyn B. Geffrard, *Himmler Rébu : Dr. Ariel Henry livre la population aux gangs armés qui se sont renforcés pour imposer un régime de terreur insupportable...*, RHINEWS (Mar. 26, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/himmler-rebu-dr-ariel-henry-livre-la-population-aux-gangs-armes-qui-se-sont-renforces-pour-imposer-un-regime-de-terreur-insupportable/> (reporting that “groups have clearly called for the departure of Ariel Henry, whom they accuse of complicity with the armed gangs which operate everywhere across the country”).

⁷³ See Blaise, supra note 59; BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, supra note 52; BINUH Report, Feb. 15, 2022 at 14, ¶ 64 (reporting that “[t]he primary institution responsible for the security of all Haitians, the Haitian National Police, is hampered by development gaps, a chronic lack of equipment and a dearth of logistical and financial support”); Press Release, OHCHR, *Haiti: Bachelet deeply disturbed by human rights impact of deteriorating security situation in Port-au-Prince*, supra note 41 (according to the UN High Commissioner for Human Rights, “[o]ngoing police operations have not managed to re-establish public order and protect the local population, and there have been reports of some human rights violations during these operations”); see also *Haiti - USA: 3 Haitians and an American charged with having provided weapons and ammunition to the Gang “400 Mawozo”*, HAITI LIBRE (May 6, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36596-haiti-usa-3-haitians-and-an-american-charged-with-having-provided-weapons-and-ammunition-to-the-gang-400-mawozo.html> (discussing

evidence that gangs in Haiti receive weapons and ammunition from the United States: the U.S. Federal Bureau of Investigations indicted three Haitian citizens – including Germaine Joly, the leader of the 400 Mawozo gang that kidnapped 17 foreign missionaries in October 2021 – and one U.S. citizen for “conspiracy to violate export control, smuggling, and money laundering”); Widlore Mérancourt & Amanda Coletta, *Leader of Haitian gang behind missionary abductions is charged in U.S.*, WASHINGTON POST (May 4, 2022), <https://www.washingtonpost.com/world/2022/05/04/haiti-400-mawozo-extradition/>; Jacqueline Charles, *Leader of Haiti's 400 Mawozo gang, which kidnapped American missionaries, is flown to U.S.*, MIAMI HERALD (May 4, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article261029297.html>.

⁷⁴ *Affrontements entre gangs, la police «réagit avec ses faibles moyens*, LE NOUVELLISTE (May 3, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235549/affrontements-entre-gangs-la-police-reagit-avec-ses-faibles-moyens>; see also Francklyn B. Geffrard, *Guichard Doré préconise l'implémentation du décret créant le CNSD et l'ANI pour résoudre durablement le problème de l'insécurité en Haïti*, RHINEWS (May 4, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/guichard-dore-preconise-limplémentation-du-decret-creant-le-cnsd-et-lani-pour-resoudre-durablement-le-probleme-de-linsecurite-en-haiti/>; Anna C., *Haiti – Food And Housing Impacted By Gang War*, NY CARIB NEWS (Apr. 30, 2022), <https://www.nycaribnews.com/articles/haiti-food-and-housing-impacted-by-gang-war/> (reporting that residents of Croix-des-Bouquets reported hearing gunfire from gang members even as police officers patrolled the neighborhood); Sam Bojarski, *Police officer shot dead in Croix-des-Bouquets, gunfire heard near PHN head's home*, HAITIAN TIMES (Mar. 15, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/15/police-officer-shot-dead-in-croix-des-bouquets-gunfire-heard-near-phn-heads-home/> (reporting that a police officer was shot dead by gang members on March 10, “the latest death in the ranks of the police, whose officers are known to be outgunned and often outnumbered by gangs around the capital”); Francklyn B. Geffrard, *Des policiers assassinés, d'autres portés disparus : L'insécurité frappe de plein fouet la police haïtienne...*, RHINEWS (Mar. 11, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/des-policiers-assassines-dautres-portes-disparus-linsecurite-frappe-de-plein-fouet-la-police-haitienne/>.

⁷⁵ See Jean Junior R. Celestin, *Satisfait de son bilan, Frantz Elbé, Directeur général de la Police fait des promesses*, LE NOUVELLISTE (May 9, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235660/satisfait-de-son-bilan-frantz-elbe-directeur-general-de-la-police-fait-des-promesses> (Original Press Conference Video available at <https://www.youtube.com/watch?v=lkRtvIGscos&t=13s>) (in a press conference presenting on the police's progress combatting gang violence in the last six months, Elbé noted that “considerable progress has been made in terms of security over the past six months” and that “the efforts of the PNH contributed to a considerable drop in kidnapping cases in the country, particularly in the metropolitan area, for the month of April.” Elbé also lauded police efforts to stop the violence in Croix-des-Bouquets, which lasted from April 24 until at least May 7, claiming that “police quickly regained control [of the area] after the start of clashes between armed groups on April 24.”).

⁷⁶ CARDH, *Celule d'observation de la criminalité*, <https://cardh.org/celulle-dobservation-de-la-criminalite> (last visited June 3, 2022).

⁷⁷ BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, *supra* note 52.

⁷⁸ See, e.g., *Des residents de la plaine du Cul-de-Sac marchent contre l'insécurité*, LE NOUVELLISTE (May 6, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235631/des-residents-de-la-plaine-du-cul-de-sac-marchent-contre-linsecurite>; Juhakenson Blaise, *La Plaine residents protest against gangwar in area*, HAITIAN TIMES (May 9, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/05/09/la-plaine-residents-protest-against-gangwar-in-area/>; Maria Farah Fortuné, *Droits humains : Cri d'indignation face au climat de criminalité en Haïti*, ALTERPRESSE (Mar. 16, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28090>; Thomas Peralte, *Protestation dans le Sud contre l'insécurité*, HAITI LIBRE (Mar. 23, 2022), <https://haitiliberte.com/protestation-dans-le-sud-contre-linsecurite/>; *Des milliers de manifestants dans les rues ce 29 mars contre l'insécurité*, LE NOUVELLISTE (Mar. 30, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234947/des-milliers-de-manifestants-dans-les-rues-ce-29-mars-contre-linsecurite>; *Haiti Protest Turns Violent, Plane Torched*, CBS MIAMI (Mar. 30, 2022), <https://miami.cbslocal.com/2022/03/30/haiti-protest-turns-violent-plane-torched/>; *Douze personnes enlevées en Haïti où l'insécurité redouble*, TVA NOUVELLES (May 9, 2022), <https://www.tvanouvelles.ca/2022/05/09/huit-citoyens-turcs-enlevés-par-un-gang-en-haiti>; *Haïti-Criminalité : 1 personne assassinée et kidnapping de 3 personnes à Poste Marchand*, ALTERPRESSE (Mar. 12, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28078>; <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28086>; Isabelle Papillon, *Grève médicale contre le kidnapping*, HAITI LIBERTE (Mar. 16, 2022), <https://haitiliberte.com/greve-medicale-contre-le-kidnapping/>; *Haiti – News: Zapping...*, Haiti Libre (Mar. 27, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36282-haiti-news-zapping.html>.

⁷⁹ See Predvil, *Insecurity and high cost of living in Haiti: trade unionists announce two days of strike*, *supra* note 11; *Haitian doctors call for countrywide strikes after two colleagues kidnapped*, HAITIAN TIMES (Mar. 14, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/14/haitian-doctors-call-for-countrywide-strikes-after-two-colleagues-kidnapped/>.

⁸⁰ *Haiti - Insecurity: Haiti is the country with the highest rate of kidnappings per capita*, HAITILIBRE (Dec. 16, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35491-haiti-insecurity-haiti-is-the-country-with-the-highest-rate-of-kidnappings-per-capita.html>; see also Francklyn B Geffrard, *Le SKL préconise des mesures exceptionnelles pour combattre efficacement le phénomène du kidnapping en Haïti...*, RHINEWS (Apr. 19, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/le-skl-preconise-des-mesures-exceptionnelles-pour-combattre-efficacement-le-phenomene-du-kidnapping-en-haiti/> (reporting that human rights organization Sant Karl Lévêque calls for “exceptional measures” to combat the kidnapping epidemic).

⁸¹ CARDH, *Cellule d’observation de la criminalité*, *supra* note 76.

⁸² *Id.* (this was again an increase from the previous year – CARDH reported 796 people kidnapped in 2020).

⁸³ See, e.g., *Haïti-Kidnapping : Marche pacifique annoncée, suite à l’enlèvement de deux avocats*, ALTERPRESSE (Dec. 24, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27810> (reporting that two lawyers were kidnapped on December 20, 2021 by armed individuals); *Haiti - News: Zapping*, HAITILIBRE (Dec. 16, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35504-haiti-news-zapping.html> (reporting that the Deputy Mayor of a town was released for ransom after being kidnapped on December 13); *La Faculté des sciences condamne l’enlèvement des professeurs Jean-Raoul Monplaisir et Roberte Bien-Aimé Momplaisir*, LE NOUVELLISTE (Dec. 15, 2021), <https://lenouvelliste.com/alamminute/20630/la-faculte-des-sciences-condamne-lenlevement-des-professeurs-jean-raoul-monplaisir-et-roberte-bien-aime-momplaisir> (reporting that a professor and her husband were kidnapped); *Haitian doctor died in Dominican Republic following his injuries in an attempted kidnapping*, HAITIAN TIMES (Dec. 13, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/12/13/haitian-doctor-died-in-dominican-republic-following-his-injuries-in-an-attempted-kidnapping/> (reporting that a dental surgeon died from injuries sustained in an attempted kidnapping); *Trois personnes dont un enfant de 9 ans kidnappés samedi soir à Delmas*, LE NOUVELLISTE (Dec. 13, 2021), <https://lenouvelliste.com/alamminute/20604/trois-personnes-dont-un-enfant-de-9-ans-kidnappes-samedi-soir-a-delmas> (reporting that three members of a family, including a nine-year old, were kidnapped in Delmas); *Haiti - News: Zapping*, HAITILIBRE (Dec. 11, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35456-haiti-news-zapping.html> (reporting that employees assigned to the mechanical service of the Compagnie Rhum Barbancourt were released after being kidnapped by 400 Mawozo gang members); *Haïti-Criminalité : Kidnapping de deux personnes à l’avenue Poupelard*, ALTERPRESSE (Mar. 11, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28076> (reporting that two doctors were kidnapped on March 2, and were still being held captive on March 11 when another two people were kidnapped from a private vehicle); *Haïti-Criminalité : 1 personne assassinée et kidnapping de 3 personnes à Poste Marchand*, ALTERPRESSE (Mar. 12, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28078> (reporting that three people, including the director of a local college, were kidnapped and one killed on March 11); *Kidnapping : le cauchemar de la famille Condestin*, LE NOUVELLISTE (Mar. 16, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234717/kidnapping-le-cauchemar-de-la-famille-condestin> (three members of the same family were kidnapped in less than a year).

⁸⁴ *Une dizaine d’enlèvements répertoriés dans la région métropolitaine en ce début de mai*, LE NOUVELLISTE (May 3, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235544/une-dizaine-denlevements-repertories-dans-la-region-metropolitaine-en-ce-debut-de-mai>.

⁸⁵ See *infra* notes 291-94.

⁸⁶ See, e.g., *Les personnes tuées et kidnappées s’accumulent, comme les promesses des chefs*, LE NOUVELLISTE (Feb. 8, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234090/une-dizaine-de-personnes-tuees-par-balle-et-plus-de-20-enlevements-le-week-end-ecoule>; *Haiti - FLASH: 3 Senate President security agents kidnapped*, HAITILIBRE (Jan. 10, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35680-haiti-flash-3-senate-president-security-agents-kidnapped.html>; *Haiti - FLASH: A bus hijacked in Martissant with about fifty passengers*, HAITILIBRE (May 11, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36633-haiti-flash-a-bus-hijacked-in-martissant-with-about-fifty-passengers.html>; *Douze personnes enlevées en Haïti où l’insécurité redouble*, *supra* note 78.

⁸⁷ See *Kidnapping : le pasteur Rémy Lochard enlevé à Tabarre*, LE NOUVELLISTE (Feb. 6, 2022), <https://lenouvelliste.com/alamminute/21071/kidnapping-le-pasteur-remy-lochard-enleve-a-tabarre> (reporting that 400 Mawozo demanded a USD \$2 million ransom after kidnapping Pastor Lochard Rémy); *Des organisations syndicales réclament la libération de Paul Loulou Chéry et de sa femme*, LE NOUVELLISTE (Jan. 7, 2022), <https://lenouvelliste.com/alamminute/20820/des-organisations-syndicales-reclament-la-liberation-de-paul-loulou-chery-et-de-sa-femme> (reporting that gang members demanded an exorbitant ransom was being demanded for trade union leader Paul Chéry and his wife after they were kidnapped); *Haiti - DR: A kidnapped Dominican diplomat, the*

“400 Mawozo” gang demands 500,000 US\$ for his release, HAITILIBRE (May 2, 2022), [https://www.haitilibre.com/en/news-36562-haiti-dr-a-kidnapped-dominican-diplomat-the-400-mawozogang-demands-500-000-us\\$-for-his-release.html](https://www.haitilibre.com/en/news-36562-haiti-dr-a-kidnapped-dominican-diplomat-the-400-mawozogang-demands-500-000-us$-for-his-release.html) (reporting that 400 Mawozo demanded a USD \$500 million ransom for the Dominican diplomat kidnapped on April 30); *Haiti - FLASH: 3 Senate President security agents kidnapped, supra* note 86 (reporting that armed individuals demanded US\$5 million after kidnapping three police officers); *Family of kidnapped police officer worries he might have been killed*, HAITIAN TIMES (Feb. 18, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/02/18/family-of-kidnapped-police-officer-worries-he-might-have-been-killed/> (reporting that a police officer named Pipo Mabial was kidnapped by armed gang members who demanded USD \$100,000 for his release).

⁸⁸ Between January and December 15, 2021, CARDH reported that 55 out of 949 people kidnapped were foreigners, or 0.05 percent. *État des droits humains en 2021*, CARDH (Feb. 12, 2022), <https://cardh.org/archives/1519>.

⁸⁹ See e.g., Evens Sanon & Dánica Coto, *Gangs strangle Haiti's capital as deaths, kidnappings soar*, WASHINGTON POST (May 22, 2022), https://www.washingtonpost.com/world/gangs-strangle-haitis-capital-as-deaths-kidnappings-soar/2022/05/22/4db317ec-d9d8-11ec-bc35-a91d0a94923b_story.html (mentioning only the kidnapping of eight Turkish nationals when discussing that gangs “kidnap victims daily”); Evens Sanon, *Official: 8 Turkish citizens kidnapped from bus in Haiti*, AP NEWS (May 9, 2022), <https://apnews.com/article/europe-middle-east-caribbean-turkey-port-au-prince-12d293ed1121614e9b06690d36e5b4f4> (mentioning only kidnapping of foreigners when discussing “a string of high-profile kidnappings by powerful gangs”); see also IJDH December 2021 Update, *supra* note 1 (discussing the disproportionate amount of media attention given to kidnapped foreign missionaries in 2021). U.S. officials continue to disregard the insecurity in Haiti as it pertains to Haitians’ safety, while decrying the kidnapping of foreigners in the country. *Way Forward in Haiti Meeting with Assistant Secretary of State Brian Nichols, supra* note 7 (in a meeting with stakeholders on January 26, U.S. Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs Brian Nichols responded to a question about whether the United States considered Haiti safe for Haitian migrant returnees by reminding listeners of the 2021 kidnapping of 17 foreign missionaries).

⁹⁰ See *Haïti-Criminalité : Kidnapping de deux personnes à l’avenue Poupelard, supra* note 83.

⁹¹ See *Le Premier ministre Ariel Henry, une overdose de promesses*, LE NOUVELLISTE (Mar. 21, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234796/le-premier-ministre-ariel-henry-une-overdose-de-promesses>; Marlyne Jean, *Criminalité : La Pnh déterminée à rétablir la sécurité en Haïti, promet de nouveau Ariel Henry*, ALTERPRESSE (Apr. 25, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28229>; *Kidnapping : des étudiants manifestent pour exiger la libération de l’étudiante Fabiola Paillant*, LE NOUVELLISTE (Feb. 16, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234266/kidnapping-des-etudiants-manifestent-pour-exiger-la-liberation-de-letudiante-fabiola-paillant>.

⁹² See *Haiti - News: Zapping*, HAITILIBRE (Jan. 6, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35655-haiti-news-zapping.html>.

⁹³ See Amnesty International, *International Report 2021/22: Haiti 2021* (2022), <https://www.amnesty.org/en/location/americas/central-america-and-the-caribbean/haiti/report-haiti/>.

⁹⁴ See Emmanuel Marino Bruno, *Haïti-Justice : Plusieurs organisations s’élèvent contre les menaces de mort à l’encontre des militants de droits humains du Rnddh*, ALTERPRESSE (Apr. 11, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28182> (reporting allegations that the PHTK was involved in threats against RNDDH human rights activists); Emmanuel Marino Bruno, *Haïti-Criminalité : Le gouvernement de facto interpellé sur les menaces de mort à l’encontre de Pierre Espérance*, ALTERPRESSE (Apr. 25, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28231> (the Working Group on Security “challenges the de facto government of Ariel Henry on its responsibility to ensure the protection of Pierre Espérance and members of the RNDDH”).

⁹⁵ See Francklyn B. Geffrard, *Pierre Espérance : « Le RNDDH et son staff sont en danger. Des membres du gang « Krache Dife » parquent autour des locaux de l’organisation depuis que Fednel Monchéry a élu domicile à la 1e ruelle Rivière »*, RHINEWS (Mar. 28, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/pierre-esperance-le-rnddh-et-son-staff-sont-en-danger-des-membres-du-gang-krache-dife-parquent-autour-des-locaux-de-lorganisation-depuis-que/>.

Haitian and international actors have condemned the “reprehensible” threats against Espérance and his organization. Bruno, *Haïti-Justice : Plusieurs organisations s’élèvent contre les menaces de mort à l’encontre des militants de droits humains du Rnddh, supra* note 94; Francklyn B. Geffrard, *L’OBS appelle à des actions judiciaires rigoureuses contre ceux qui planifient l’assassinat de Pierre Espérance*, RHINEWS (Apr. 13, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/lobs-appelle-a-des-actions-judiciaires-rigoureuses-contre-ceux-qui-planifient-lassassinat-de-pierre-esperance/>; *Menaces contre Pierre Espérance : Appel urgent aux autorités d’Haïti par L’Observatoire international pour la protection des défenseurs des droits humains*, ALTERPRESSE (Apr. 14, 2022),

<https://www.alterpresse.org/spip.php?article28193>; Francklyn B. Geffrard, *Des congressmen américains condamnent les menaces contre Pierre Espérance et réclament une enquête*, RHINEWS (Apr. 21, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/des-congressmen-americaains-condamnent-les-menaces-contre-pierre-esperance-et-reclament-une-enquete/>; Francklyn B. Geffrard, *Le groupe de travail sur la sécurité préoccupé par les menaces sur la sécurité et la vie de Pierre Espérance*, RHINEWS (Apr. 26, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/le-groupe-de-travail-sur-la-securite-preoccupe-par-les-menaces-sur-la-securite-et-la-vie-de-pierre-esperance/>; *Haiti-Droits humains : L'Observatoire haïtien des crimes contre l'humanité se solidarise avec Pierre Espérance*, ALTERPRESSE (Apr. 27, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28236>.

⁹⁶ Monchéry was arrested in Port-au-Prince for his involvement in the 2018 La Saline massacre on February 13, 2021, but was shortly released, and has not faced consequences in Haiti for his actions. *Indexé dans le cadre du massacre de La Saline, Fednel Monchéry arrêté puis libéré par la police*, LE NOUVELLISTE (Feb. 18, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/226377/indexe-dans-le-cadre-du-massacre-de-la-saline-fednel-monchery-arrete-puis-libere-par-la-police>. The U.S. government imposed sanctions on him under the Global Magnitsky Act in 2020. *Massacre de La Saline : l'administration Trump sanctionne d'anciens officiels de l'administration Moïse*, LE NOUVELLISTE (Dec. 10, 2020), <https://lenouvelliste.com/article/224146/massacre-de-la-saline-ladministration-trump-sanctionne-danciens-officiels-de-ladministration-moise>.

⁹⁷ See Geffrard, *Pierre Espérance : « Le RNDDH et son staff sont en danger. Des membres du gang « Krache Dife » paradent autour des locaux de l'organisation depuis que Fednel Monchéry a élu domicile à la 1e ruelle Rivière »*, *supra* note 95.

⁹⁸ See IJDH December 2021 Update, *supra* note 1 (discussing the threats against Douyon and Solages in 2021).

⁹⁹ See *Haiti – News: Zapping*, HAITILIBRE (Apr. 21, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36472-haiti-news-zapping.html>.

¹⁰⁰ Charles, *He survived a gang ambush in Haiti that killed two reporters. Now this journalist is in exile*, *supra* note 58; *Haiti - News: Zapping*, *supra* note 99; see also Onz Chéry, *Haiti third in journalist deaths, but reporters say risks worth it*, HAITIAN TIMES (Mar. 22, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/22/haiti-third-in-journalist-deaths-but-reporters-say-risks-worth-it/> (the Committee to Protect Journalists reported that Haiti is the third deadliest country for journalists in the world).

¹⁰¹ Francklyn B. Geffrard, *Deux journalistes tués par des gangsters alors qu'ils étaient en reportage à Laboule 12...*, RHINEWS (Jan. 6, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/deux-journalistes-auraient-ete-tues-par-des-gangsters-alors-qu'ils-etaient-en-reportage-a-laboule-12/>; *Director-General condemns murder of journalists Wilguens Louissaint and John Wesley Amady in Haiti*, UNESCO (Jan. 11, 2022), <https://en.unesco.org/news/director-general-condemns-murder-journalists-wilguens-louissaint-and-john-wesley-amady-haiti>. Gangs have a complicated relationship with some journalists, wherein journalists are both at risk from gang violence and beneficiaries of gangs' financial largesse, which may impact reporting. This is particularly true for Amady and Louissant, who worked as freelance online journalists and cultivated relationships with gang members in order to do their work. See Widlore Mérancourt, *Barbecue a payé pour l'enterrement d'un journaliste assassin*, AYIBO POST (May 20, 2022), <https://ayibopost.com/barbecue-a-payé-pour-lenterrement-dun-journaliste-assassine/> (reporting that Jimmy “Barbeque” Chérizer, the leader of the G-9 gang alliance, paid for the funeral expenses of journalist John Wesley Amadi, who was killed by gang members on January 6).

¹⁰² Charles, *He survived a gang ambush in Haiti that killed two reporters. Now this journalist is in exile*, *supra* note 58.

¹⁰³ See *infra* notes 257-58.

¹⁰⁴ See, e.g., Jacques Kolo, *Haiti/Insécurité : Un avocat froidement tué à Port-au-Prince. Un Commissaire de police et sa femme violemment assassinés à la Croix-des-Bouquets*, RHINEWS (Jan. 20, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/haiti-insecurite-un-avocat-froidement-tue-a-port-au-prince-un-commissaire-de-police-et-sa-femme-violemment-assassines-a-la-croix-des-bouquets/> (reporting that a lawyer was assassinated in the street by assailants on a motorcycle); *Assassinat de Jovenel Moïse, le nouveau juge d'instruction craint pour sa sécurité*, LE NOUVELLISTE (Mar. 14, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234684/assassinat-de-jovenel-moise-le-nouveau-juge-dinstruction-craint-pour-sa-securite> (reporting threats to the safety of the investigating judge in the Moïse assassination and his family); see also Marlyne Jean, *Haiti-Criminalité : Le Barreau de Port-au-Prince accorde un délai de 15 jours pour la relocalisation du Palais de justice de la capitale*, ALTER PRESSE (Mar. 14, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28079> (the Port-au-Prince Bar Association requested that the courthouse be moved to a safer location, citing gang violence); *Lawyers want courthouse moved to safer area, plan to protest at PM's home*, HAITIAN TIMES (Apr. 8, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/08/lawyers-want-courthouse-moved-to-safer-area-plan-to-protest-at-pms-home/>; *Haiti - Insecurity: Exasperated and frustrated*

Haitian lawyers, HAITI LIBRE (Apr. 10, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36391-haiti-insecurity-exasperated-and-frustrated-haitian-lawyers.html>; see also *infra* notes 128-30, 181-83

¹⁰⁵ « *Le dossier de Me Monferrier Dorval n'est pas mort* », LE NOUVELLISTE (Apr. 4, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235044/le-dossier-de-me-monferrier-dorval-nest-pas-mort>.

¹⁰⁶ See, e.g., *Haiti-Justice : L'APM et la FJKL appellant les Autorites a Garantir la Securite du Judge Louima Loudior, Menace de Mort par un Gang Arme*, ALTERPRESSE (Dec. 27, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27819> (reporting threats to Judge Louima Loudior in December 2021); *Haiti-News: Zapping*, HAITI LIBRE (Mar. 15, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36185-haiti-news-zapping.html> (reporting an attack on Judge Annie Fignolé in March); see also *infra* notes 128-30, 181-83.

¹⁰⁷ See « *Le dossier de Me Monferrier Dorval n'est pas mort* », *supra* note 105; Francklyn B. Geffrard, *Assassinat de Jovenel Moïse : L'enquête toujours dans l'impasse. Le mandat du magistrat instructeur expire*, RHINEWS (Apr. 25, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/assassinat-de-jovenel-moise-lenquete-toujours-dans-limpasse-le-mandat-du-magistrat-instructeur-expire/>; see also *infra* notes 128-30, 181-83.

¹⁰⁸ See Amnesty International, *supra* note 93 (reporting that “[t]here was little progress in the investigation into the killing of journalist Diego Charles, a reporter for Radio Vision 2000 and co-founder of the website Larepublik Magazine, and Antoinette Duclaire, a political and human rights activist, vocal government critic and co-founder of Larepublik Magazine. They were murdered just a week before President Moïse. The authorities failed to protect their families, who were subjected to death threats and intimidation.”); Francklyn B. Geffrard, *Le journaliste Vladjimy Legagneur toujours porté disparu : L'enquête de la police judiciaire se poursuit indéfiniment, 4 ans après*, RHINEWS (Mar. 14, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/le-journaliste-vladjimy-legagneur-toujours-porte-disparu-lenquete-de-la-police-judiciaire-se-poursuit-indefinement-4-ans-apres/>; see also *infra* section *Impunity for human rights abuses and other crimes*.

¹⁰⁹ See, e.g., Sam Bojarski, *Price-fixing lawsuit against Haiti's ex-presidents, money transfer and phone companies revived*, HAITIAN TIMES (Apr. 1, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/01/price-fixing-lawsuit-against-haitis-ex-presidents-money-transfer-and-phone-companies-revived/> (reporting that three former presidents are being sued for embezzling money from a program designed to subsidize school fees for Haitian children); *Haiti - News: Zapping*, HAITILIBRE (Dec. 23, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35551-haiti-news-zapping.html> (reporting the misappropriation of funds from the National Identification Office); *Haiti - Justice: The Embassy of Haiti in Washington targets allegations of embezzlement*, HAITILIBRE (Mar. 11, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36150-haiti-justice-the-embassy-of-haiti-in-washington-targets-allegations-of-embezzlement.html> (reporting that “inspection and audit missions have ...been carried out in two consulates and the reports sent to the authorities concerned” in response to allegations of embezzlement by Haitian embassy and consulate officials in the United States).

¹¹⁰ See Jacqueline Charles, *Haiti prime minister and opposition group meet. Each had different plans for exiting crisis.*, MIAMI HERALD (Feb. 11, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article258292488.html>; Fried, *supra* note 11; *US Hands Off Haiti's Democracy – A unified advocacy campaign for Haiti – April 21- May 18, 2022*, *supra* note 19.

¹¹¹ See *What Is Behind the Rise in Gang Activity in Haiti?*, *supra* note 2; see also *supra* notes 69-72.

¹¹² See, e.g., Press Release, RNDDH, *Call for a review of the minimum wage: the RNDDH supports the working class and condemns police brutality*, at ¶¶ 8-11 (Feb. 21, 2022), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/02/1-CP-Manifestations-salaire-minimum-ENG-21Fev2022-1.pdf>; see also *supra* notes 78-79 and *infra* notes 257-58.

¹¹³ See *Haiti polls postponed after electoral body is dissolved*, BBC (Sept. 28, 2021), <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-58706903>.

¹¹⁴ See *Haitian Prime Minister Ariel Henry is preparing to form a new Provisional Electoral Council (CEP)*, NETALKOLE (Oct. 12, 2021), <https://netalkolemedia.com/en/le-premier-ministre-haitien-ariel-henry-sapprete-a-former-un-nouveau-conseil-electoral-provisoire-cep/> (reporting in October 2021 that Henry had begun the process of establishing a new CEP); Gessika Thomas & Brian Ellsworth, *Haiti's Henry urges elections amid calls for transition government*, REUTERS (Feb. 7, 2022), <https://www.reuters.com/world/americas/haitis-henry-urges-elections-amid-calls-transition-government-2022-02-07/> (reporting that “[i]n a speech on Monday [February 7], Henry said elections were the only solution to the political impasse and rejected the idea that he hand over power to a two-year interim government - a plan proposed by a group known as the Montana Accord”). Henry’s campaign to reestablish the CEP was met with criticism by Haitians from across the political spectrum, who maintain that the government should prioritize spending resources on ensuring that conditions are met for the holding of free and fair elections. See Francklyn B. Geffrard, *Le Sant Karl Leveque boude l'invitation du gouvernement sur la formation du conseil*

électoral provisoire, RHINEWS (Jan. 31, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/le-sant-karl-leveque-boude-linvitation-du-gouvernement-sur-la-formation-du-conseil-electoral-provisoire/>; Francklyn B. Geffrard, *Evalière Beauplan invite Ariel Henry à surseoir à la formation du CEP en attendant qu'un consensus large soit trouvé pour résoudre la crise*, RHINEWS (Jan. 31, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/evaliere-beauplan-invite-ariel-henry-a-surseoir-a-la-formation-du-cep-en-attendant-quun-consensus-large-soit-trouve-pour-resoudre-la-crise/>; Geffrard, *Paraison décline l'invitation du gouvernement à participer à la formation d'un nouveau CEP*, supra note 14; Francklyn B. Geffrard, *La Fédération Protestante d'Haïti pose des conditions pour se faire représenter au CEP d'Ariel Henry*, RHINEWS (Feb. 23, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/la-federation-protestante-dhaiti-pose-des-conditions-pour-se-faire-representer-au-cep-dariel-henry/>.

¹¹⁵ See Geffrard, *Joseph Lambert demande à la population de prendre note du refus d'Ariel Henry de dialoguer*, supra note 20 (reporting that Joseph Lambert, president of Haiti's Senate, asked called attention "the bad faith that Ariel Henry and his allies of the September 11 agreement displayed in their refusal to dialogue"); Francklyn B. Geffrard, *Ariel Henry a encore boudé une invitation du président du dernier tiers du Sénat. Joseph Lambert lui souhaite bonne chance*, RHINEWS (Mar. 21, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/ariel-henry-a-encore-boude-une-invitation-du-president-du-dernier-tiers-du-senat-joseph-lambert-lui-souhaite-bonne-chance/>.

¹¹⁶ See, e.g., Jameson Francisque, *Liens bizarres entre un prisonnier au pénitencier national, l'assassinat de Jovenel Moïse et l'affaire Petit Bois*, AYIBO POST (Mar. 17, 2022), <https://ayibopost.com/liens-bizarres-entre-un-prisonnier-au-penitencier-national-lassassinat-de-jovenel-moise-et-laffaire-petit-bois/>; Jake Johnston, "They Fooled Us," CENTER ECN. POLICY RES. (Feb. 7, 2022), <https://cepr.net/report/they-fooled-us/>; *Ex-Judge in Assassination Inquiry Alleges PM Henry Co-Planned It, Feels Threatened*, HAITIAN TIMES (Feb. 9, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/02/09/ex-judge-in-assassination-inquiry-alleges-pm-henry-co-planned-it-feels-threatened/>; Wildore Merancourt, *Ariel Henry Fait Partie des Organisations de l'Assassinat de Jovenel Moïse, d'après le Juge d'Instruction*, AYIBO POST (Feb. 8, 2022), <https://ayibopost.com/ariel-henry-fait-partie-des-organisations-de-lassassinat-de-jovenel-moise-dapres-le-juge-dinstruction/>; Matt Rivers, Etant Dupain & Natalie Gallón, *Haitian Prime Minister Involved in Planning the President's Assassination, Says Judge Who Oversaw Case*, CNN (Feb. 8, 2022, 8:22 AM), <https://www.cnn.com/2022/02/08/americas/haiti-assassination-investigation-prime-minister-intl-cmd-latam/index.html>; *Quand le RNDH Evoque les Contacts Téléphoniques entre Felix Joseph Badio, Leon Charles et Ariel Henry*, LE NOUVELLISTE (Jan. 6, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/233528/quand-le-rnddh-evoque-les-contacts-telephoniques-entre-felix-joseph-badio-leon-charles-et-ariel-henry>; see also infra notes 165-83.

¹¹⁷ See Francklyn B. Geffrard, *Des ex-directeurs généraux du CONATEL accusés d'avoir détourné des fonds du PSUGO, selon des rapports d'audit de la Cour des Comptes*, RHINEWS (Mar. 17, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/des-ex-directeurs-generaux-du-conatel-accuses-davoir-detourne-des-fonds-du-psugo-selon-des-rapports-daudit-de-la-cour-des-comptes/>; *Accusation de détournement de fonds : Jean Marie Altéma dénonce et clarifie*, LE NOUVELLISTE (Mar. 22, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234816/accusation-de-detournement-de-fonds-jean-marie-altema-denonce-et-clarifie>.

¹¹⁸ Assassinated former president Jovenel Moïse was also implicated in the scandal. Bojarski, *Price-fixing lawsuit against Haiti's ex-presidents, money transfer and phone companies revived*, supra note 109; Emmanuel Marino Bruno, *Haïti-Corruption/Psugo : Joseph Michel Martelly et Jocelerme Privert dans le collimateur de la justice américaine*, ALTERPRESSE (Apr. 4, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28155>.

¹¹⁹ See *Haiti – News: Zapping*, supra note 109.

¹²⁰ Following a request from the Haitian Senate, the Superior Court of Accounts and Administrative Litigation also decided to investigate the management of funds in the Haitian Embassy in Washington, D.C. *Haiti - Justice: The Embassy of Haiti in Washington targets allegations of embezzlement*, supra note 109.

¹²¹ See Geffrard, *Himmler Rébu : Dr. Ariel Henry livre la population aux gangs armés qui se sont renforcés pour imposer un régime de terreur insupportable...*, supra note 72; *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, supra note 2; Geffrard, « *Des organisations criminelles dont « 400 Mawozo » et le « G-9 an Fanmi e Aye » financés par la prémature* », révèle Pierre Espérance..., supra note 72; *Haïti-Justice : Le Rnddh indexe des proches d'Ariel Henry dans la libération de membres du gang 400 Mawozo arrêtés par la police*, supra note 32; Francklyn B. Geffrard, « *Le plus grand fournisseur en armes et munitions – tant des gangs armés membres du « G-9 an Fanmi e Aye » que des gangs non-alignés, demeure l'Etat haïtien* », selon le RNDH, RHINEWS (May 11, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/le-plus-grand-fournisseur-en-armes-et-munitions-tant-des-gangs-armes-membres-du-g-9-an-fanmi-e-aye-que-des-gangs-non-alignes-demeure-letat-haitien-selon-le/>; see also supra notes 69-72.

¹²² See Maria Abi-Habib, *Haiti's Leader Kept a List of Drug Traffickers. His Assassins Came for It*, N.Y. TIMES (Dec. 12, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/12/12/world/americas/jovenel-moise-haiti-president-drug-traffickers.html>; see also *infra* notes 170-71.

¹²³ See, e.g., *Police fire at factory protesters in Haiti, wounding three*: AP, AL JAZEERA (Feb. 23, 2022), <https://www.aljazeera.com/news/2022/2/23/police-fire-at-factory-protesters-in-haiti-wounding-3-ap>; *Haitian protestors met with police violence*, INDUSTRIALL (Feb. 14, 2022), <https://www.industriall-union.org/haitian-protestors-met-with-police-violence>; Press Release, RNDDH, *Call for a review of the minimum wage: the RNDDH supports the working class and condemns police brutality*, *supra* note 112; see also *supra* notes 78-79 and *infra* notes 257-58.

¹²⁴ See generally IJDH, *Submission to the United Nations Human Rights Council: Justice Sector Challenges in Haiti* (2021), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/12/Updated-Justice-Sector-Challenges-in-Haiti_UPR-Submission_EN-1.pdf (hereinafter **IJDH UPR Justice Sector Report**); see also Fried, *supra* note 11; Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, *supra* note 13; Justice : *La Cran Deplore la Paralysie Continue du Systeme Judiciaire en Haiti*, ALTERPRESSE (Dec. 30, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27835>; BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, *supra* note 52 (reporting that “[t]he Haitian judicial system suffers from grave structural weaknesses, as evidenced by the severe challenges in renewing the terms of judges on time. This cripples the ability of courts to investigate, process and try cases.”); UNGA, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Haiti, *supra* note 9 (29 member states of the HRC issued recommendations during Haiti’s third UPR in January that the government urgently address the issue of impunity and strengthen rule of law).

¹²⁵ See BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, *supra* note 52.

¹²⁶ See Matt Rivers et al., *supra* note 116; see also *infra* notes 165-83.

¹²⁷ The court requires five judges for a quorum, which it had in January 2022; however, the mandates of two of those judges expired in February 2022, rendering the court once again dysfunctional. Meanwhile, an attempt by de facto Prime Minister Henry in February to appoint additional judges to the court was rejected by the Superior Council of the Judiciary on the ground that the appointments were not constitutional. See Emmanuel Moïse Yves, *Comprendre la bataille engagée pour remplir les sièges vides à la Cour de cassation*, AYIBO POST (Feb. 20, 2022), <https://ayibopost.com/comprendre-la-bataille-engagee-pour-remplir-les-sieges-vides-a-la-cour-de-cassation/>; Bruno, *Justice : Nouvelle mise en garde contre toute tentative de nomination inconstitutionnelle et illégale de juges à la Cour de Cassation en Haïti*, *supra* note 3; Francklyn B. Geffrard, *Martin Ainé : « Toute nomination de juges à la Cour de Cassation sans un large consensus risque de déclencher des crises dans l'appareil judiciaire »*, AYIBO POST (Apr. 28, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/martin-aine-toute-nomination-de-juges-a-la-cour-de-cassation-sans-un-large-consensus-risque-de-declencher-des-criSES-dans-l-appareil-judiciaire/>.

¹²⁸ See *Lawyers fed up with paralyzed judicial system in Haiti*, *supra* note 3.

¹²⁹ See Jean, *supra* note 104; *Lawyers want courthouse moved to safer area, plan to protest at PM's home*, *supra* note 104; *Haiti - Insecurity: Exasperated and frustrated Haitian lawyers*, *supra* note 104.

¹³⁰ See, e.g., *Assassinat de Jovenel Moïse, le nouveau juge d'instruction craint pour sa sécurité*, *supra* note 104 (reporting that the investigating judge in the Moïse assassination fears for his safety and that of his family); *Haiti-Justice : L'APM et la FJKL appellent les Autorites a Garantir la Securite du Juge Louima Loudior, Menace de Mort par un Gang Arme*, *supra* note 106 (reporting that Judge Louima Loudior received death threats from the Kokorat sans ras gang in December, 2021, following a case before him involving members of that gang); *Justice : L'Association Nationale des Greffiers d'Haiti Demande de Garantir la Securite du Juge Louima Loudior et du Greffier Agony Gachette*, ALTERPRESSE (Dec. 29, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27831> (reporting that on December 23, 2021, the gang killed two of the Judge Loudior’s family members); *Haiti-News: Zapping*, *supra* note 106 (reporting that armed individuals attacked Judge Annie Fignolé on March 14 in the Delmas neighborhood of Port-au-Prince).

¹³¹ See *Haiti – News: Zapping*, HAITI LIBRE (Mar. 20, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36226-haiti-news-zapping.html>; Francklyn B. Geffrard, *Nomination de juges dans le système judiciaire : Pierre Espérance dénonce la confusion des rôles et des pouvoirs dans le processus*, RHINEWS (Mar. 22, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/nomination-de-juges-dans-le-systeme-judiciaire-pierre-esperance-denonce-la-confusion-des-roles-et-des-pouvoirs-dans-le-processus/> (reporting that RNDDH’s Pierre Espérance said that “certain credible judges have been sidelined because of consultations received by Ariel Henry from certain lawyers or because these magistrates have penalized relatives of those in power”); Francklyn B. Geffrard, *L'ANAMAH s'oppose à toute nomination de juges à la Cour de Cassation en dehors de la procédure constitutionnelle*, RHINEWS (Mar. 24, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/lanamah-soppose-a-toute-nomination-de-juges-a-la-cour-de->

[cassation-en-dehors-de-la-procedure-constitutionnelle/](#) (reporting that the President of the National Association of Haitian Magistrates noted that Henry and the Council of Ministers had no authority to act on behalf of the [non-existent] President in this matter).

¹³² *Le parquet de Port-au-Prince et une dizaine de cabinets d'instruction cambriolés*, LE NOUVELLISTE (May 11, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235726/le-parquet-de-port-au-prince-et-une-dizaine-de-cabinets-dinstruction-cambrioles> (reporting that the theft occurred in the same courthouse in Port-au-Prince that lawyers have been asking be moved for safety reasons).

¹³³ *Haiti - Insecurity: The Senate victim of a major burglary*, HAITI LIBRE (Apr. 22, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36481-haiti-insecurity-the-senate-victim-of-a-major-burglary.html>.

¹³⁴ RNDDH, Conditions générales de fonctionnement des Tribunaux de Paix en Haïti (Oct. 4, 2021), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2021/10/6-Rap-VS-Etude-Fonctionnement-des-Tribunaux-de-Paix-4Oct2021-FR.pdf>.

¹³⁵ RNDDH, *Zoom sur les tribunaux de paix du pays : Enquête de suivi sur l'accessibilité et la disponibilité du service public de justice de proximité* (Apr. 4, 2022), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/04/5-Rap-Tribunal-de-paix-05Avr2022-VS-FR.pdf>.

¹³⁶ See Francklyn B. Geffard, *Dysfonctionnement de l'appareil judiciaire : Les greffiers sont en grève dans les 18 juridictions du pays*, RHINEWS (Apr. 19, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/dysfonctionnement-de-lappareil-judiciaire-les-greffiers-sont-en-greve-dans-les-18-juridictions-du-pays/>; Marlyne Jean, *Haïti-Justice : Le Caddho appelle à la poursuite du dialogue institutionnel, pour une levée rapide de la grève des greffiers*, ALTER PRESSE (Apr. 18, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28199>.

¹³⁷ See Fenel Péliissier & Widlore Mérancourt, *Exclusif | Les greffiers rentrent en grève. La justice paralysée.*, AYIBO POST (Apr. 6, 2022), <https://ayibopost.com/exclusif-les-greffiers-rentrent-en-greve-la-justice-paralysee/>; *Haiti's judicial clerks group plans to strike for better salaries, safer courthouses*, HAITIAN TIMES (Apr. 14, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/13/haitis-judicial-clerks-group-plans-to-strike-for-better-salaries-safer-courthouses/>.

¹³⁸ See Francklyn B. Geffard, *Les greffiers haïtiens toujours en grève : La primature et le ministère des finances n'ont pas répondu à leurs revendications*, RHINEWS (May 8, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/les-greffiers-haitiens-toujours-en-greve-la-primature-et-le-ministere-des-finances-nont-pas-repondu-a-leurs-revendications/>; Alina Ramos Martin, *Haitian court clerks partially lift their strike*, PRENSA LATINA (May 26, 2022), <https://www.plenglish.com/news/2022/05/26/haitian-court-clerks-partially-lift-their-strike/> (reporting that clerks announced a partial lift of the strike on May 26 after the Justice Minister granted debit cards and appointed trained employees, per the clerks' demands).

¹³⁹ See *Lawyers fed up with paralyzed judicial system in Haiti*, *supra* note 3 (reporting that “the prison system has room for 3,000 inmates but holds more than 11,200, 80 percent of whom are simply waiting to go on trial, and some of them have been for years, according to penal officials. And the living conditions are deplorable.”); Jacqueline Charles & Antonio Maria Delgado, *‘Like living in a concentration camp’: Haitian prisons run out of food and water*, MIAMI HERALD (May 30, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article261758132.html>; UNGA, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Haiti, *supra* note 9 (fourteen member states of the HRC issued recommendations during Haiti's third UPR in January that the government improve abhorrent prison conditions and the high rate of pretrial detention).

¹⁴⁰ See Jacqueline Charles, *Haiti cops caught soldier in stolen car. His fast release raises questions of unequal justice*, MIAMI HERALD (Dec. 3, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article256085317.html>.

¹⁴¹ UNGA, National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21: Haiti, A/HRC/WG.6/40/HTI/1 (Jan. 4, 2022), <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/upr/ht-index;Webinar: Haiti's Latest Universal Periodic Review & the Human Rights Situation in Haiti>, *supra* note 10.

¹⁴² Ramos Martin, *supra* note 138; see also BINUH Report, Feb. 15, 2022, at 7, ¶ 27 (putting the number at 81 percent).

¹⁴³ A humanitarian observer emphasized that the high number of arrests, non-functional courts, and over-crowded prisons all point to a much higher percentage of pretrial detention than official reports would indicate. They added that many people who have been arrested and charged, but not tried and convicted, are held in police stations or makeshift prisons, which means they are not counted as part of the official prison population.

¹⁴⁴ BINUH Report, Feb. 15, 2022 at 7, ¶ 29 (reporting that “[a]s at 19 January [2022], Haitian prisons held a total of 11,003 inmates, including 387 women, 237 boys and 18 girls, and had an estimated overall occupancy rate of 322 per cent, with 9,005 inmates awaiting trial. The issue of prison overcrowding, with some prisons currently housing

five times as many inmates as they were designed to hold, was further exacerbated by the relocation of hundreds of individuals detained in three southern region prisons which suffered extensive damage during the 14 August earthquake.”); *see also* Teresa Romero, *Prison occupancy levels in Caribbean countries 2022*, STATISTICA (March 24, 2022), <https://www.statista.com/statistics/1297433/prison-occupancy-rates-caribbean-country/> (reporting that as of March 2022, “Haiti had a 454.4 percent prison occupancy rate in 2022, being the country with the most overcrowded prison system in the Caribbean”).

¹⁴⁵ *See* BINUH Report, Feb. 15, 2022, at 7, ¶ 29.

¹⁴⁶ *See* Charles & Maria Delgado, *supra* note 139. Insecurity has compounded the problem, with prisoners who previously relied on their family members or human rights organizations to bring them food now going hungry because it is too dangerous for them to make the journey to the prison. *Id.*

¹⁴⁷ *Le gang « 400 Mawozo » menace d’attaquer la prison de la Croix-des-Bouquets pour faciliter l’évasion de détenus*, HAITI EN MARCHE (April 18, 2022), https://haitienmarche.com/index.php?option=com_content&view=article&id=12196:le-gang-400-mawozo-menace-d-attaquer-la-prison-de-la-croix-des-bouquets-pour-faciliter-l-evasion-de-detenus&catid=15:en-bref&Itemid=280.

¹⁴⁸ *Id.*; *see also* Charles & Maria Delgado, *supra* note 139 (reporting that the walls of the National Penitentiary are “visibly crumbling”).

¹⁴⁹ *Le gang « 400 Mawozo » menace d’attaquer la prison de la Croix-des-Bouquets pour faciliter l’évasion de détenus*, *supra* note 147. A salient example of this is the leader of the 400 Mawozo gang, Joly Germiné, who was able to run 400 Mawozo operations out of the Haitian prison where he was being held using “unmonitored” cell phones, until he was extradited to the United States on weapons smuggling charges in early May. *See* Jordan Freiman, *Haitian gang leader charged in kidnapping of missionaries*, CBS NEWS (May 10, 2022), <https://www.cbsnews.com/news/joly-germine-400-mawozo-gang-haiti-charged-kidnapping-missionaries/>; Glenn Thrush, *Haitian Gang Leader Is Charged With Abducting American Missionaries*, NY TIMES (May 10, 2022), <https://www.nytimes.com/2022/05/10/us/politics/haitian-mawozo-gang-kidnapping-charges.html>.

¹⁵⁰ *See* Charles & Maria Delgado, *supra* note 139.

¹⁵¹ *See* Charles, *Haiti cops caught soldier in stolen car. His fast release raises questions of unequal justice*, *supra* note 140 (discussing impunity for a Haitian soldier involved in a stolen car ring as just one of many examples of Haiti’s “troubled and corrupt justice system,” which gives special treatment based on political affiliation. A PNH officer “cited several instances where police have attempted to dismantle gangs by arresting their leaders based on police investigations, only to have judges free the individuals, sometimes after mere hours.”); *see also supra* notes 127, 131.

¹⁵² *See* Charles, *Haiti cops caught soldier in stolen car. His fast release raises questions of unequal justice*, *supra* note 140.

¹⁵³ *See* Amnesty International, *supra* note 93.

¹⁵⁴ *See* Geffrard, *Le journaliste Vladjimy Legagneur toujours porté disparu : L’enquête de la police judiciaire se poursuit indéfiniment, 4 ans après*, *supra* note 108; *Disparition de Vladjimir Legagneur : quatre ans après, la justice toujours muette*, LE NOUVELLISTE (Mar. 14, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234690/disparition-de-vladjimir-legagneur-quatre-ans-apres-la-justice-toujours-muette>.

¹⁵⁵ At least 71 people were killed in the 2018 La Saline massacre, which was believed to be politically motivated. Many of those involved in the massacre – including then-police officer-turned gang leader Jimmy Chérizier and then-government officials Fednel Monchery and Joseph Pierre Richard Duplan – have faced no consequences. *See, e.g.*, IJDH UPR Justice Sector Report, *supra* note 124, at ¶ 6(b).

¹⁵⁶ *See, e.g.*, Marlyne Jean, *Droits humains : La Fondation devoir de mémoire-Haïti réclame vérité et justice sur l’ensemble des massacres, perpétrés depuis 60 ans*, ALTERPRESSE (Mar. 24, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28122>.

¹⁵⁷ *See, e.g.*, *Gouvernance, lutte contre la corruption et les violations des droits humains, les États-Unis balisent leur financement à Haïti*, LE NOUVELLISTE (Mar. 15, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234710/gouvernance-lutte-contre-la-corruption-et-les-violations-des-droits-humains-les-etats-unis-balisent-leur-financement-a-haiti> (the 2022 U.S. Haiti Institutional Development, Accountability, and Transparency Act (Haiti Act) highlighted concerns of impunity for those involved in the La Saline massacre); UNGA, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Haiti, *supra* note 9 (France and the United States specifically called on Haiti during its third UPR in January to investigate massacres).

¹⁵⁸ *See* IJDH UPR Justice Sector Report, *supra* note 124, at ¶ 6. (“These massacres include eight massacres in La Saline (2018-2020), two massacres in Nan Tokyo (2019), three massacres in Bel Air (2019-2021), one massacre in

Martissant (2020), two massacres in Cité Soleil (2020-2021), Delmas 32 (2021), and...[one]massacre in the Martissant/Bas-Demalás/Cité Soleil/Croix-des Bouquets areas (2021).”)

¹⁵⁹ See also *supra* notes 47-48, 51.

¹⁶⁰ See IJDH December 2021 Update, *supra* note 1.

¹⁶¹ Jacqueline Charles, *Haiti corruption scandal: Billions wasted in Venezuelan PetoCaribe aid, new report shows*, MIAMI HERALD (Aug. 19, 2020), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article245045015.html>. Former President Martelly, who was implicated in the PetroCaribe scandal, is currently on trial in the United States for a separate embezzlement scandal. See also *supra* note 118.

¹⁶² Dorval was a vocal critic of Moïse’s administration, and his assassination in August 2020 was widely described as politically motivated. See IJDH UPR Justice Sector Report, *supra* note 124, at ¶ 6(d); *Les Avocats du Barreau de Port-au-Prince Continuent de Demander Justice pour la Batonnier Dorval*, LE NOUVELLISTE (Dec. 29, 2021), <https://lenouvelliste.com/alaminute/20745/les-avocats-du-barreau-de-port-au-prince-continuent-de-demander-justice-pour-le-batonnier-dorval>.

¹⁶³ See « *Le dossier de Me Monferrier Dorval n’est pas mort* », *supra* note 105; Francklyn B. Geffrard, *Menaces sur la sécurité du juge Rénord Régis : Préoccupée, l’ANAMAH alerte l’union internationale des magistrats*, RHINEWS (Jun. 20, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/menaces-sur-la-securite-du-juge-renord-regis-preoccupee-lanamah-alerte-lunion-internationale-des-magistrats/>; IJDH December 2021 Update, *supra* note 1.

¹⁶⁴ See *Assassinat de Monferrier Dorval et de Jovenel Moïse : des dossiers sans domicile fixe*, LE NOUVELLISTE (May 10, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235690/assassinat-de-monferrier-dorval-et-de-jovenel-moise-des-dossiers-sans-domicile-fixe> (discussing the lack of progress in the Dorval and Moïse assassinations, both of which lack an investigating judge).

¹⁶⁵ See *Où en est la justice haïtienne avec l’enquête sur l’assassinat du président Moïse?*, LE NOUVELLISTE (Apr. 21, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235340/ou-en-est-la-justice-haitienne-avec-lenquete-sur-lassassinat-du-president-moise>; BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, *supra* note 52, at ¶ 10; *Assassinat du président : la justice haïtienne piétine, l’administration Biden s’intéresse à l’enquête*, LE NOUVELLISTE (Mar. 17, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234737/assassinat-du-president-la-justice-haitienne-pietine-ladministration-biden-sinteresse-a-lenquete>; *Haiti-Onu : Le Conseil des Droits Humains Demande de Traduire en Justice les Auteurs du Meurtre de Jovenel Moïse*, ALTERPRESSE (Feb. 1, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27954>.

¹⁶⁶ See Matt Rivers, Etant Dupain & Natalie Gallón, *supra* note 116; (reporting that Henry spoke with the key suspect of the assassination, Joseph Felix Badio, twice over the phone in the early morning after the assassination, and met with him at his own residence); Anatoly Kurmanav, *Haitian Prime Minister Had Close Links With Murder Suspect*, NY TIMES (Jan. 10, 2022), <https://www.nytimes.com/2022/01/10/world/americas/haitian-prime-minister-assassination-suspect.html>; *Haiti – News: Zapping...*, HAITI LIBRE (Jan. 11, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35692-haiti-news-zapping.html>; *Ex-Judge in Assassination Inquiry Alleges PM Henry Co-Planned It, Feels Threatened*, *supra* note 116; *Haiti – Assassination Moïse: Former PM Claude Joseph with the OAS accuses Ariel Henry, the Haitian Chancellery Reacts*, HAITI LIBRE (Jan. 1, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35832-haiti-assassination-moise-former-pm-claude-joseph-with-the-oas-accuses-ariel-henry-the-haitian-chancellery-reacts.html>.

¹⁶⁷ See Matt Rivers, Etant Dupain & Natalie Gallón, *supra* note 116.

¹⁶⁸ See *id.* (Claude told CNN “I wanted to indict Ariel Henry after questioning him and I think Ariel knew it, and fired me, and ignored my request (to come in for questioning)”).

¹⁶⁹ See *id.*

¹⁷⁰ See Abi-Habib, *Haiti’s Leader Kept a List of Drug Traffickers. His Assassins Came for It*, *supra* note 122 (discussing evidence that, prior to his death, Moïse had turned on former allies Martelly, Dorcé, and businessman and known drug trafficker Charles Saint-Rémy, and that they likely played a role in the planning of his assassination).

¹⁷¹ See *id.*

¹⁷² See *Haiti police say former Supreme Court judge suspect in president's killing*, REUTERS (Jul. 31, 2021), <https://www.reuters.com/world/americas/haiti-police-say-former-supreme-court-judge-suspect-presidents-killing-2021-07-31/>; Johnston, *supra* note 116.

¹⁷³ See Johnston, *supra* note 116 (including at least twelve Haitian police officers, eighteen retired members of the Colombian military, and the alleged mastermind, Haitian-American pastor Christian Emmanuel Sanon).

¹⁷⁴ The U.S. Federal Bureau of Investigations has been conducting its own investigation into the assassination, on the ground that the crime was partially planned in the United States. Three suspects have been charged in this investigation. In March, President Biden signed legislation requiring the State Department to compile a report on the investigation's progress in Haiti and the United States. See Widlore Mérancourt et al., *Haiti's assassination probe has stalled. The U.S. one is advancing.*, WASHINGTON POST (Apr. 8, 2022), <https://www.washingtonpost.com/world/2022/04/08/haiti-moise-assassination-investigation/>; *US Charges Third Suspect in Assassination of Haiti's Moïse*, VOA NEWS (May 9, 2022), <https://www.voanews.com/a/us-charges-third-suspect-in-assassination-of-haiti-s-moise/6564416.html>; *Consolidated Appropriations Act, 2022*, H. R. 2471, Div. V ¶¶ 107, 108 (Jan. 2022), <https://www.govinfo.gov/content/pkg/BILLS-117hr2471enr/pdf/BILLS-117hr2471enr.pdf>. The U.S. investigation also calls attention to allegations by suspects that “various U.S. agencies were aware of or directly supported their actions.” Johnston, *supra* note 116; Abi-Habib, *Haiti's Leader Kept a List of Drug Traffickers. His Assassins Came for It*, *supra* note 122 (reporting that “[i]n November, the Senate Judiciary Committee criticized the D.E.A. for corruption allegations that have swirled around its Haiti operations, citing a Times investigation in August linking Mr. Moïse's head of palace security to the drug trade”); Press Release, Chuck Grassley Office, *Judiciary Committee Leaders Press DEA On Lack Of Internal Oversight* (Nov. 16, 2021), <https://www.grassley.senate.gov/news/news-releases/judiciary-committee-leaders-press-dea-on-lack-of-internal-oversight>.

¹⁷⁵ See e.g., *New arrests, but even more unanswered questions over Haitian president's slaying*, FRANCE 24 (Jan. 22, 2022), <https://www.france24.com/en/live-news/20220122-new-arrests-but-even-more-unanswered-questions-over-haitian-president-s-laying>; Matt Rivers, Etant Dupain & Natalie Gallón, *supra* note 116; Mérancourt et al., *Haiti's assassination probe has stalled. The U.S. one is advancing.*, *supra* note 174.

¹⁷⁶ *Affaire Moïse : plus de juge d'instruction, l'enquête à l'arrêt*, LE NOUVELLISTE (Apr. 25, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235380/affaire-moise-plus-de-juge-dinstruction-lenquete-a-larret>; *Haiti - FLASH: Assassination of the President, no more investigating judge*, HAITI LIBRE (Apr. 27, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36522-haiti-flash-assassination-of-the-president-no-more-investigating-judge.html>; *Assassinat de Jovenel Moïse : le juge d'instruction, en fin de mandat, n'a encore ni des moyens ni le dossier*, LE NOUVELLISTE (Mar. 21, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234793/assassinat-de-jovenel-moise-le-juge-dinstruction-en-fin-de-mandat-na-encore-ni-des-moyens-ni-le-dossier>; *Assassinat de Monferrier Dorval et de Jovenel Moïse : des dossiers sans domicile fixe*, *supra* note 164.

¹⁷⁷ *Walter Wesser Voltaire, le cinquième juge d'instruction désigné sur l'assassinat de Jovenel Moïse*, LE NOUVELLISTE (May 31, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/236104/walter-wesser-voltaire-le-cinquieme-juge-dinstruction-designe-sur-l-assassinat-de-jovenel-moise>.

¹⁷⁸ See Matt Rivers, Etant Dupain & Natalie Gallón, *supra* note 116; *Haiti – Assassination Moïse: Former PM Claude Joseph with the OAS accuses Ariel Henry, the Haitian Chancellery Reacts*, *supra* note 166; *Haiti – Assassination Moïse: The ex-PM Claude Joseph Surprised by the Reaction of the Government*, HAITI LIBRE (Jan. 30, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35840-haiti-assassination-moise-the-ex-pm-claude-joseph-surprised-by-the-reaction-of-the-government.html>; Francklyn B Geffrard, *Daniel Foote : « Ariel Henry fait obstruction à l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse. Il devrait s'expliquer à la justice haïtienne et internationale »*, RHINEWS (Apr. 7, 2022) <https://www.rhinews.com/actualites/daniel-foote-ariel-henry-fait-obstacle-a-lenquete-sur-l-assassinat-de-jovenel-moise-il-devrait-sexpliquer-a-la-justice-haitienne-et-internationale/>.

¹⁷⁹ See Geffrard, *Assassinat de Jovenel Moïse : L'enquête toujours dans l'impasse. Le mandat du magistrat instructeur expire*, *supra* note 107 (reporting that the DCPJ failed to give the new investigating judge the case file, meaning he was never able to begin his investigation before his mandate expired); *Newest Moïse assassination case judge does not have docket, fears for safety*, HAITIAN TIMES (Apr. 11, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/11/newest-moise-assassination-case-judge-does-not-have-docket-fears-for-safety/>; Mérancourt et al., *Haiti's assassination probe has stalled. The U.S. one is advancing.*, *supra* note 174; *Haiti - FLASH: The safe of the general registry of the TPI of Port-au-Prince has disappeared*, HAITI LIBRE (Nov. 10, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35209-haiti-flash-the-safe-of-the-general-registry-of-the-tpi-of-port-au-prince-has-disappeared.html> (reporting that evidence pertaining to the investigation was stolen in November); Jacqueline Charles, *Stolen court safe held secrets of a high-profile killing. Can justice survive in Haiti?*, MIAMI HERALD (Nov. 26, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255970912.html>.

¹⁸⁰ See Francklyn B Geffrard, *Affaire Garry Orélien : Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Ouvre une Enquête sur le Comportement du Juge . . .*, RHINEWS (Feb. 2, 2022, 6:25 AM), <https://www.rhinews.com/actualites/affaire-garry-orélien-le-conseil-superieur-du-pouvoir-judiciaire-ouvre-une>

[enquete-sur-le-comportement-du-juge/](#); *Haitian judge in Moïse murder investigation quits as corruption accusations emerge*, HAITIAN TIMES (Jan. 23, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/01/23/haitian-judge-in-moise-murder-investigation-quits-as-corruption-accusations-emerge/> (reporting that the Superior Council of the Judiciary opened an investigation into Judge Orélien in February based on a request from RNDDH “saying that the judge received USD \$20,000 to lift a ban on leaving the country that had been issued against one person implicated in the murder. Orélien had also requested money from fugitives against whom Haitian authorities had issued arrest warrants.”); *Haiti - News: Zapping*, HAITI LIBRE (Apr. 12, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36410-haiti-news-zapping.html> (reporting that the administration allegedly blocked key information from inclusion in the DCPJ’s official report of the assassination, which contains only 20 percent of the relevant information).

¹⁸¹ See *Assassinat de Jovenel Moïse, le nouveau juge d’instruction craint pour sa sécurité*, *supra* note 104 (reporting that Judge Belabre, who was appointed to replace Judge Orélien, expressed fears for his safety and that of his family); *Le ministre de la Justice promet les moyens nécessaires au juge Belabre*, LE NOUVELLISTE (Mar. 13, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234729/le-ministre-de-la-justice-promet-les-moyens-necessaires-au-juge-belabre>; Geffrard, *Assassinat de Jovenel Moïse : L’enquête toujours dans l’impasse. Le mandat du magistrat instructeur expire*, *supra* note 107; *Assassinat de Jovenel Moïse : le juge d’instruction, en fin de mandat, n’a encore ni des moyens ni le dossier*, *supra* note 176.

¹⁸² See *Newest Moïse assassination case judge does not have docket, fears for safety*, *supra* note 179.

¹⁸³ *Haiti – News: Zapping*, *supra* note 180.

¹⁸⁴ See generally IJDH, Submission to the United Nations Human Rights Council: Gender-Based Violence in Haiti (2022), http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/12/Gender-Based-Violence-in-Haiti_UPR-Submission_EN-1.pdf (hereinafter **IJDH UPR GBV Report**); see also Sophie Cousins, ‘We are fighting the system’: Haiti lawyers taking rape to the courts, GUARDIAN (Apr. 18, 2022), <https://www.theguardian.com/global-development/2022/apr/18/haiti-sexual-violence-rape-gangs-victims-women-lawyers>.

¹⁸⁵ See Arelis R. Hernández & Samantha Schmidt, *Search for survivors ongoing after migrant boat sinks near Puerto Rico*, WASHINGTON POST (May 13, 2022), <https://www.washingtonpost.com/nation/2022/05/12/puerto-rico-migrant-boat-capsizes/>; *Solidarite Fanm Aysisyèn (SOFA)*, Global Justice Clinic (GJC) & IJDH, Submission on violence against women and girls in the context of the climate crisis (2022), https://chrgj.org/wp-content/uploads/2022/04/220331_SOFA_GJC_IJDH_Submission-to-Special-Rapporteur_-English.pdf. For example, Haitian women and persons with disabilities, particularly those in rural or disadvantaged areas, lack adequate access to drinking water and sanitation services and healthcare. See UNGA, Summary of Stakeholders’ submissions on Haiti, A/HRC/WG.6/40/HTI/3, ¶¶ 23, 27 (Nov. 22, 2021), <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/upr/ht-index>.

¹⁸⁶ See Geffrard, *La FJKL plaide pour le respect systématique des droits des femmes Haïtiennes*, *supra* note 8; UNGA, Summary of Stakeholders’ submissions on Haiti, *supra* note 185, at ¶ 32.

¹⁸⁷ See Hernández & Schmidt, *supra* note 185; see also *infra* notes 324-26.

¹⁸⁸ See UNGA, Compilation on Haiti, A/HRC/WG.6/40/HTI/2, ¶ 33 (Nov. 10, 2021), <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/upr/ht-index>; Global Protection Cluster, *supra* note 5, at 7; Cousins, *supra* note 184; UNGA, Report of the Working Group on the Universal Periodic Review: Haiti, *supra* note 9 (27 member states of the HRC issued recommendations during Haiti’s third UPR in January that the government take urgent measures to fight GBV and ensure access to adequate reproductive and sexual healthcare).

¹⁸⁹ See UNGA, Summary of Stakeholders’ submissions on Haiti, *supra* note 185, at ¶ 40.

¹⁹⁰ For example, people with disabilities were disproportionately impacted by the violence in Croix-des-Bouquets in April and May because they were largely unable to flee. Amélie Baron, *Ils ont fui les gangs, mais restent paniqués : « c’est tout Haïti qui est en danger »*, LA PRESSE (May 6, 2022), <https://www.lapresse.ca/international/caribes/2022-05-06/ils-ont-fui-les-gangs-mais-restent-paniques-c-est-tout-haiti-qui-est-en-danger.php#>; see also *Greater Inclusion Necessary for Haitians Living With a Disability*, WORLD BANK (Dec. 17, 2021), <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2021/12/17/greater-inclusion-necessary-for-haitians-living-with-a-disability>; *Haiti: Resilience in times of crisis*, UN WOMEN (Mar. 2, 2022), <https://untf.unwomen.org/en/stories/feature-story/2022/03/haiti-resilience-in-times-of-crisis>.

¹⁹¹ See *Haiti: Gender-Based Violence and Rule of Law*, CENTER GENDER & REFUGEES STUDIES, <https://cgrs.uchastings.edu/our-work/haiti-gender-based-violence-and-rule-law> (last visited Jun. 3, 2022).

¹⁹² See IJDH, *Webinar: Advancing Women’s Rights in Haiti: The Fight for Political Participation, Social Equality, and an End to Gender-Based Violence* (Mar. 8, 2022), http://www.ijdh.org/ijdh_events/save-the-date-international-womens-day-webinar-on-womens-political-participation-and-gender-based-violence-in-haiti/; Cousins, *supra* note

184; Daphnine Joseph, *Genre : Les acquis du mouvement des femmes de plus en plus fragilisés en 2021 en Haïti*, ALTER PRESSE (Jan. 5, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27849>.

¹⁹³ The Commission is the body behind the Montana Accord, and one of its leaders is a woman. See *Commission for Haitian Solution to the Crisis: Notice for launching*, HAITI WATCH (May 12, 2021), <https://www.haitiwatch.org/home/commissionforhaitiansolution>; Ives, *MOLEGHAF se retire de l'accord de Montana*, *supra* note 21.

¹⁹⁴ *Genre : Plaidoyer du Parti Politique en Avant Pour la Parité Hommes-Femmes en Haïti*, ALTER PRESSE (Feb. 14, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27993>.

¹⁹⁵ Other programs to improve women's participation are starting to take form in Haiti. See *The Governance of the Spotlight Program in Haiti is Strengthening*, HAITI LIBRE (Feb. 14, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35958-haiti-politic-the-governance-of-the-spotlight-program-in-haiti-is-strengthening.html> (the Spotlight Program, which is backed by multiple UN Agencies like UN Women and UN Development Programme, is intended to strengthen women's participation and is part of a partnership with the UN and EU aims to eliminate violence against women across 51 municipalities in Haiti).

¹⁹⁶ There are almost no women elected officials in Haiti, and only several appointed high officials. There are no female judges in Haiti's highest court, *Cour de Cassation*, and no female senators or members of parliament – due at least in part to the fact that no elections have been held in Haiti since 2017. Henry has appointed only six women as Ministers, including two in 2022, and no women serve as Directors General of ministries. See *Ministerial reshuffle, 8 New Ministes*, HAITI LIBRE (25 November 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35323-haiti-flash-ministerial-reshuffle-8-new-ministers.html>; *Haiti – Politic: 10 new appointments to the Government* (Jan. 12, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35694-haiti-politic-10-new-appointments-to-the-government.html>; UNGA, *Compilation on Haiti*, *supra* note 188, at ¶ 47.

¹⁹⁷ See UNGA, *Compilation on Haiti*, *supra* note 188, at ¶ 47.

¹⁹⁸ See IJDH, Nègès Mawon & GJC, *Input for SR VAW's Report on Violence Against Women in the Context of the Climate Crisis: Observations on Challenges and Opportunities in Haiti* (2022), <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2022/04/Input-for-SR-VAW-re-VAW-Climate-NegesMawon-IJDH-GJC.pdf>; *The United Nations Advocates for the Involvement of Women and Girls in the Construction of Haiti*, ALTER PRESSE (Mar. 8, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28058>.

¹⁹⁹ See SOFA, GJC & IJDH, *supra* note 185.

²⁰⁰ See Joseph, *Genre : Les acquis du mouvement des femmes de plus en plus fragilisés en 2021 en Haïti*, *supra* note 192 (reporting that “[t]he country's moribund economy considerably compromises the economic activities and purchasing power of Haitian women, particularly rural women. Generally living from subsistence farming, women traders and farmers are largely affected by the accelerated depreciation of the gourde.”); SOFA, GJC & IJDH, *supra* note 185 (reporting that “[r]ural women face financial insecurity, with rural female-headed households substantially poorer than male-headed households,” and discussing government land grabs of territory used for subsistence farming to establish free-trade zones used for the export of goods, to the financial benefit of politicians and wealthy businessmen); IJDH, Nègès Mawon & GJC, *supra* note 198 (reporting that “as increasing desertification (both due to logging and climate-driven changes to rainfall patterns) in Haiti has reduced the amount of farmable land and thus increased land competition, women's predominance in small-scale farming for personal consumption and exclusion from larger, irrigated farming operations renders them more vulnerable even to small climate shifts, subject to competition-related violence, and less able to access resources that might increase their resilience.”).

²⁰¹ For example, to this day, cohabitation is the most common type of union in Haiti; however, because cohabitation is not recognized in the Civil Code, women are not afforded certain rights, such as the right to inherit property after the death of a spouse. See Melissa Beralus, *Le Concubinage ne Donne pas aux Femmes Haïtiennes le Droit d'Hériter de Leur Conjoint*, AYIBO POST (Dec. 29, 2021), <https://ayibopost.com/le-concubinage-ne-donne-pas-aux-femmes-haitiennes-le-droit-dheriter-de-leur-conjoint/>.

²⁰² See, e.g., Francklyn B. Geffrard, *Les Femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes ont Moins de Droits Juridiques que les homes, révèle une étude de la Banque Mondiale*, RHINEWS (Mar. 1, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/les-femmes-damerique-latine-et-des-caraibes-ont-moins-de-droits-juridiques-que-les-hommes-revele-une-etude-de-la-banque-mondiale/>.

²⁰³ See Joseph, *Genre : Les acquis du mouvement des femmes de plus en plus fragilisés en 2021 en Haïti*, *supra* note 192; IJDH, Nègès Mawon & GJC, *supra* note 198; UNGA, *Summary of Stakeholders' submissions on Haiti*, *supra* note 185; *Students protest against alleged sexual assault at Northern Department school*, HAITIAN TIMES (Apr. 21, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/21/students-protest-against-alleged-sexual-assault-at-northern-department->

[school](#); *Human Rights: The Security Working Group Condemns All Forms of Sexual Violence in Haiti*, ALTER PRESSE (Dec. 11, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27758>.

²⁰⁴ See Cousins, *supra* note 184; Global Protection Cluster, *supra* note 5, at 6; Global Protection Cluster, Haiti under Gang Control: The Uprising of Sexual Violence, *supra* note 57.

²⁰⁵ Global Protection Cluster, Haiti under Gang Control: The Uprising of Sexual Violence, *supra* note 57, at 6.

²⁰⁶ UNGA, Summary of Stakeholders' submissions on Haiti, *supra* note 185, at ¶ 34; *see also id.* at ¶ 32 (reporting that the Departmental Initiative Against Child Trafficking in Haiti documented nearly 500 cases of sexual violence against women and girls in Saint-Marc and Croix-des-Bouquets between January 2018 and March 2021); *Violence Against Women Prevalence Estimates, 2018*, WORLD HEALTH ORGANIZATION (Mar. 9, 2021), <https://www.who.int/publications/i/item/9789240022256> (the UN's latest estimate from 2018 indicated that 23 percent of women who live with a partner are victims of intimate partner violence within their lifetimes); *Haiti: Humanitarian Needs Overview (HNO) – Summary (2021)*, HUMANITARIAN RESPONSE (2021), <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haiti/document/haiti-humanitarian-needs-overview-summary-2021> (in its most recent report on the subject, the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs found a 377 percent increase in reported GBV cases in 2021).

²⁰⁷ See IJDH, Nègès Mawon & GJC, *supra* note 198.

²⁰⁸ See *Human Rights: The Security Working Group Condemns All Forms of Sexual Violence in Haiti*, *supra* note 203; Geffrard, *La FJKL plaide pour le respect systématique des droits des femmes Haïtiennes*, *supra* note 8; Cousins, *supra* note 184; Amnesty International et al., Stop US deportations and abuse against Haitians on the move: an urgent step towards creating just policies for Haitians (Dec. 15, 2021), <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/12/AMR3651012021ENGLISH.pdf>.

²⁰⁹ UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General, *supra* note 25, at ¶ 32; *see also Cousins*, *supra* note 184; *see also supra* note 43.

²¹⁰ See Kri Fanm Ayiti, *supra* note 50.

²¹¹ See Geffrard, *La FJKL plaide pour le respect systématique des droits des femmes Haïtiennes*, *supra* note 8; Global Protection Cluster, *supra* note 5, at 5 (a senior police officer in charge of the *Coordination Nationale des Affaires Féminines (CNAF)* noted that the “extremely weak” judicial and police responses to GBV are due to “the fact that survivors don’t report their cases because they fear retaliation upon their return to gang-controlled areas and because the police itself cannot access the most affected areas due to insecurity and lack of means.” The report additionally emphasizes that “police are not considered as entry point for SGBV survivors. Between June and December, officially zero cases of sexual violence were officially documented by... [CNAF].”). This is in contrast to the afore-mentioned high rates reported by other actors.

²¹² BAI has worked since 1995 in constitutional and international human rights law and grassroots solidarity to advance justice and protection of human rights in Haiti. IJDH works closely with BAI as its U.S.-based solidarity organization.

²¹³ Cousins, *supra* note 184. Information provided by stakeholders before Haiti’s third UPR in January supports this. UNGA, Summary of Stakeholders' submissions on Haiti, *supra* note 185, at ¶ 33; *see also* Global Protection Cluster, *supra* note 5.

²¹⁴ See Cousins, *supra* note 184.

²¹⁵ Global Protection Cluster, Haiti under Gang Control: The Uprising of Sexual Violence, *supra* note 57.

²¹⁶ Jacqueline Charles, *Readers help maternity hospital in Haiti reopen its doors with a new generator*, MIAMI HERALD (Jan 20, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article257544123.html>; Global Protection Cluster, *supra* note 5 (reporting that hospital closures have “put the lives of hundreds of child-bearing women and new-born babies at risk...pregnant women were compelled to search for medical care further away, making it sometimes impossible due to the cost of transportation or gang activities”); Charles, *Twelve days after one of their doctors was abducted, these Haiti hospitals are still closed*, *supra* note 56 (reporting that “[t]wo hospitals in Haiti’s capital that specialize in the care of childhood cancer, COVID-19 and women with high-risk pregnancies remain closed more than a week after they suspended operations [on May 9] to demand the release of one of their doctors...to protest the violence that’s paralyzing medical care in the country.” St. Damien hospital – which sees approximately 80,000 patients per year and specializes in children’s and reproductive care.); *see also supra* notes 56-57 and *infra* notes 283-84, 287.

²¹⁷ See Charles, *Doctors Without Borders forced to suspend Haiti medical care again due to gang violence*, *supra* note 27.

²¹⁸ Cousins, *supra* note 184.

²¹⁹ See *Impacts on Maternal Health in Haiti*, EVERY MOTHER COUNTS, <https://everymothercounts.org/grants/haiti-a-deeper-dive/#:~:text=Haiti's%20maternal%20mortality%20ratio%20remains,for%20every%20100%2C000%20live%20births> (last visited Jun. 4, 2022) ; see also *Inauguration du pôle Nord de la faculté de sages-femmes d'Haïti*, LE NOUVELLISTE (Feb. 2, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234349/inauguration-du-pole-nord-de-la-faculte-de-sages-femmes-dhaiti>.

²²⁰ See, e.g., *Access to Maternal Healthcare Suffers as Gang Violence Hits Home*, HEARTLINE MINISTRIES – HAITI, <https://heartlineministries.org/29862/access-to-maternal-healthcare-suffers-as-gang-violence-hits-home/> (last visited Jun. 4, 2022).

²²¹ *Impacts on Maternal Health in Haiti*, *supra* note 220.

²²² See *supra* note 57.

²²³ *Americas: Defence of human rights under fire in pandemic-hit region*, AMNESTY INTERNATIONAL (Mar. 29, 2022), <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/03/americas-human-rights-under-fire/>.

²²⁴ See *56% of maternal deaths in the country are of Haitian women*, DOMINICAN TODAY (Apr. 21, 2022), <https://dominantoday.com/dr/local/2022/04/21/56-of-maternal-deaths-in-the-country-are-of-haitian-women/>; *Haiti – News: Zapping...*, HAITI LIBRE (Apr. 28, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36535-haiti-news-zapping.html>; see also *infra* note 320.

²²⁵ See IJDH, Nègès Mawon & GJC, *supra* note 198.

²²⁶ See *id.*

²²⁷ See SOFA, GJC & IJDH, *supra* note 185.

²²⁸ See CARDH, *Droits sociaux et économiques 15* (Mar. 9, 2022), <https://cardh.org/wp-content/uploads/2022/03/CARDH-Rapport-Droits-Socio-Economiques-Mars-2022.pdf>.

²²⁹ See *Haiti - News: Zapping*, HAITI LIBRE (Dec. 29, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35594-haiti-news-zapping.html>; Francklyn B Geffrard, *Haïti, 4,5 millions d'Haïtiens menaces par la faim, selon le PAM...*, RHINEWS (Mar. 22, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/haiti-45-millions-dhaitiens-menaces-par-la-faim-selon-le-pam/>.

²³⁰ See *Factory workers strike for better wages in Port-au-Prince, want USD \$14 daily*, HAITIAN TIMES (Feb. 10, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/02/10/factory-workers-strike-for-better-wages-in-port-au-prince-want-usd-14-daily/>.

²³¹ See e.g. Marlyne Jean, *Haïti: Le budget de la santé est insuffisant, selon le premier ministre de facto Ariel Henry*, ALTERPRESSE (Apr. 7, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28173>; UNICEF: 300,000+ children in Haiti still have no school buildings to attend, HAITIAN TIMES (Feb. 16, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/02/16/unicef-300000-children-in-haiti-still-have-no-school-buildings-to-attend/>; *En Haïti, l'avenir des enfants est menacé par les gangs, selon l'Unicef*, *supra* note 62.

²³² In addition to numerous earthquakes, floods in February 2022 left three people dead and over 7,000 homes damaged. See *Haiti floods have left three dead and one person missing, official says*, REUTERS (Feb. 1, 2022), <https://www.reuters.com/world/americas/haiti-floods-have-left-three-dead-one-person-missing-official-says-2022-02-01/>; *Intempéries : Deux morts et plus de 7 mille maisons inondées dans le grand Nord d'Haïti*, ALTERPRESSE (Mar. 10, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28070>; see also *Haiti – Environment: Next hurricane season above normal*, HAITI LIBRE (Apr. 11, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-36399-haiti-environment-next-hurricane-season-above-normal.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter (predicting an above-average hurricane season); *Haïti sous la menace d'une onde tropicale*, LE NOUVELLISTE (Apr. 19, 2022); <https://lenouvelliste.com/article/235278/haiti-sous-la-menace-dune-onde-tropicale> (predicting a tropical heat wave); Emmanuel Marino Bruno, *Météo : Alerte aux inondations soudaines, avec fortes pluies, sur Haïti*, ALTERPRESSE (Apr. 20, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28209> (warning of flash floods and heavy rains in late April); Ronald Colbert, *Haïti-Environnement : Nouveau tremblant de terre, de magnitude 4, le 2 mai 2022, dans les Nippes*, ALTERPRESSE (May 2, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28252> (reporting four earthquakes in 2022, resulting in two deaths and 52 injuries); *11 small quakes shake Haiti's southwest over 24 hours, damage minimal*, HAITIAN TIMES (Mar. 24, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/24/11-small-quakes-shake-haitis-southwest-over-24-hours-damage-minimal/>.

²³³ See *News Alert: Haitians Struggle to Meet Urgent Needs and Recover Six Months After Earthquake*, MERCY CORPS (Feb. 14, 2022), <https://www.mercycorps.org/press-room/releases/Haiti-6-month-earthquake> (reporting that “[s]ix months after a devastating 7.2 magnitude earthquake struck Haiti, killing more than 2,248 people, damaging 140,000 buildings, and leaving 800,000 people in need of assistance, Haitians in the affected south west peninsula

are still struggling to recover and rebuild”); J.O. Haselhof, *In Haiti’s south, post-earthquake reconstruction efforts inch forward*, HAITIAN TIMES (Apr. 13, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/13/haitian-reconstruction-slows/>.

²³⁴ See Meg Sattler & Jessica Alexander, *There’s a wide gap between aid’s primes and reality, Haitians say*, NEW HUMANITARIAN (Apr. 4, 2022), <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2022/04/04/haiti-wide-gap-between-aid-promise-and-reality>; Ground Truth Solutions, *Trust must be earned: Perceptions of aid in Haiti – A reality check on post-earthquake accountability to affected people, April 2022*, RELIEFWEB (Apr. 5, 2022), <https://reliefweb.int/report/haiti/trust-must-be-earned-perceptions-aid-haiti-reality-check-post-quake-accountability>; see also *infra* section *Failure of the international community to respect the rights of Haitians*.

²³⁵ See *Haiti - Social: Haiti in the TOP 10 of the least happy countries in the world*, *supra* note 28.

²³⁶ *Inflation rate in Haiti 2027*, STATISTA (May 17, 2022), <https://www.statista.com/statistics/575624/inflation-rate-in-haiti/>; *Haiti – Economy: Inflation accelerates and reaches 25.2%*, HAITI LIBRE (Apr. 18, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36451-haiti-economy-inflation-accelerates-and-reaches-252.html> (reporting that inflation reached 25.2 percent on April 18).

²³⁷ This is part of a larger trend since October 2020. *Haitian Gourde to US Dollar Exchange Rate Chart*, XE <https://www.xe.com/currencycharts/?from=HTG&to=USD&view=2Y> (last visited Jun. 4, 2022); see also *Haiti - Economy: Mixed outlook for the Haitian economy in 2022*, HAITI LIBRE (Feb. 8, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35912-haiti-economy-mixed-outlook-for-the-haitian-economy-in-2022.html>; CARDH, *Droits sociaux et économiques*, *supra* note 229, at 12; *Décote de la gourde et explosion des coûts du fret maritime attisent la flambée des prix*, LE NOUVELLISTE (Apr. 5, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235071/decote-de-la-gourde-et-explosion-des-couts-du-fret-maritime-attisent-la-flambe-des-prix>.

²³⁸ See CARDH, *Droits sociaux et économiques*, *supra* note 229.

²³⁹ *Décote de la gourde et explosion des coûts du fret maritime attisent la flambée des prix*, *supra* note 238 (reporting that the price of rice has increased by over 36 percent since February 2021).

²⁴⁰ See *Les prix de la farine s’envolent, des boulangers s’inquiètent*, LE NOUVELLISTE (Apr. 6, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235100/les-prix-de-la-farine-senvolent-des-boulangers-sinquietent> (reporting that the price of a 50 kilogram bag of flour increased by USD \$10, from USD \$29 to USD \$39, from January to March 2022, with the price of wheat up by 70 percent).

²⁴¹ See *id.* (reporting that the price of a 50 kilogram bag of sugar has gone up by USD \$8, from USD \$34 to USD \$42).

²⁴² See CARDH, *Droits sociaux et économiques*, *supra* note 229, at 15 (also reporting that in addition to food staples, clothing has increased drastically in price).

²⁴³ See *infra* section *Workers’ rights violations*.

²⁴⁴ See Emmanuel Marino Bruno, *Économie : Les prix des produits essentiels pourraient encore augmenter dans les prochains mois, en Haïti, prévient la Cnsa*, ALTERPRESSE (May 10, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28283>.

²⁴⁵ See *L’invasion russe peut affecter sévèrement l’économie haïtienne*, LE NOUVELLISTE (Mar. 7, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234554/linvasion-russe-peut-affecter-severement-leconomie-haitienne>; *Guerre en Ukraine : le prix du propane en Haïti risque d’augmenter*, LE NOUVELLISTE (Mar. 7, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234566/guerre-en-ukraine-le-prix-du-propane-en-haiti-risque-daugmenter>.

²⁴⁶ CARDH, *Droits sociaux et économiques*, *supra* note 229, at 11.

²⁴⁷ See *Vivre l’effondrement de l’Etat*, *supra* note 69; Alphonse, *Carlos Felipe Jaramillo : l’insécurité, principal obstacle pour l’économie d’Haïti*, *supra* note 65.

²⁴⁸ See Marie Farah Fortuné, *Économie : L’Anapross préconise une entente institutionnelle pour résoudre la rareté de carburant en Haïti*, ALTERPRESSE (Apr. 11, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28183>; *Carburant : les stocks sont au plus bas*, LE NOUVELLISTE (Apr. 20, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235304/carburant-les-stocks-sont-au-plus-bas>; *L’Etat a payé 1,3 milliard de gourdes de dettes aux compagnies pétrolières*, LE NOUVELLISTE (Apr. 26, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235420/letat-a-payé-13-milliard-de-gourdes-de-dettes-aux-compagnies-petrolieres>; *Haiti – Economy: More than 12 million gallons of fuel arrived this weekend*, HAITI LIBRE (May 2, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-36564-haiti-economy-more-than-12-million-gallons-of-fuel-arrived-this-weekend.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter; *Six camions-citernes transportant du carburant détournés à Varreux par des bandits*, *supra* note 66; *Haiti - Fuel Prices: Demonstrations, blockages, violence and vandalism*, HAITI LIBRE (Dec. 14, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35475-haiti-fuel-prices-demonstrations-blockages-violence-and->

[vandalism.html](#). The fuel shortage is particularly impactful in Haiti due to the lack of electricity in the country, which makes Haitians dependent on fuel for many basic life needs. See IJDH December 2021 Update, *supra* note 1.²⁴⁹ See *supra* note 68.

²⁵⁰ See, e.g., Hernández & Schmidt, *supra* note 185; (reporting that women are increasingly fleeing Haiti because they are unable to provide for themselves or their children: “‘What we are witnessing is the feminization of migration,’ said Romelinda Grullón of the Puerto Rico-based Center for the Dominican Woman, adding they have seen increasing numbers of women making the perilous journey alone. ‘The poor are getting poorer and they are desperate to liberate themselves from their situations.’”).

²⁵¹ See Press Release, RNDDH, *Call for a review of the minimum wage: the RNDDH supports the working class and condemns police brutality*, *supra* note 112. Solidarity Center estimated the daily cost of living in 2019 at approximately 45,517 Haitian gourdes, or about USD \$406. A similar study has not been done since, but the Haitian Institute of Statistics and Informatics reported that the cost of living had increased by 24.6 percent from November to December 2021 alone. Solidarity Center, *The High Cost of Low Wages in Haiti: A Living Wage Estimate for Garment Workers in Port-au-Prince* (Apr. 2019), <https://www.solidaritycenter.org/wp-content/uploads/2019/05/Haiti.High-Cost-of-Wages-2019-Report.English.4.19.pdf>; Haitian Popular News Agency, *Haiti enters 2022 struggling with cost of living increases, lack of drinking water*, PEOPLE’S DISPATCH (Jan. 6, 2022), <https://peoplesdispatch.org/2022/01/06/haiti-enters-2022-struggling-with-cost-of-living-increases-lack-of-drinking-water/>.

²⁵² According to Dominique St-Eloi, coordinator of the National Central of Haitian Workers, this money is not even enough to cover breakfast and transportation to and from work for employees. Not being paid enough to eat has severe consequences beyond just hunger and malnutrition – many workers develop tuberculosis and stomach ulcers from eating so little. Most workers also have families to support, making their situation even more difficult. Milo Milfort, *Un ouvrier qui travaille pendant 8 heures pour moins que 5 dollars, c’est un esclave rémunéré*, HAITI LIBERTE (Mar. 16, 2022), <https://haitiliberte.com/un-ouvrier-qui-travaille-pendant-8-heures-pour-moins-que-5-dollars-cest-un-esclave-remunere/>; Onz Chéry, *Caracol textile workers demand better pay, clash with police, during protests*, HAITIAN TIMES (Jan. 31, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/01/31/caracol-textile-workers-demand-better-pay-clash-with-police-during-protests/>.

²⁵³ Solidarity Center, *The High Cost of Low Wages in Haiti*, *supra* note 251.

²⁵⁴ See *Factory workers strike for better wages in Port-au-Prince, want USD \$14 daily*, *supra* note 231; Sandra Wisner & Kristina Fried, *Unfolding Haiti’s Garment Industry: Decades of Unaccountable Foreign Interference*, OPINIO JURIS (Apr. 12, 2022), <http://opiniojuris.org/2022/04/12/unfolding-haitis-garment-industry-decades-of-unaccountable-foreign-interference/> (reporting that protesters also demanded safer working conditions).

²⁵⁵ See *Haiti hikes minimum wage by up to 54% following worker protests*, CNN (Feb. 21, 2022), <https://www.cnn.com/2022/02/21/business/haiti-minimum-wage-raise/index.html#:~:text=Haiti%20hikes%20minimum%20wage%20by%20up%20to%2054%25%20following%20worker%20protests,-Reuters&text=Haiti's%20government%20on%20Monday%20hiked,the%20rising%20cost%20of%20living> (reporting that the government raised wages in the garment sector by 37 percent and in all other sectors by 54 percent).

²⁵⁶ See *Protest planned on Haitian Labor Day to increase minimum wage*, HAITIAN TIMES (Apr. 22, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/04/22/protest-planned-on-haitian-labor-day-to-increase-minimum-wage/>; Isabelle Papillon, *1er et 2 mai : Les ouvriers seront dans les rues*, HAITI LIBERTE (Apr. 27, 2022), <https://haitiliberte.com/1er-et-2-mai-les-ouvriers-seront-dans-les-rues/>; Marie Farah Fortuné, *Sous-traitance : 2 nouvelles journées de mobilisation ouvrière, les 1er et 2 mai 2022, pour exiger 1,500 gourdes de salaire minimum journalier en Haïti*, ALTERPRESSE (Apr. 27, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28240>; Predvil, *Insecurity and high cost of living in Haiti: trade unionists announce two days of strike*, *supra* note 11; Francklyn B Geffrard, *Grève au SNGRS : Les employés demandent l’ajustement de leur salaire et de meilleures conditions de travail...*, RHINEWS (Apr. 6, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/greve-au-sngrs-les-employes-demandent-lajustement-de-leur-salaire-et-de-meilleures-conditions-de-travail/>.

²⁵⁷ See Wisner & Fried, *supra* note 254; Alex Johnson, *Strikes, protests engulf Haitian capital as workers demand higher wages, better conditions*, WORLD SOCIALIST WEB SITE (Feb. 19, 2022), <https://www.wsws.org/en/articles/2022/02/19/hait-f19.html>.

²⁵⁸ RNDDH reported at least fifteen protesters injured by police during the protests. See Press Release, RNDDH, *Call for a review of the minimum wage: the RNDDH supports the working class and condemns police brutality*, *supra* note 112; see also *supra* note 123.

²⁵⁹ See Chéry, *Caracol textile workers demand better pay, clash with police, during protests*, *supra* note 252.

²⁶⁰ See Wisner & Fried, *supra* note 254. The Park's largest tenant is South Korean clothing company Sae-A, which has a long record of human rights violations. See Jake Johnston, *Environmental, Labor Concerns Overlooked in Rush to Build Caracol Park, Part 11*, CEPR (Jul. 9, 2012), <https://cepr.net/environmental-labor-concerns-overlooked-in-rush-to-build-caracol-park-part-ii/>. The United States also directly blocked attempts by the Haitian government to raise the minimum wage, in the 1990s and again in 2009. See Wisner & Fried, *supra* note 254.

²⁶¹ See Wisner & Fried, *supra* note 254.

²⁶² *Human rights org says half of Haiti lacks drinking water*, HAITIAN TIMES (Mar. 23, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/23/human-rights-org-says-half-of-haiti-lacks-drinking-water/>.

²⁶³ See *Haiti - News: Zapping*, *supra* note 230. Some have reported this number as even higher: International Action for Human Rights reported in March that 54.8 percent of Haitians (approximately six million persons) lack access to drinking water. *Human rights org says half of Haiti lacks drinking water*, *supra* note 262.

²⁶⁴ See *22 mars 2022, journée mondiale de l'eau : Plusieurs organisations sociales alertent sur une crise de l'eau en Haïti*, ALTERPRESSE (Mar. 22, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28110>.

²⁶⁵ See *id.*

²⁶⁶ See *supra* notes 47-48, 51.

²⁶⁷ See Beralus, *La Guerre des gangs menace la disponibilité de l'eau à Port-au Prince*, *supra* note 27.

²⁶⁸ See generally *10-Year Anniversary of Cholera Introduction in Haiti*, IJDH (Oct. 31, 2020), <https://www.ijdh.org/2020/10/accountability/10-year-anniversary-of-cholera-introduction-in-haiti/>; see also UNGA, Report of the Secretary-General, *New approach to cholera in Haiti*, A/71/895 (May 3, 2017), <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2F71%2F895&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>.

²⁶⁹ The Haitian government and numerous international organizations, including several UN agencies, announced in 2022 the elimination of cholera in Haiti, over a decade after it was introduced by UN peacekeepers. See, e.g., BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, *supra* note 52, at ¶ 14. The epidemic killed nearly 10,000 and infected nearly one million. Meanwhile, despite acknowledging its role in the outbreak, the UN has failed to compensate victims or improve water, sanitation and health infrastructure, as it promised to in 2016. See Victoria Klassen, *Call for UN to help Haitians affected by cholera*, QUEEN'S GAZETTE (Mar. 28, 2022), <https://www.queensu.ca/gazette/stories/call-un-help-haitians-affected-cholera>; Sandra Wisner, *As the UN leaves Haiti, its victims still wait for justice*, AL JAZEERA (Oct. 15, 2019), <https://www.aljazeera.com/opinions/2019/10/15/as-the-un-leaves-haiti-its-victims-still-wait-for-justice>; see also *infra* section *Failure of the international community to respect the rights of Haitians*. Mining Justice Collective also blamed foreign mining companies for corrupting Haiti's water supplies. Mining requires huge amounts of water and discharges chemicals into the groundwater, resulting in contamination and contributing to Haiti's water crisis. *22 mars 2022, journée mondiale de l'eau : Plusieurs organisations sociales alertent sur une crise de l'eau en Haïti*, *supra* note 264.

²⁷⁰ See *Plus de la moitié des foyers de la ville de Jérémie n'ont pas accès à l'eau potable*, LE NOUVELLISTE (May 3, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235472/plus-de-la-moitie-des-foyers-de-la-ville-de-jeremie-nont-pas-acces-a-leau-potable>.

²⁷¹ See *22 mars 2022, journée mondiale de l'eau : Plusieurs organisations sociales alertent sur une crise de l'eau en Haïti*, *supra* note 264.

²⁷² See Leah Quin, *Protecting water and sanitation infrastructure in Haiti*, PREVENTION WEB (Feb. 22, 2022), <https://www.preventionweb.net/news/protecting-water-and-sanitation-infrastructure-haiti>. Haitians are also increasingly vulnerable to other diseases which, while not water-borne, thrive in environments where access to clean water is limited. For example, in April, the Ministry of Public Health raised concern about the spread of a highly contagious skin infection, sarcoptosis. See *Haiti – FLASH: A form of highly contagious skin infection detected in several areas of the country*, HAITI LIBRE (Apr. 16, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36434-haiti-flash-a-form-of-highly-contagious-skin-infection-detected-in-several-areas-of-the-country.html>.

²⁷³ See Sarah Jean et al., *Can Haiti rebuild a food system broken by disaster, historical injustice, and neglect?*, NEW HUMANITARIAN (2022), <https://www.thenewhumanitarian.org/2022/02/02/can-haiti-rebuild-food-system-broken-disaster-historical-injustice-and-neglect>.

²⁷⁴ Geffrard, *Haiti, 4,5 millions d'Haïtiens menaces par la faim, selon le PAM...*, *supra* note 230; *UN agencies warn of 'unabated' rise in hunger*, *supra* note 27; *La CNSA sonne l'alerte sur la situation de la sécurité alimentaire*, LE NOUVELLISTE (Apr. 7, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235069/la-cnsa-sonne-lalerte-sur-la-situation-de-la-securite-alimentaire>. The situation is dire across Haiti, both in the south, which is still recovering from the 7.2

magnitude earthquake that hit in August 2021, and the north, which was hit by severe flooding in January. Experts are concerned that food riots, such as those that rocked the country in 2008, are imminent. See Geffrard, *Haiti, 4,5 millions d’Haïtiens menaces par la faim, selon le PAM...*, supra note 230; *Des émeutes de la faim comme en 2008 sont imminentes, prévient l’économiste Enomy Germain*, LE NOUVELLISTE (Apr. 6, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235097/des-emeutes-de-la-faim-comme-en-2008-sont-imminentes-previent-leconomiste-enomy-germain>.

²⁷⁵ Geffrard, *Haiti, 4,5 millions d’Haïtiens menaces par la faim, selon le PAM...*, supra note 230.

²⁷⁶ *Haiti – News: Zapping*, HAITI LIBRE (Dec. 27, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35580-haiti-news-zapping.html>.

²⁷⁷ See Geffrard, *Haiti, 4,5 millions d’Haïtiens menaces par la faim, selon le PAM...*, supra note 230; Daniel Dickson, *Farmers in Haiti: Growing crops in spite of drought and floods*, WORLD FOOD PROGRAMME (Mar. 22, 2022), <https://www.wfp.org/stories/farmers-haiti-growing-crops-spite-drought-and-floods>; *Farmers in northern Haiti dig for resilience*, UN NEWS (Mar. 28, 2022), <https://news.un.org/en/story/2022/03/1114772>; *Haiti – Artibonite Valley: Rice production, a disaster in 2022*, HAITI LIBRE (Apr. 9, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36384-haiti-artibonite-valley-rice-production-a-disaster-in-2022.html>; see also supra section *Economy in Decline*. Reports of swine flu outbreaks in Haiti in late 2021 may further exacerbate the food crisis, as Haiti lacks the resources to properly monitor and test pigs. However, the Organization for Animal Health reported no new outbreaks since January 2022. See *ASF Haiti: Outbreaks in capital Port-au-Prince*, PIG PROGRESS (Feb. 7, 2022), <https://www.pigprogress.net/health-nutrition/health/asf-haiti-outbreaks-in-capital-port-au-prince/#:~:text=In%20early%20February%202022%2C%20Dominican,infected%20when%20following%20OIE%20data>.

²⁷⁸ See *UN agencies warn of ‘unabated’ rise in hunger*, supra note 27.

²⁷⁹ See SOFA, GJC & IJDH, supra note 185 (for example, in 2021, former President Moïse expropriated land that the government had designated “a priority area to promote food self-sufficiency” and gave it to Andre Apaid, a wealthy businessman, to farm stevia for export, dispossessing hundreds of small-holder farmers of their land, livelihoods, and food).

²⁸⁰ See Wisner, *Starved for Justice*, supra note 11.

²⁸¹ See Michèle Duvivier Pierre-Louis, *Haitians Deserve a Rethink on International Aid*, AMERICAS QUARTERLY (May 3, 2022), <https://www.americasquarterly.org/article/haitians-deserve-a-rethink-on-international-aid/#.YnKW5qZgv9c.twitter>; Wisner, *Starved for Justice*, supra note 11. Farmers have been protesting government expropriation – often heavily encouraged by international actors – of land used for subsistence farming, which has further destroyed Haiti’s agricultural sector. See SOFA, GJC & IJDH, supra note 185 (concluding that a government land grab in Savane Diane, which “was characterized by the violent taking of [land used for women’s agro-ecological training]...further impoverished women in the area, exposed them to multiple forms of violence, and aggravated climate vulnerability”); SOFA, *SOFA protest note against the free trade zone project in Savane Diane*, HAITI WATCH (Feb. 22, 2021), <https://www.haitiwatch.org/home/sofasavannediane-en>; Wisner & Fried, supra note 254.

²⁸² See Melissa Beralus, *Une des villes les plus pauvres d’Haïti se vide de ses habitants*, AYIBO POST (May 4, 2022), <https://ayibopost.com/unc-des-villes-les-plus-pauvres-dhaiti-se-vide-de-ses-habitants/>.

²⁸³ See *Les kidnappeurs frappent, rendent « ordinaire » la terreur*, supra note 63 (reporting that two hospitals, St. Damien and Saint Luc, closed on May 9, citing the kidnapping of pediatrician Benetty Augustin on May 5); Charles, *Twelve days after one of their doctors was abducted, these Haiti hospitals are still closed*, supra note 56.

²⁸⁴ See Charles, *Doctors Without Borders forced to suspend Haiti medical care again due to gang violence*, supra note 27 (reporting that “[t]he charity decided Friday [April 1] to temporarily suspend operations at its Drouillard facility in the sprawling Cité Soleil slum in Port-au-Prince after a series of violent incidents against people at the emergency center... until security conditions are guaranteed to allow impartial access to care and ensure respect for the neutrality of health facilities”); *Haiti – Insecurity: MSF temporarily suspends the activities of its Cité Soleil Hospital Center*, HAITI LIBRE (Apr. 2, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36325-haiti-insecurity-msf-temporarily-suspends-the-activities-of-its-cite-soleil-hospital-center.html>. This is the second time the MSF hospital has closed in ten months. See Jacqueline Charles, *Haiti’s ongoing gang violence causes closure of charity-run emergency center*, MIAMI HERALD (Aug. 2, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article253192428.html>.

²⁸⁵ Charles, *Doctors Without Borders forced to suspend Haiti medical care again due to gang violence*, supra note 27; see also *Haiti - Insecurity: Doctors Without Borders worried about the temporary closure of hospitals*, supra note 56.

²⁸⁶ *Plus de 15000 cas de traumatology pris en charge par MSF en 2021*, LE NOUVELLISTE (Apr. 8, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235138/plus-de-15-000-cas-de-traumatologie-pris-en-charge-par-msf-en-2021>.

²⁸⁷ See Charles, *Readers help maternity hospital in Haiti reopen its doors with a new generator*, *supra* note 216;

Charles, *Twelve days after one of their doctors was abducted, these Haiti hospitals are still closed*, *supra* note 56.

²⁸⁸ See Jean, *Haiti : Le budget de la santé est insuffisant, selon le premier ministre de facto Ariel Henry*, *supra* note 232 (reporting that Henry acknowledged that the budget allocated to healthcare spending is insufficient); *Haiti - Health: Haiti a country in a situation of permanent health emergency*, HAITI LIBRE (Feb. 17, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35980-haiti-health-haiti-a-country-in-a-situation-of-permanent-health-emergency.html>.

²⁸⁹ See Daphnine Joseph, *Haiti-Santé : Dégradation des conditions sanitaires à l'Hueh, plus d'un mois après le lancement d'une grève illimitée*, ALTERPRESSE (Mar. 22, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28112>.

²⁹⁰ See *id.*

²⁹¹ See, e.g., Jacques Kolo, *Haiti/Kidnapping : Le Secteur médical haïtien en grève et les autorités s'en fichent*, RHINEWS (Mar. 14, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/haiti-kidnapping-le-secteur-medical-haitien-en-greve-et-les-autorites-sen-fichent/> (reporting that the Haitian Medical Association went on a three-day strike that started on March 14); Papillon, *Grève médicale contre le kidnapping*, *supra* note 78 (reporting that medical personnel went on strike to protest the kidnapping of several doctors); see also Emmanuel Marino Bruno, *Droits humains : Plusieurs associations médicales encouragent la population à rester mobilisée contre la criminalité en Haïti*, ALTERPRESSE (Mar. 17, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28093> (reporting that the Haitian Medical Association encouraged Haitians to mobilize and continue protesting against insecurity); Caleb Loughrin, *Haiti's "Descent Into Hell": Doctors Strike Over Surge In Kidnappings*, ORGANIZATION FOR WORLD PEACE (Mar. 27, 2022), <https://theowp.org/haitis-descent-into-hell-doctors-strike-over-surge-in-kidnappings/>; Evens Sanon, *Haiti's health professionals go on strike over kidnappings*, ABC NEWS (Mar. 16, 2022), <https://abcnews.go.com/Health/wireStory/haitis-health-professionals-strike-kidnappings-83472846>; *Haiti - News: Zapping*, HAITI LIBRE (Jan. 5, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35647-haiti-news-zapping.html>; *Haiti: Health workers on strike over surge in gang kidnappings*, AL JAZEERA (Mar. 15, 2022), <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/15/haiti-health-workers-on-strike-over-surge-in-gang-kidnappings>; *L'hôpital general proteste contre le kidnapping de Dr Jacques Pierre-Pierre*, LE NOUVELLISTE (May 19, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235858/lhopital-general-proteste-contre-le-kidnapping-du-dr-jacques-pierre-pierre> (reporting that the medical sector went on strike again in May after the kidnapping of Dr. Jacques Pierre-Pierre, director of the Hospital of the State University of Haiti, on May 17).

²⁹² See RNDDH, *Strike in public hospitals: RNDDH demands full satisfaction of strikers' demands* (Apr. 1, 2022), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2022/04/4-Rap-Greve-dans-les-Centres-hospitaliers-01Avr2022-ENG.pdf> (reporting that at least five major hospitals went on strike to demand an increase in wages from 19,000 to 60,000 gourdes monthly and better working conditions); Joseph, *Haiti-Santé : Dégradation des conditions sanitaires à l'Hueh, plus d'un mois après le lancement d'une grève illimitée*, *supra* note 289; *Le MSPP propose une prime de 15000 gourdes aux grévistes*, LE NOUVELLISTE (Mar. 28, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234896/le-mspp-propose-une-prime-de-15-000-gourdes-aux-grevistes> (reporting that on March 28, the Ministry of Public Health and Population offered striking doctors a 15,000 gourde bonus instead, which strikers rejected as insufficient); *HUEH : le grève est levee*, LE NOUVELLISTE (Mar. 31, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234991/hueh-la-greve-est-levee> (reporting that the strike finally ended on March 31 after an agreement was reached with the Ministry of Public Health and Population).

²⁹³ See *iciHaiti – Health: The OPC deeply concerned about the strike in the country's hospitals*, ICI HAITI (Mar. 26, 2022), <https://www.ichaiti.com/en/news-36268-ichaiti-health-the-opc-deeply-concerned-about-the-strike-in-the-country-s-hospitals.html> (reporting that the OPC is concerned that the strikes have “harmful consequences on the population, the sick, particularly those infected and affected by HIV/AIDS who constitute a very vulnerable category requiring medical care on a daily basis” and urges authorities to come to an agreement with medical personnel); Emmanuel Marino Bruno, *Santé : L'Opç souhaite la reprise des activités dans les centres hospitaliers publics en Haïti*, ALTERPRESSE (Mar. 25, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28125>.

²⁹⁴ See Charles, *Doctors Without Borders forced to suspend Haiti medical care again due to gang violence*, *supra* note 27; see also *supra* notes 55-61.

²⁹⁵ See Jacqueline Charles, *COVID is still surging in the Caribbean, where rising deaths, low vaccination continue*, MIAMI HERALD (Feb. 23, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/article258681278.html>.

²⁹⁶ See *Haiti : Appel à un soutien international pour s'attaquer aux conséquences de la crise actuelle sur la santé physique et mentale des Haïtiens*, ALTERPRESSE (Dec. 23, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27807>; *Crises sociopolitiques en Haïti : « l'impact sur la santé mentale est réel »*, LE NOUVELLISTE (Apr. 13, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235216/crises-sociopolitiques-en-haiti-limpact-sur-la-sante-mentale-est-reel>.

²⁹⁷ See *Haiti - FLASH: Haiti worst vaccination rate in the Caribbean and Latin America*, HAITI LIBRE (Dec. 11, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35449-haiti-flash-haiti-worst-vaccination-rate-in-the-caribbean-and-latin-america.html>. Fake vaccination cards have been circulating in Haiti. *Haiti - News: Zapping*, HAITI LIBRE (Jan. 8, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-35670-haiti-news-zapping.html>.

²⁹⁸ *Americas: Defence of human rights under fire in pandemic-hit region*, supra note 224; Francklyn B Geffrard, *PNUD : Moins de 2% de la population Haïtienne a été vaccine contre la pandémie du corona virus...*, RHINEWS (Mar. 28, 2022), <https://www.rhinews.com/sante/pnud-moins-de-2-de-la-population-haitienne-a-ete-vaccine-contre-la-pandemie-du-corona-virus/>; see also *UN analysis shows the link between lack of vaccine equity and widening poverty gap*, UN NEWS (Mar. 28, 2022), <https://news.un.org/en/story/2022/03/1114762> (discussing the connection between low vaccination equity and the poverty gap).

²⁹⁹ See Emmanuel Moïse Yves, *Covid-19: The insecurity may have saved lives in Haiti*, AYIBO POST (Dec. 13, 2021), <https://ayibopost.com/covid-19-the-insecurity-may-have-saved-lives-in-haiti/>.

³⁰⁰ See *Haiti – Education: The education sector in the Great South, 8 months after the earthquake*, HAITI LIBRE (Apr. 22, 2022), <https://www.haitilibre.com/en/news-36483-haiti-education-the-education-sector-in-the-great-south-8-months-after-the-earthquake.html>.

³⁰¹ See UNICEF, *300,000+ children in Haiti still have no school buildings to attend*, supra note 232 (reporting that “[m]ore than 1,000 schools in Haiti’s Sud, Grand’Anse and Nippes departments are yet to be rebuilt, six months after the Aug. 14 earthquake...[a]n estimated 320,000 children are left to study in environments that are not conducive to learning”).

³⁰² *En Haïti, l'avenir des enfants est menacé par les gangs, selon l'Unicef*, supra note 62.

³⁰³ Press Release, UNICEF, *Haiti: Gang violence pushes half a million children out of the classroom in Port-au-Prince*, supra note 27.

³⁰⁴ See *Fin de calvaire des étudiants qui dorment dans les locaux des facultés*, LE NOUVELLISTE (May 2, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/235461/fin-du-calvaire-des-etudiants-qui-dorment-dans-les-locaux-des-facultes>.

³⁰⁵ See Francklyn B Geffrard, *L'Etat haïtien abandonne les écoles publiques du département du Nord-Est : Elles fonctionnent dans des conditions lamentables...*, RHINEWS (Apr. 24, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/letat-haitien-abandonne-les-ecoles-publiques-du-departement-du-nord-est-elles-fonctionnent-dans-des-conditions-lamentables/>.

³⁰⁶ See Francklyn B Geffrard, *Arrêt de travail dans les écoles publiques de Trou-du-Nord : Les enseignants protestent contre une décision de la direction départementale de l'éducation...*, RHINEWS (Apr. 20, 2022), <https://www.rhinews.com/actualites/arret-de-travail-dans-les-ecoles-publiques-de-trou-du-nord-les-enseignants-protestent-contre-une-decision-de-la-direction-departementale-de-leducation/>; Geffrard, *L'Etat haïtien abandonne les écoles publiques du département du Nord-Est : Elles fonctionnent dans des conditions lamentables...*, supra note 305.

³⁰⁷ See *Haitian teachers demand universal quality education*, PEOPLE’S DISPATCH (Mar. 22, 2022), <https://peoplesdispatch.org/2022/03/22/haitian-teachers-demand-universal-quality-education/>.

³⁰⁸ See, e.g., *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, supra note 2; Greg Dunkel, *Les Haïtiens tentent d'émigrer*, HAITI LIBERTE (Mar. 23, 2022), <https://haitiliberte.com/les-haitiens-tentent-demigrer/>.

³⁰⁹ See David Goodhue, *179 Haitian migrants stopped in overloaded sailboat off the Bahamas*, MIAMI HERALD (Mar. 1, 2022), <https://www.miamiherald.com/article258926243.html> (reporting that the U.S. Coast Guard intercepted an overloaded boat with 179 Haitian migrants in the Bahamas on Feb. 27); *Migration : Plus de 150 migrants d'Haïti interceptés au large de la Floride*, ALTERPRESSE (Mar. 7, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28056> (reporting that the U.S. Coast Guard intercepted over 150 Haitian migrants off the Florida Keys on March 6, calling it a “human smuggling event”); Sam Bojarski, *More than 300 Haitians face deportation after reaching Florida by boat*, HAITIAN TIMES (Mar. 8, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/08/more-than-300-haitians-face-deportation-after-reaching-florida-by-boat/> (reporting that 356 Haitian migrants landed in the Florida Keys on March 6, and immediately faced deportation); Tim Craig, *As Haitian migration routes change, compassion is tested in Florida Keys*, WASHINGTON POST (Apr. 9, 2022), <https://www.washingtonpost.com/nation/2022/04/09/florida-keys-haitian-immigration/?emci=a8ca2018->

[a3b9-ec11-997e-281878b83d8a&emdi=ea000000-0000-0000-0000-000000000001&ceid](https://www.thestkittsnevisobserver.com/haiti-9-migrant-babies-die-on-overloaded-week-long-boat-voyage-to-puerto-rico/); *Haiti: 9 Migrant Babies Die On Overloaded Week-Long Boat Voyage to Puerto Rico*, ST. KITTS NEVIS OBSERVER (Mar. 10, 2022), <https://www.thestkittsnevisobserver.com/haiti-9-migrant-babies-die-on-overloaded-week-long-boat-voyage-to-puerto-rico/> (reporting that nine Haitian babies died on an overloaded boat carrying Haitian migrants to Puerto Rico in late February); José A. Iglesias, *It's risky to go, but even riskier to stay: Why Haitians are fleeing in deadly voyages*, MIAMI HERALD (May 20, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article260767082.html>; Syra Ortiz-Blanes & Jacqueline Charles, *Advocates don't know where Haitian refugees who arrive in the U.S. on boats end up*, MIAMI HERALD (May 24, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article261304942.html>; Jacqueline Charles, *As desperate Haitians take to the sea, they turn to Vodou to help guide their journeys*, MIAMI HERALD (May 24, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article260380957.html>; Hernández & Schmidt, *supra* note 185 (reporting that eleven women died on a boat carrying Haitian migrants near Puerto Rico).

³¹⁰ Adam Isacson, *Weekly U.S.-Mexico Border Update: Title 42 ruling, family "self-separations," more drownings, Haiti expulsion flights*, WOLA (May 27, 2022), <https://www.wola.org/2022/05/weekly-u-s-mexico-border-update-title-42-ruling-family-self-separations-more-drownings-haiti-expulsion-flights/>.

³¹¹ See Charles & Maxineau, *supra* note 7; Adam Isacson, *A tragic milestone, 20,000th migrant deported to Haiti since Biden inauguration*, WOLA (Feb. 17, 2022), <https://www.wola.org/analysis/a-tragic-milestone-20000th-migrant-deported-to-haiti-since-biden-inauguration/>; Jacqueline Charles & Gérard Maxineau, *Coast Guard has returned to Haiti most of the 356 Haitians who arrived in Keys this week*, MIAMI HERALD (Mar. 11, 2022), <https://www.miamiherald.com/article259307034.html>; David Goodhue & Jacqueline Charles, *Cuba detains more than 800 Haitian migrants on the way to the Florida Keys*, MIAMI HERALD (May 25, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article261778607.html>.

³¹² See, e.g., Tucker & Saintil, *supra* note 7; Syra Ortiz-Blanes, *Mexican government's response to Haitian migrant wave was chaotic, report claims*, MIAMI HERALD (Apr. 28, 2022), <https://www.miamiherald.com/article260806722.html> (reporting that the Mexican government has failed to "give proper attention to human rights, protection, and integration" for Haitian migrants arriving in the country); Refugees International, *Pushed into the Shadows: Mexico's Reception of Haitian Migrants*, *supra* note 7 (concluding that Mexican and U.S. immigration policies toward Haitian migrants "reinforced a preconceived view of Haitians as unworthy of refuge"); Adelson, *supra* note 7.

³¹³ IOM, *Migrant returns and reception assistance in Haiti, 6 - 12 March 2022* (Mar. 2022), <https://haiti.iom.int/sites/g/files/tmzbd11091/files/documents/factsheet-migrant-returns-and-reception-assistance-in-haiti-weekly-returns-12-march-2022-iom.pdf>; see also *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, *supra* note 2 (Human Rights Watch reported that from January 2021 to February 2022, 25,765 Haitians were returned to Haiti); Isacson, *Weekly U.S.-Mexico Border Update: Title 42 ruling, family "self-separations," more drownings, Haiti expulsion flights*, *supra* note 310 (reporting that as of May 25, the Biden administration had expelled over 25,000 Haitians from the United States since January 2021).

³¹⁴ See Sibylla Brodzinsky, *Refugees and migrants brave jungle wilderness in search of safety*, UN REFUGEE AGENCY (Mar. 29, 2022), <https://www.unhcr.org/news/stories/2022/3/6242ff434/refugees-migrants-brave-jungle-wilderness-search-safety.html>; Eva Vergara, *In Chile, Haitians grow weary of waiting, eye journey to US*, AP NEWS (Oct. 14, 2021), <https://apnews.com/article/immigration-business-lifestyle-united-states-caribbean-197c2fdeee6c5974d70d05569c1a89c8>.

³¹⁵ IOM, *Migrant returns and reception assistance in Haiti, 6 - 12 March 2022*, *supra* note 313; Isacson, *Weekly U.S.-Mexico Border Update: Title 42 ruling, family "self-separations," more drownings, Haiti expulsion flights*, *supra* note 310 (reporting an increase in expulsion flights from the United States since February 2022).

³¹⁶ Tom Ricker, *Haiti's Biden Problem*, QUIXOTE CENTER (Jan. 28, 2022), <https://www.quixote.org/haitis-biden-problem/> (reporting that approximately 87 percent were expelled under Title 42 in 2021). Title 42, which allows the U.S. government to remove individuals based on public health safety concerns. However, public health officials, advocates, and others in the Biden administration have stated that there is no public health basis for the continued use of Title 42, and that the policy's continued use is racist and illegal. See Jaya Ramji-Nogales, *How an Internal State Department Memo Exposes "Title 42" Expulsions of Refugees as Violations of Law*, JUST SECURITY (Oct. 5, 2021), <https://www.justsecurity.org/78476/how-an-internal-state-department-memo-exposes-title-42-expulsions-of-refugees-as-violations-of-law/>; *As CDC Eases Mask Guidance, It Must End the Misuse of Title 42*, CENTER FOR GENDER AND REFUGEE STUDIES (Feb. 25, 2022), <https://cgrs.uchastings.edu/news/cdc-eases-mask-guidance-it-must-end-misuse-title-42>; Alison Durkee, *Fauci Saus Immigrants Are "Absolutely Not" Driving Covid-19 Surge: "Let's*

Face Reality Here,” FORBES (Oct. 3, 2021), <https://www.forbes.com/sites/alisondurkee/2021/10/03/fauci-says-immigrants-are-absolutely-not-driving-covid-19-surge-lets-face-reality-here/?sh=676122ec173d> (Dr. Anthony Fauci says that COVID-19 is not being spread to the United States by immigrants, and that Title 42 “is not the solution to an outbreak”); Tucker & Saintil, *supra* note 7; Anika Forrest, *On International Migrants Day, Reimagining Migration Beyond Imperialism, Militarism, and Racism*, JUST SECURITY (Dec. 18, 2021), <https://www.justsecurity.org/79584/on-international-migrants-day-reimagining-migration-beyond-imperialism-militarism-and-racism/>; Brian Concannon, *Why is Biden preserving Miller’s racist immigration policy?*, AL JAZEERA (Oct. 26, 2021), <https://www.aljazeera.com/opinions/2021/10/26/why-is-biden-preserving-millers-racist-immigration-policy>. President Biden announced that he would be ending Title 42 in May, however, this decision was met with backlash from conservative lawmakers, who will be seeking an extension of the policy. Adam Shaw, Kelly Laco, *Senate lawmakers eye hearing on Title 42 repeal amid bipartisan pushback, fears of migrant surge*, FOX NEWS (Apr. 8, 2022), <https://www.foxnews.com/politics/senate-lawmakers-hearing-title-42-repeal-bipartisan-pushback-surge>.

³¹⁷ See Letter from Representatives Mondaire Jones and Ayanna Pressley to Department of Homeland Security Secretary Alejandro Mayorkas and Centers for Disease Control and Prevention Director Rochelle Walensky (Mar. 15, 2022), <https://pressley.house.gov/sites/pressley.house.gov/files/2022-03-15%20Pressley%20Jones%20Haiti%20Deportations%20Letter.pdf>; *Sheila Cherfilus-McCormick Calls for Reforming U.S. Policies With Haiti*, FLORIDA DAILY (Mar. 9, 2022), <https://www.floridadaily.com/sheila-cherfilus-mccormick-calls-for-reforming-u-s-policies-with-haiti/>; Sam Bojarski, *Advocates at White House rally: Haitians “most harmed” by Title 42*, HAITIAN TIMES (Mar. 22, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/03/22/advocates-at-white-house-rally-title-42-most-detrimental-to-haitians-must-end/>; *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, *supra* note 2; Amnesty International et al., *supra* note 208.

³¹⁸ See *7,285 Illegal Haitians Intercepted at the Dominican Border and Repatriated to Haiti*, HAITI LIBRE (May 10, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-34915-haiti-dr-7-285-illegal-haitians-intercepted-at-the-dominican-border-and-repatriated-to-haiti.html>; *32,247 Haitians Intercepted at the Northern Border (Dajabón)*, ICIHAITI (Mar. 10, 2022), https://www.icihaiti.com/en/news-36145-icihaiti-dr-32-247-haitians-intercepted-at-the-northern-border-dajabon.html?utm_source=dldr.it&utm_medium=twitter; Marlyne Jean, *Haïti-Rép. Dom. : Rapatriement, en deux jours, de 276 migrants Haïtiens, don’t 3 femmes enceintes, rapporte le Garr*, ALTERPRESSE (Mar. 16, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28091>; *Dominican Republic deported nearly 10,000 Haitians in past month*, HAITIAN TIMES (May 9, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/05/09/dominican-republic-sent-back-nearly-10000-haitians-in-past-month/>; see also *Les Femmes Haïtiennes Enceintes, Nouvelle Cible de predilection de l’Immigration Dominicaine*, LE NOUVELLISTE (Jan. 1, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/233938/les-femmes-haitiennes-enceintes-nouvelle-cible-de-predilection-de-limmigration-dominicaine> (media reported in early 2022 that anti-Haitian tension and xenophobia has increased since the election of Luis Abinader).

³¹⁹ See *Launch of the Construction of the Technological Fence Along the Haitian Border*, HAITI LIBRE (Feb. 18, 2022), https://www.haitilibre.com/en/news-35990-haiti-flash-launch-of-the-construction-of-the-technological-fence-along-the-haitian-border.html?utm_source=dldr.it&utm_medium=twitter; *La République Dominicaine Annonce la Construction d’une Clôture Electrifîée le Long de sa Frontière avec Haïti*, LE NOUVELLISTE (Feb. 21, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234314/la-republique-dominicaine-annonce-la-construction-dune-cloture-electrifiee-le-long-de-sa-frontiere-avec-haiti>; Francklyn B. Geffrard, *Luis Abinader Donne le Coup D’Envoi de la Construction de son Mur à la Frontière contre Haïti et la République Dominicaine*, RHINEWS (Feb. 21, 2022, 3:48 PM), <https://www.rhinews.com/actualites/luis-abinader-donne-le-coup-denvoi-de-la-construction-de-son-mur-a-la-frontiere-entre-haiti-et-la-republique-dominicaine/> (reporting that the fence will have a height of 3.90 meters and will be 160 kilometers long, with 170 surveillance towers); Leonardo March, *Haiti-DR organizations react to border wall, say it could cause more conflicts*, HAITIAN TIMES (Feb. 28, 2022), <https://haitiantimes.com/2022/02/28/haiti-dr-organizations-react-to-border-wall-say-it-could-cause-more-conflicts/> (reporting that Haitian and Dominican advocates criticize the border wall as “part of a racial and economic strategy for the DR government to pay ‘miserable wages to migrant workers’”); Fenel Pélissier, *Haïti risqué de perdre du territoire avec la construction d’un mur sur la frontière par la RD*, AYIBO POST (Mar. 23, 2022), <https://ayibopost.com/haiti-risque-de-perdre-du-territoire-avec-la-construction-dun-mur-sur-la-frontiere-par-la-rd/>; *The wall advances on the border with Haiti*, DOMINICAN TODAY (May 16, 2022), <https://dominantoday.com/dr/local/2022/05/16/the-wall-advances-on-the-border-with-haiti/>.

³²⁰ This comes after the Dominican government’s announcement in September 2021 that it would no longer accept women who were more than six months pregnant. *Les Femmes Haïtiennes Enceintes, Nouvelle Cible de predilection*

de l'Immigration Dominicaine, *supra* note 318. Pregnant Haitian women in the Dominican Republic continue to be at risk in other ways, as well – Haitian women represent 56 percent of all maternal deaths in the Dominican Republic in 2022. *See supra* note 224.

³²¹ Amnesty International et al., *supra* note 208 (reporting that “[m]any expelled Haitians have disembarked US deportation flights sick, handcuffed, hungry, traumatized, and disoriented only to find themselves in a ‘humanitarian nightmare,’ including widespread gang violence, an ongoing political crisis following assassination of Haiti’s President Jovenel Moïse, food insecurity, a health system ‘on the brink of collapse,’ devastation following a recent earthquake, and at risk for Covid-19 in a country where vaccination rates are reportedly around 0.4%”); *see also* *Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, *supra* note 2.

³²² *See Haitians Being Returned to a Country in Chaos: Humanitarian, Security Crisis Makes Deportations Unsafe*, *supra* note 2.

³²³ IOM, Migrant returns and reception assistance in Haiti, 19 September – 31 December 2021, at 1 (Dec. 2021), https://haiti.iom.int/sites/g/files/tmzbdl1091/files/documents/final-brief-post-arrival-survey-with-recent-adult-returnees-in-haiti-sept-dec-2021-iom_0.pdf.

³²⁴ *See* Hernández & Schmidt, *supra* note 185.

³²⁵ *See id.*

³²⁶ *See* UNICEF, Humanitarian Action for Children: Haiti (2022), <https://www.unicef.org/media/112141/file/2022-HAC-Haiti.pdf> (UNICEF reported that 40,000 women and children – predominantly girls – are in need of GBV “risk mitigation, prevention and/or response intervention”); *see also supra* notes 215-23.

³²⁷ Decades of foreign-imposed debt and problematic aid policies have eroded Haiti’s development capacities and laid the foundation for the economic, political, and insecurity crises. The same factors also made it highly aid-dependent. *See* Catherine Porter et al., *supra* note 11; Wisner, *Starved for Justice*, *supra* note 11; Jake Johnston, *Who decides who runs Haiti?*, MONDE DIPLO (May 23, 2022), <https://mondediplo.com/2022/02/06haiti>.

³²⁸ *See* Constant Méheut et al., *The Ransom: Demanding Reparations, and Ending Up in Exile*, NY TIMES (May 20, 2022), <https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/haiti-aristide-reparations-france.html>; Fried, *supra* note 11.

³²⁹ *See* Wisner, *Starved for Justice*, *supra* note 11; Brian Concannon & Kathleen Bergin, *International response to Haiti’s earthquake must avoid 2010 mistakes*, THE HILL (Aug. 19, 2021), <https://thehill.com/opinion/international/568488-international-response-to-haitis-earthquake-must-avoid-2010-mistakes>.

³³⁰ *See* Wisner, *Starved for Justice*, *supra* note 11.

³³¹ *See* Catherine Porter et al., *supra* note 11; Wisner, *Starved for Justice*, *supra* note 11.

³³² Rocio Cara Labrador & Diana Roy, *Haiti’s Troubled Path to Development*, COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS (Sep. 17, 2021), <https://www.cfr.org/backgrounder/haitis-troubled-path-development>.

³³³ *See* Carrie Kahn & Jeffrey Pierre, *A ‘Lost Decade’: Haiti Still Struggles To Recover 10 Years After Massive Earthquake*, NPR (Jan. 12, 2020), <https://www.npr.org/2020/01/12/794298546/a-lost-decade-haiti-still-struggles-to-recover-10-years-after-massive-earthquake>; *see also* Johnston, *Who decides who runs Haiti?*, *supra* note 327 (reporting that only three percent of post-earthquake aid went to Haitians, while “[m]ore than half [of U.S. post-earthquake aid] went to a handful of companies located inside the Beltway, in Washington DC, Maryland and Virginia. Thousands of Westerners now live off ‘aid’ of which Haiti sees very little.”); K. Jessica Hsu and Mark Schuller, *Haiti’s Earthquakes Require a Haitian Solution*, NORTH AMERICAN CONGRESS ON LATIN AMERICA (Aug. 16, 2021), <https://nacla.org/news/2021/08/16/haiti-earthquakes-solution> (calling out root problems of NGOs’ responses to the 2010 earthquake, like ignoring Haitian capacity and local priorities, and suggesting how many of these problems still need addressing in the international community’s response to disasters); Ground Truth Solutions, *Trust must be earned: Perceptions of aid in Haiti*, *supra* note 235; Sattler & Alexander, *supra* note 235; Pierre-Louis, *Haitians Deserve a Rethink on International Aid*, *supra* note 281 (reporting that “[a] 2019 study by USAID makes clear how Haiti’s small farmers are not included in traditional financial and economic mechanisms that might lead to their growth... ‘Farmers, on the other hand, are left with very few options besides obtaining loans from the microfinance sector at high interest rates or advances from market intermediaries and processors.”); Meetings Coverage, UNSC, *Amid Fraught Situation in Haiti, Foreign Minister, Briefing Security Council, Urges Adjusting Mission Mandate to Bolster Rule of Law Institutions*, SC/14652 (Oct. 4, 2021), <https://www.un.org/press/en/2021/sc14652.doc.htm> (in a briefing to the UNSC, Emmanuela Douyon, Executive Director of POLICITE referred to previous development assistance as “crumbs of humanitarian aid that only acts as

a Band-Aid,” and emphasized the need for aid that goes through “capable local civil society groups to ensure efficiency and accountability”).

³³⁴ See, e.g., *Communiqué du Core Group*, supra note 15; BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, supra note 52; *Canada announces \$50.4 million in support for Haiti*, supra note 15. Despite claims of wanting a “Haitian-led solution,” U.S. and other international support for Henry has effectively legitimized and enabled his refusal to step aside for a democratic transitional government. See Fried, supra note 11; Foreign, Alice Jacobs, *Haiti’s challenges require unified support for Haitian-led solutions*, GOVERNMENT OF UNITED KINGDOM (Feb. 18, 2022), <https://www.gov.uk/government/speeches/haitis-challenges-require-unified-support-for-haitian-led-solutions>; Frédéric Thomas, *Haiti : l’aveuglement international*, LE SOIR (May 10, 2022), <https://www.lesoir.be/441026/article/2022-05-10/haiti-laveuglement-international>; Geffrard, *Daniel Foote : « Ariel Henry doit démissionner immédiatement s’il veut du bien pour son pays et faciliter une sortie de crise en Haïti »*, supra note 20; Fried, supra note 11.

³³⁵ See Fried, supra note 11; Clesca, *Haiti’s Fight for Democracy, Why the Country Must Rebuild Before It Votes*, supra note 14; Clesca, *My Group Can Save Haiti, Biden Is Standing in Our Way*, supra note 22; Chéry, *Activists: We’re fed up with international calls for Haitian-led political accord*, supra note 11; *US Hands Off Haiti’s Democracy – A unified advocacy campaign for Haiti – April 21- May 18, 2022*, supra note 19; Abi-Habib & Kitroeff, supra note 22; Ellsworth, *Seven U.S. members of Congress call on Biden to withdraw support for Haiti’s Henry*, supra note 22; Geffrard, *Sheila Cherfilus McCormick insiste pour que l’administration Biden retire son soutien au Dr. Ariel Henry*, supra note 22; Geffrard, *Daniel Foote : « Ariel Henry doit démissionner immédiatement s’il veut du bien pour son pays et faciliter une sortie de crise en Haïti »*, supra note 20; Geffrard, *Andy Levin : « L’Accord de Montana est la bonne décision pour Haïti »*, supra note 22.

³³⁶ The international community has largely focused on Haiti’s insecurity, even as Haitians plead for assistance that addresses the roots of its crises, including the government’s persistent destruction of Haiti’s democratic institutions. See *Haiti’s neighbors ask superpowers to help Haitian police restore security*, HAITIAN TIMES (Dec. 13, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/12/13/haitis-neighbors-ask-superpowers-to-help-haitian-police-restore-security/>; *‘Immediate action’ needed on security in Haiti: Canada’s Trudeau*, AL JAZEERA (Jan. 21, 2022), <https://www.aljazeera.com/news/2022/1/21/immediate-action-needed-on-security-in-haiti-trudeau>; Media Note, U.S. Embassy in Haiti, *Third Senior-Level International Partners Meeting on Haiti* (Apr. 21, 2022), <https://ht.usembassy.gov/third-senior-level-international-partners-meeting-on-haiti/>; Jacqueline Charles, *Situation in Haiti demands top urgency, top State Department diplomat says*, MIAMI HERALD (Apr. 21, 2022), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article260639977.html>; *Violences de gangs : Deux sénateurs américains demandent à l’administration Biden d’aider à stabiliser Haïti*, ALTERPRESSE (May 9, 2022), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article28276>; *Sécurité : des pays amis s’organisent pour donner une assistance, selon Ariel Henry*, LE NOUVELLISTE (Mar. 14, 2022), <https://lenouvelliste.com/article/234683/securite-des-pays-amis-sorganisent-pour-nous-donner-une-assistance-selon-ariel-henry>; *What Is Behind the Rise in Gang Activity in Haiti?*, supra note 2 (according to Francois Pierre-Louis, professor of political science at City University of New York, “[i]nstead of approaching the gang issue as a security problem, the United States should see it as a political issue by supporting the Montana group, demanding that the current Henry government take concrete actions against politicians and gang leaders who have been accused of gross human rights violations, and by implementing the Magnitsky Act against corrupt politicians and businesses”).

³³⁷ *Consolidated Appropriations Act, 2022*, supra note 174.

³³⁸ *Id.* at Sec. 7045(c); see also Jacqueline Charles, *A new spending bill approved by Biden also has language on Haiti policy*, MIAMI HERALD (Mar. 17, 2022) <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article259467899.html>.

³³⁹ The GFA is the United States’ ten-year “Strategy to Prevent Conflict and Promote Stability,” which seeks to confront “negative global trends [regarding democratic governance and respect for human rights] and create new models for broader cooperation, grounded in mutual accountability and enduring stability.” Press Statement, U.S. Department of State, *The Spirit of Partnership: Implementing the U.S. Strategy to prevent Conflict and Promote Stability* (Apr. 1, 2022), <https://www.state.gov/the-spirit-of-partnership-implementing-the-u-s-strategy-to-prevent-conflict-and-promote-stability/>; see also Alexandra Filippova, *With New Global Fragility Act, US Must Avoid Past Mistakes and Let Haitians Control Their Own Democracy*, JUST SECURITY (May 19, 2022), <https://www.justsecurity.org/81570/with-new-global-fragility-act-us-must-avoid-past-mistakes-and-let-haitians-control-their-own-democracy/>

³⁴⁰ See Filippova, *With New Global Fragility Act, US Must Avoid Past Mistakes and Let Haitians Control Their Own Democracy*, supra note 339 (concluding that “the strategy seems to indicate that the U.S. government is

explicitly recognizing Haitians as effective partners in reclaiming their democracy and promoting a stable and peaceful society even as they face serious challenges.... But whether the U.S. government actually treats Haitians as empowered partners and transforms its policy in line with the GFA's laudable parameters remains to be seen.”).

³⁴¹ See Klassen, *supra* note 269; Wisner, *As the UN leaves Haiti, its victims still wait for justice*, *supra* note 269.

³⁴² Despite over a decade of advocacy by the Haitian and international communities on behalf of SEA victims and their children, most of them have yet to see justice or reparations, and the UN has failed to address the chronic impunity for peacekeeper perpetrators of SEA. See generally Carla King et al., ‘MINUSTAH is doing positive things just as they do negative things’: nuanced perceptions of a UN peacekeeping operation amidst peacekeeper-perpetrated sexual exploitation and abuse in Haiti, 21 CONFLICT, SECURITY & DEVELOPMENT 749 (2021), <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/14678802.2021.1997453?needAccess=true>; see also 265 *Children Abandoned by their Fathers, UN Peacekeepers*, HAITI LIBERTE (Jan. 5, 2022), <https://haitiliberte.com/265-enfants-abandonnes-par-leurs-peres-les-casques-bleus-de-lonu/>.

³⁴³ See Eric Nagourney, 6 *Takeaways About Haiti's Reparations to France*, NY TIMES (May 20, 2022), <https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/takeaways-haiti-reparations-france.html>.

³⁴⁴ On October 15, 2021, the UNSC voted to renew BINUH's mandate for nine months – rather than the usual twelve – in consideration of China's concerns about “investments at a loss.” *Haiti – UN: The mandate of BINUH renewed but reduced by China*, HAITI LIBRE (Oct. 16, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35008-haiti-un-the-mandate-of-binuh-renewed-but-reduced-by-china.html>.

³⁴⁵ See BINUH, *Statement of Special Representative Helen La Lime*, *supra* note 52 (statements by UN Special Representative to Haiti Helen La Lime in February reveal the UN's failure to recognize and center Haitian civil society perspectives, in lieu of persistent support for de facto Prime Minister Henry). The UN has also displayed a lack of transparency around BINUH's mandate renewal, failing to publicize an assessment of its mission that was due in mid-April. *Haiti: Briefing on the UN Integrated Office in Haiti (BINUH)*, SECURITY COUNCIL REPORT (Feb. 17, 2022), <https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2022/02/haiti-briefing-on-the-un-integrated-office-in-haiti.php>. The last BINUH official to criticize the regime's corruption and repression, Ambassador Susan D. Page, the head of the MINUJUSTH mission, was removed from her post after President Moïse complained, and received no public support from the U.S. Catherine Porter & Natalie Kitroeff, *It's Terror': In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, NY TIMES (Oct. 21, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/10/21/world/americas/haiti-gangs-kidnapping.html>.

³⁴⁶ See Meetings Coverage, UNSC, *supra* note 333 (in a briefing to the UNSC, Emmanuela Douyon emphasized that “BINUH must not be seen ‘as picking political winners’; it must work with civil society to promote dialogue, reforms, accountability and reduce gang violence.”).